

Arzew : trois autres cadavres de harraga repêchés

Lire l'article de J. Boukraa page 4

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

EL KALA
**Un réseau de passeurs
démantelé, 30 arrestations**

Lire l'article de A. Ouélaa page 4

GÉNÉRALISATION DU PAIEMENT ÉLECTRONIQUE Absorber la masse monétaire de l'informel

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 2



BAISSE DE NIVEAU DES ÉLÈVES Une réforme, mais sans objectifs ni moyens adéquats

Lire l'article de M. Aziza page 3



Notre supplément
**AUTOUR
DU MONDE**
Avec la
collaboration de

P. 11 à 13

PROJECT
SYNDICATE
AN ASSOCIATION
OF NEWSPAPERS
AROUND THE WORLD

Remédier aux pertes
éducatives liées
à la pandémie



PAR HENRIETTA
H. FORE¹
ET DAVID
MALPASS²

1- Directrice exécutive du Fonds des
Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
2- Président du Groupe
de la Banque mondiale

Lever le voile sur
les inégalités dans le monde



PAR JAYATI
GHOSH

Secrétaire exécutive de l'International
Development Economics Associates

L'avènement de l'eau
en tant que catégorie d'actifs

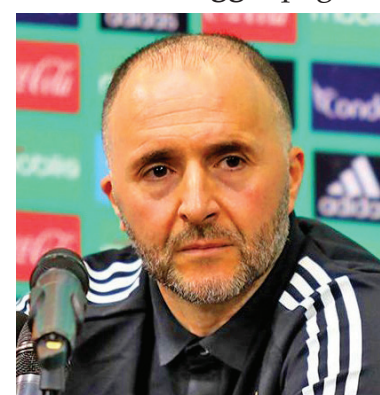


PAR WILLEM
H. BUITER

Professeur invité d'affaires internationales
et publiques à l'Université Columbia

CAN 2021 Les 28 sélectionnés par Belmadi

Lire l'article de
M. Zeggai page 15



CORONAVIRUS Un 2ème cas du variant Omicron en Algérie

P. 3

Généralisation du paiement électronique Absorber la masse monétaire de l'informel



El-Houari Dilmi

Le lancement du Service de paiement électronique au titre de l'interopérabilité entre Algérie Poste et le Réseau interbancaire permettra à plus de 10 millions de détenteurs de carte monétaire de bénéficier du service du paiement en ligne.

En effet, un accord portant lancement du Service de E-paiement au titre de l'interopérabilité entre Algérie Poste et le Réseau interbancaire a été signé jeudi à Alger, en présence du Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, de membres du gouvernement et du gouverneur de la Banque d'Algérie. L'accord a été signé par le directeur général du Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE Monétique), Madjid Messaoudene, la directrice générale d'Algérie Poste, Baya Hanoufi, et la directrice générale de la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique (SATIM), Nawel Benkritly. Dans une allocution lors de la cérémonie de signature, le PM a précisé que «ce nouvel accord vient compléter l'interopérabilité des systèmes de paiement électronique entre Algérie Poste et le Réseau interbancaire, en proposant le service de paiement en ligne à plus de 10 millions de détenteurs d'une carte monétique».

Le Premier ministre a en outre souligné que «le développement de l'économie numérique et du paiement électronique permettra de faire aboutir les efforts de l'Etat visant à absorber la masse monétaire en circulation dans le secteur informel», appelant tous les acteurs à appuyer efficacement cette démarche. Aïmene Benabderrahmane a, par ailleurs, fait savoir qu'en 2021, plus de deux millions d'opérations commerciales via les Terminaux de paiement électronique (TPE) ont été enregistrées, avec un montant global de près de 15 milliards de DA, soit une hausse estimée à 220% par rapport à 2020 où le montant global a atteint 4,7 Mds de DA, résultat de 711.000 opérations. Se félicitant de l'évolution encourageante du E-paiement, le PM a relevé que les opérations de paiement électronique étaient passées de 3,3 millions d'opérations en 2020 à plus de 6,3 millions d'opérations en 2021 avec des montants en circulation dépassant 8 Mds de DA contre 4 Mds de DA en 2020. Rappelant le programme tracé par le gouvernement pour accélérer le processus de modernisation des systèmes de paiement, Aïmene Benabderrahmane a précisé que plus de 16 millions de cartes de paiement seront mises à disposition à l'horizon 2024, plus d'un million de commerçants seront équipés de TPE et que plus de 10.000 services commerciaux seront disponibles en ligne.

Pour sa part, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi-Triki a indiqué que cet accord permet-

tra aux opérateurs économiques de s'orienter vers tous les porteurs de cartes de paiement électronique de manière simple, en vue de présenter à travers le net leurs services au profit des citoyens. Le ministre a également ajouté que l'infrastructure du secteur «peut être améliorée», ajoutant que son département ministériel «effectue cette opération de manière continue en vue de se mettre au diapason des évolutions technologiques qui s'accroissent ou de répondre aux exigences des citoyens, des opérateurs économiques et aux organismes administratifs». Bibi-Triki a fait état d'indicateurs qui appellent à «l'optimisme» comme la réussite de plusieurs entreprises dans la fourniture de leurs services à distance au profit des citoyens, consistant en le règlement des factures ou en la facilitation des procédures administratives. Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a également souligné que «grâce à ce mécanisme d'interopérabilité entre les réseaux postal et interbancaire, les détenteurs de la carte Edahabia et d'une carte CIB ont pu bénéficier de manière sécurisée des services monétaires proposés par les Distributeurs automatiques de billets (DAB) et les Guichets automatiques bancaires (GAB) à travers l'ensemble du territoire national». En concrétisation de ces engagements dans leur volet économique, poursuit le Premier ministre, le gouvernement a adopté au titre du chapitre II de son Plan d'action, intitulé «Pour une relance et un renouveau économiques», «une approche pour le soutien de l'intégration financière et l'allègement de l'utilisation de la fluidité monétaire, en tenant compte des exigences de sécurité, de fiabilité et de souplesse, à travers la promotion de la généralisation de l'utilisation des moyens de paiement électronique dans les transactions».

Toujours selon le PM, «le gouvernement accorde une importance majeure à la question du développement du paiement électronique en la plaçant au centre de ses actions visant à sécuriser et à moderniser les échanges entre les différents acteurs économiques», a-t-il dit, soulignant que cette démarche «s'inscrit dans le cadre d'une approche globale visant à accélérer la cadence de la mutation numérique, à tirer profit de l'évolution des Technologies de l'information et de la communication (TIC) et à assurer leur exploitation optimale en tant que source de croissance et de développement économiques». Ces deux dernières années, les indicateurs du E-paiement en Algérie «ont enregistré une nette amélioration, particulièrement suite à la crise sanitaire due à la propagation de la pandémie du coronavirus (Covid-19), d'autant qu'il constitue un moyen à même de réduire l'utilisation de la liquidité, et partant un facteur à même d'endiguer la propagation du virus», a fait savoir le Premier ministre.

Le portail électronique des marchés publics lancé

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a indiqué, jeudi à Alger, que le portail électronique des marchés publics dont il a supervisé le lancement officiel, «permettra d'assurer plus de transparence et de contrôle» et de garantir un traitement «efficace» de la gestion des dépenses publiques par les principales parties concernées.

Dans une allocution prononcée à l'occasion du lancement officiel, M. Benabderrahmane a précisé que ce portail électronique «permettra de lutter contre la corruption, de promouvoir la compétitivité, de faciliter la gestion, de réduire les coûts et d'améliorer la collecte des données sur les marchés publics».

Le portail est à même de créer davantage de compétitivité et d'avoir une connaissance du marché, a-t-il ajouté.

Qualifiant le lancement du portail électronique <http://marches-publics.gov.dz> de «pas important»,

M. Benabderrahmane a fait savoir qu'il ambitionne (portail) de substituer progressivement les supports physiques par des dossiers électroniques pour des procédures plus efficaces et simplifier les relations entre les opérateurs économiques et les services contractants.

Et d'ajouter que le lancement de cette plateforme s'inscrit dans le cadre de la numérisation de l'administration, de la consécration de transparence et la lutte contre la corruption et les pots-de-vin.

Ce nouveau système de marchés publics «doit être utilisé pour assurer la transparence et la liberté d'accès, en faveur de tous les opérateurs économiques agréés, aux marchés publics quelle que soit leur position géographique». «Cela va soutenir le développement des entreprises notamment les PME».

Après avoir rappelé l'importance de la bonne gestion des dépenses publiques, il a fait savoir

que le portail électronique était également destiné au large public à savoir, les citoyens, les étudiants, les enseignants universitaires, les chercheurs, les acteurs de la société civile et tous ceux qui désirent s'informer et ce «dans le cadre de la transparence et du droit du citoyen à connaître l'effort des dépenses de l'Etat».

«La conclusion de marchés publics est l'une des activités les plus exposées à la corruption», a-t-il indiqué, ajoutant que la numérisation de ce domaine «est susceptible d'opérer une profonde réforme sur les pratiques».

Par ailleurs, M. Benabderrahmane a fait savoir que «malgré les difficultés, l'économie nationale est en voie de stabilisation, de diversification et de croissance grâce à la réaction des Pouvoirs publics qui a permis l'atténuation des séquelles et la préservation du budget de manière à appuyer les activités socio-économiques».

ANALYSE

Abdelkrim Zerkouri

Si l'annonce ces derniers jours de l'ouverture anticipée des archives judiciaires en lien avec la guerre de libération nationale fait grand bruit média-

tique en France, en Algérie aucun emballage n'est perceptible. Officiels et chercheurs en histoire gardent encore un silence prudent face à cette ouverture inattendue, qui intervient dans un contexte tendu dans les relations bilatérales entre les deux pays, et ce contrairement à une précédente décision qui s'inscrit dans le même cadre, facilitant au mois de mars dernier l'accès aux archives classifiées datant de plus de 50 ans, et donc sur l'histoire encore sensible de la guerre de libération nationale, qui a été vue comme un geste dans «la bonne direction» par les autorités et les médias.

Deux jours après la visite à Alger du chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, le 11 décembre dernier, la ministre de la Culture, Roselyne Bachelot, annonce l'ouverture «avec 15 ans d'avance» des archives, un geste destiné selon la ministre «à regarder la vérité en face», et elle pourrait constituer un facteur d'apaisement des relations entre Alger et Paris, considère-t-elle. Mais, a-t-on vraiment besoin de cette «bonne» attention des autorités françaises, maintenant et tout de suite, pour provoquer un rétablissement des relations diplomatiques, mises à mal par les propos du président français Emmanuel Macron, qui a déclaré qu'après son indépendance en 1962, l'Algérie s'est construite sur «une rente mémorielle», allant jusqu'à se demander s'il y avait une nation algérienne avant la colonisation française ?

L'apaisement des relations entre les deux

Un timing qui pousse à la réserve ?

pays, on y allait doucement mais sûrement, et sans avoir vraiment besoin de cette ouverture anticipée des archives judiciaires, notamment après les regrets exprimés par le président français, qui a qualifié par la suite cet épisode de «polémiques et malentendus» avec l'Algérie, et qu'il a «le plus grand respect pour la nation algérienne». L'accueil «réserve» fait à cette annonce en Algérie pourrait s'expliquer par le timing marqué par une campagne électorale précoce à quelques mois des élections présidentielles françaises, avec une résurgence anormale de thèmes liés à l'immigration et à l'Algérie, pratiquement sur les bouches de la majorité des candidats potentiels à cette élection. En habile tacticien politicien, le président sortant cherche-t-il à travers ce geste le soutien d'Alger lors de la prochaine élection présidentielle ou veut-il faire taire des adversaires politiques, de l'extrême droite notamment, qui lui en veulent pour son rapprochement avec Alger et sa politique migratoire, en révélant publiquement les atrocités, tortures et injustices, commises lors de la guerre de libération nationale par le biais de ces archives qui concernent toutes les enquêtes de police et de gendarmerie menées des deux côtés de la Méditerranée entre le début de la guerre en 1954 et jusqu'à 1966 ?

A Alger, on admet qu'une remise sur rails des relations diplomatiques est inéluctable, mais on semble bien décidé à attendre le renouvellement de la confiance au président sortant pour un second mandat ou l'élection d'un nouveau président français, pour discuter profondément de l'avenir des relations entre les deux pays.

Importation de biens pour la revente en l'état 31 décembre, dernier délai pour la modification des registres de commerce

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a annoncé vendredi dans un communiqué l'ouverture à titre exceptionnel, du 26 au 31 décembre 2021, de la procédure de modification du Registre de commerce dans ce secteur», a précisé la même source.

«Passé ce délai, les extraits du Registre de commerce non conformes sont réputés nuls et non avenue», a ajouté le communiqué.

L'ouverture exceptionnelle de la procédure de modification du Registre de commerce dans le secteur de l'importation de matières premières, produits et biens destinés à la revente en l'état.

«Le ministère informe l'ensemble des opérateurs économiques (personnes morales), activant dans le secteur de l'importation de matières premières, produits et biens

destinés à la revente en l'état, de l'ouverture à titre exceptionnel, du 26 au 31 décembre 2021, de la procédure de modification du Registre de commerce dans ce secteur», a précisé la même source.

«Passé ce délai, les extraits du Registre de commerce non conformes sont réputés nuls et non avenue», a ajouté le communiqué. L'ouverture exceptionnelle de la procédure de modification du Registre de commerce dans le secteur de l'importation de matières premières, produits et biens destinés à la revente en l'état a été décidée après les opérations de contrôle et

de vérification du fichier national du secteur de l'importation effectuées par les services du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, selon la même source qui a invité les opérateurs économiques concernés à se rapprocher, dans les plus brefs délais, des antennes locales du Centre national du Registre de commerce (CNRC) pour procéder à la modification de leurs Registres de commerce.

Le ministère a, par ailleurs, fait savoir que les nouvelles inscriptions dans le secteur de l'importation débiteront le 2 janvier 2022.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp. : Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél. : 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Baisse de niveau des élèves Une réforme, mais sans objectifs ni moyens adéquats



M. Aziza

De l'avis de parents d'élèves, d'enseignants et de syndicalistes, les résultats scolaires du premier trimestre de l'année en cours sont relativement faibles. Un constat qui revient après chaque épreuve et ce, depuis des années. D'ailleurs l'Algérie a été classée au cours de cette année au 119^{ème} rang mondial, dans l'indice mondial de la qualité de l'enseignement, selon le rapport publié par le Forum économique mondial de Davos, en juin 2021, et ce pour les trois paliers.

Un autre rapport émanant du Centre international pour l'Éducation (UNICEF), sur la qualité de l'enseignement du primaire dans le monde, daté de 2018, classe l'Algérie à la 22^{ème} place dans le monde arabe et au 189^{ème} rang mondial. Bien que des voix ont appelé, depuis plusieurs années, pour revoir les programmes d'enseignement, les méthodes et les démarches pédagogiques, mais en vain aucun changement n'a été opéré jusque-là. La crise sanitaire mondiale est venue compliquer les choses avec un volume horaire rétréci et des programmes super-chargés, une équation assez difficile à résoudre. Ce recul de niveau ne date pas d'aujourd'hui, nous dira, Messaoud Boudiba, porte-parole du Cnapeste. «Le niveau des élèves a baissé depuis plus d'une dizaine d'années», a-t-il souligné. En précisant que son syndicat et d'autres formations syndicales avaient déjà tiré la sonnette d'alarme sur cette situation de recul de niveau qui menace les capacités intellectuelles des nouvelles générations.

Et d'affirmer que son syndicat a, à maintes fois, exigé une réforme approfondie qui sera précédée d'un diagnostic exhaustif, élaboré par les experts et les acteurs du terrain «et non pas des experts installés dans des bureaux». Et ce, pour asseoir une vision globale sur un nouveau système d'enseignement qui assurera la «qualité». Bien évidemment, dit-il, loin de tout conflit ou calcul, qu'il soit politique ou idéologique. Il ajoute qu'aujourd'hui, l'élève et l'enseignant sont sous pression. Le système scolaire a imposé un rythme infernal aux élèves notamment

dans le primaire, où les programmes dépassent bien les capacités d'un enfant. Ce dernier trouve du mal à appréhender, comprendre et mémoriser le contenu du programme qui est déjà volumineux. Dans d'autres paliers, les élèves sont en classe avec des difficultés de compréhension et d'assimilation. L'enseignant faute de moyens et de formation se contente difficilement de boucler les programmes.

Zoubir Rouina, président du Conseil des enseignants des lycées d'Algérie (CLA), a affirmé à notre journal, que pour assurer un cursus scolaire de qualité, il faut avoir un système d'enseignement avec des objectifs bien précis qu'il faudrait atteindre. Et ce, avec une évaluation continue. Mais dit-il, il est impossible d'aller vers une réforme sans une volonté politique et sans mettre les moyens «humains et matériels». Nous n'avons pas encore vu le fruit de l'approche par compétence, adoptée actuellement qui a voulu changer les pratiques des enseignants ou le mode d'enseignement, car dit-il, une telle approche a besoin de moyens «humains et matériels». Pourtant, dit-il, tout le monde a travaillé peut-être plus qu'avant, cadres et responsables du ministère, enseignants, inspecteurs, personnel éducatif en général, les élèves avec le soutien de leurs parents, mais sans avoir des résultats probants. Car dit-il, une réforme ne peut réussir sans avoir les moyens adéquats.

Tout le monde connaît les infrastructures pédagogiques dont certaines manquent cruellement de moyens, sans parler des mauvaises conditions de travail et les conditions socioprofessionnelles du personnel éducatif qui n'ont toujours pas évolué. Avec des programmes éducatifs assez chargés. Et surtout, le manque de formation continue au profit des enseignants. Et de conclure «les choses semblent compliquées aujourd'hui, avec la survenue et la persistance de la pandémie mondiale de la Covid-19, notamment par rapport à son impact sur le secteur éducatif et bien d'autres secteurs. Seule une volonté politique ferme en faveur d'une réforme adéquate bien outillée, pourrait inverser la donne».

Coronavirus

Un 2ème cas du variant Omicron en Algérie

Un 2ème cas du variant Omicron (Covid-19) a été détecté, puis confirmé, en Algérie et concerne un ressortissant algérien de retour d'un séjour en Afrique du Sud, indique, vendredi un communiqué, du ministère de la Santé.

Ce second cas a été détecté «dans le cadre de l'activité de séquençage des virus SARS-CoV-2 effectuée par l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), précise la même source, faisant savoir que «le concerné, après quelques jours de son arrivée à Alger, a ressenti des signes alertant de la probabilité d'une infection par le virus de la Covid-19».

«Il a subi, par la suite, un test antigénique, dont le résultat

s'est avéré positif, ce qui a conduit à la réalisation d'un test PCR au niveau du Laboratoire de référence de l'IPA, dont le résultat était également positif».

«Considérant le contexte de voyage du concerné et le pays duquel il arrive, son prélèvement par PCR a fait l'objet d'un séquençage qui a abouti à la détection des mutations spécifiques au variant Omicron».

Le ministère de la Santé rappelle à cette occasion, la population quant à l'impératif de la vaccination contre la Covid-19 ainsi que «le strict respect» des mesures barrières, à savoir le port du masque de protection, la distanciation physique et le lavage fréquent des mains.



Raina Raïkoum

Belkacem Ahcène-Djaballah

Corruption : l'autre «sport de masse»

Décidément, on ne sait plus quoi penser de l'état moral (et de la moralité) réel de notre société. Encore

qu'il ne fallait pas se faire trop d'illusions ou rester plongés dans notre marécage d'idéaux politiques et/ou religieux qui nous présentent presque toujours dotés d'une âme humaine parée de bons sentiments.

En fait, le diable est en nous, là, se cachant dans les détails de la vie quotidienne de chacun d'entre nous. Il en est ainsi du phénomène (sic !) de la corruption, ce «Sida, Cancer et Covid19» réunis qui ronge depuis des décennies notre société du plus vieux au plus jeune de ses membres. Et ce, quel que soit son statut. Mahfoud Fellous l'a bien résumé dans sa pièce de théâtre, «Tchiba bank». Bien sûr, auparavant, comme l'avait écrit Miloud Brahim (2018), l'Etat était le seul «corrupteur», avec une sorte de «domaines réservés» et de «raison(s) d'Etat» (un «sport d'élite» ?), et les choses étaient plus ou moins claires. Aujourd'hui, depuis tout particulièrement le milieu des années 80, il est lui-même corrompu. En ce sens que le virus, échappé de son laboratoire, a essaimé de haut en bas, n'épargnant personne, devenant un «sport de masse», travailleurs et partenaires étrangers de passage y compris.

Le plus navrant, c'est que ce maudit virus a, aussi, touché, comme on l'a écrit auparavant et maintes fois, la plupart des secteurs et ce à tous les niveaux. Individus et groupes ! Clairement, directement ou discrètement ; tous connaissant les lenteurs et les méandres bureaucratiques, objectifs ou «organisés», des moyens d'enquête et de sanctions.

Le plus navrant, c'est que ce maudit virus a, aussi, touché les pans les plus sacrés de la vie économique et sociale, ceux en qui une confiance totale était jusqu'ici placée par le citoyen lambda. Obligeant ce dernier, devant résoudre un problème ou pour ne pas être dépouillé ou ruiné, à passer par le «bakchich» ou la «takrima» ou la «rechoua». Bonjour la contamination !

Il y a de cela un bon bout de temps, on a eu

des cas au niveau de bureaux de poste avec des «ponctions illégales» sur les comptes de dépositaires (tout) petits et grands. Il paraît qu'il n'y en a plus et c'est tant mieux.

On a eu dernièrement, à l'est du pays, je crois, un huissier de justice qui a été arrêté, en compagnie de sa secrétaire, car poursuivi pour «corruption», ayant extorqué des millions de dinars à quelqu'un pour «régler» son contentieux avec une banque publique («tout, nous dit-on, avec la complicité d'une haute personnalité (re-sic !).

On a des détournements au niveau de certaines banques, le dernier exemple venant de Constantine où, selon la presse, quatre employés d'une agence bancaire ont détourné 700.000 euros, revendus au marché noir. On a eu, on a un peu de tout, de tout un peu, l'argent, la terre, le foncier industriel et agricole, l'abus de fonctions, le trafic d'influence, tout y passe. En aura-t-on encore et toujours ? Bien sûr, «la chair est vive et la vie est chère», mais trop, c'est trop ! Basta ! Barakat ! Ça suffit ! A un certain moment, on a cru que sanctionner les «plus gros» allait avoir des résultats. On s'aperçoit, hélas, qu'il n'en est (presque) rien. Et ce ne sera pas la «solution coréenne» (j'ai lu cette proposition dernièrement dans la presse) qui va résoudre le problème. Que faire ? Quelqu'un m'a soufflé une possible solution (assez ancienne, il est vrai) : Faire tourner géographiquement les cadres et employés stratégiques de tout le secteur public, tous les trois ans, afin qu'ils ne se constituent plus de «clientèles» et de pré-carrés et remettre en lice les logements de fonction tout en appliquant sans pitié les textes concernant les déclarations de patrimoine rendues publiques. Quant au citoyen, au lieu de passer son temps à «critiquer» dans les arrières salles des cafés et sur les réseaux sociaux, il lui faut résister et dénoncer, en assumant pleinement par sa signature lisible et visible et non pas anonymement. La presse et ses journalistes seront, assurément, là pour l'épauler. Il faut l'espérer, car là aussi...

Coronavirus : 375 nouveaux cas et 9 décès enregistrés

Trois-cent-soixante-quinze (375) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 193 guérisons et 9 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique vendredi, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 216098, celui des

décès à 6222 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 148 599 cas.

Par ailleurs, 34 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 20 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 16 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis

que 12 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

Face aux revendications des pilotes de ligne Le ministre des Transports rassure

Abdelkrim Zerzouri

La compagnie aérienne «Air Algérie» n'a vraiment pas besoin de tension sur le front social par ces temps de crise, caractérisés par de graves menaces financières qui pèsent sur son avenir. C'est le message livré par le ministre des Transports, Aïssa Bekkai, au Syndicat des pilotes de ligne algériens (SPLA), lors d'une réunion qui a regroupé les deux parties, mercredi dernier, au siège du ministère. Lors de cette réunion, à laquelle étaient présents des cadres du ministère, les représentants du SPLA ont revendiqué la satisfaction d'une série de préoccupations socioprofessionnelles qu'ils ont soulevées, et ce au vu de «l'amélioration relative de la situation financière de la compagnie Air Algérie», demandant l'ouverture d'un dialogue «approfondi» avec la Direction générale à l'effet de débattre de ces préoccupations.

M. Bekkai a promis aux représentants du syndicat d'examiner toutes leurs revendications et de leur trouver des solutions en adéquation avec la reprise progressive d'Air Algérie et l'élargissement de son activité, mais il a surtout plaidé dans l'immédiat en faveur de «la nécessité de fédérer les efforts pour protéger cette compagnie vitale et prendre en considération les conditions de son activité et les répercussions de la pandémie de Covid-19». Car, il est plus urgent de chercher des solutions aux problèmes dans lesquels se débat la compagnie nationale, notamment le remboursement de centaines de milliers de billets payés mais non utilisés suite à la fermeture des frontières aériennes à partir du mois de mars 2020. Selon certaines sources, des banques étrangères, dont les clients, algériens expatriés et étrangers, ont ré-

glé les billets par e-paiement (cartes bancaires), ont décidé d'engager des poursuites judiciaires contre Air Algérie pour récupérer l'argent déboursé pour le paiement des billets d'avion non utilisés.

Par ailleurs, le ministre des Transports tente également d'apaiser la tension sur un autre front, celui des pilotes lamaneurs, confrontés à d'énormes difficultés qui ont fini par laminer leur patience. M. Bekkai tiendra prochainement, en effet, une réunion avec les représentants des pilotes lamaneurs au niveau national, après une réunion tenue mercredi dernier avec les représentants des officiers pilotes lamaneurs du Port d'Alger, pour examiner les difficultés auxquelles est confronté le métier, selon un communiqué posté sur la page Facebook du ministère. «Il s'agira d'ouvrir le débat et le dialogue sur les difficultés qui entourent ce métier sur les plans technique, organisationnel et social, l'objectif étant de permettre à cette catégorie de contribuer au développement de l'activité portuaire et de sécuriser la circulation des navires», a-t-on précisé.

Les officiers pilotes lamaneurs du Port d'Alger ont soulevé plusieurs préoccupations, notamment la formation et le renouvellement des licences «les empêchant de s'acquitter convenablement de leurs missions», selon la même source. Il a été question aussi d'évoquer l'absence d'une représentativité professionnelle de cette catégorie, souligne le même communiqué. Dans le même esprit visant l'apaisement sur le front social, le ministre des Transports a promis «une prise en charge urgente du volet formation et de trouver des solutions permettant aux officiers lamaneurs d'exercer leurs fonctions conformément aux conventions et lois internationales régissant cette activité».

Mouvement dans le corps des Douanes

La Direction générale des Douanes (DGD) a opéré jeudi un mouvement partiel touchant les cadres douaniers à l'échelle nationale, a indiqué un communiqué de la direction. Ce mouvement périodique concerne des services centraux et d'autres dans les territoires de compétence des directions régionales, ainsi que des services à compétence territoriale de wilaya, note la même source.

Ont été nommés, dans ce cadre, la directrice du Centre national de formation douanière au niveau central, et sept hauts fonctionnaires au poste de directeurs régionaux des douanes de Tlemcen, Béchar, Tamanrasset, Ouargla, Annaba, Sétif et Blida. Le mouvement partiel concerne également les sous-directeurs régionaux des contentieux douaniers et du recouvrement dans les territoires de compétence des directions régionales de Sétif, Laghouat, Ouargla et Tamanrasset, ainsi que les sous-directeurs régionaux des techniques douanières dans les territoires de compétence des directions régionales de Béchar et de Laghouat, outre deux sous-directeurs régionaux de la gestion des moyens au Port d'Alger et des infrastructures à Annaba.

Sont concernés par le mouvement partiel, les inspecteurs divisionnai-

res des douanes nommés dans les territoires de compétence d'El Tarf, Bir El Ater, Oum El Bouaghi, Skikda, Ain Témouchent, Sidi Bel Abbas, Port d'Oran et Ain Taya.

Ce mouvement périodique «important» vient «concrétiser le rôle stratégique et axial des services douaniers lors des diverses interventions sur le terrain, renforcer les efforts déployés dans le domaine du traitement douanier et consolider rigoureusement l'efficacité de la surveillance». Il tend également à «promouvoir la performance douanière afin de défendre et protéger l'économie nationale et le citoyen, en faisant face à toutes formes de fraude, de contrebande et de criminalité économique transfrontalière», note le communiqué.

Le mouvement partiel dans le corps des cadres douaniers vient «concrétiser davantage l'orientation stratégique de la DGD et appuyer ses efforts sur le terrain conformément à l'approche approuvée dans la gestion des ressources humaines, une approche fondée sur l'efficacité et l'engagement sans faille, dans le but d'améliorer et de moderniser le service public douanier, mais également de mener à bien la nouvelle orientation stratégique économique en faveur de la patrie et du citoyen», a conclu la même source.

Enseignement supérieur Vers une refonte de la «carte de formation universitaire»

M. M.

Les filières des sciences humaines et sociales représentent plus des deux tiers des disciplines universitaires en Algérie contre moins d'un tiers pour les filières scientifiques et technologiques, ce qui nécessite un «rééquilibrage» par une refonte de la «carte de formation supérieure», selon le directeur général de l'enseignement supérieur et de la formation au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr. Boualem Saidani, qui était l'invité, jeudi, de la radio nationale Chaîne 1. «Le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique travaille à mettre en place de nouvelles bases pour une réorganisation de l'ensemble du système universitaire», indique l'invité de la Chaîne 1. Selon lui, ces «nouvelles bases» concernent aussi bien «la révision de la carte de formation universitaire» pour la mettre «en adéquation avec l'environnement économique et social du pays», que la démarche de «recherche scientifique» à travers «l'introduction de l'idée de recherche appliquée dans des sujets d'intérêt pour les entreprises algériennes».

L'autre volet de la réforme du secteur de l'Enseignement supérieur concerne l'aspect management des universités à travers une «gouvernance rationnelle» prenant en compte les «normes internationales» dans tous les aspects de la gestion.

Le «premier pas» de cette réforme, ajoute l'intervenant, concerne la révision de la «loi d'orientation» introduisant de «nouvelles bases» dans l'organisation du secteur. «La nouvelle loi d'orientation» est au niveau du gouvernement avant sa présentation devant le législateur. Ce texte est basé sur «plusieurs idées» résumées comme suit : «la refonte de la carte de formation universitaire», «ouverture de l'université sur son environnement économique et social, mais également international», «adop-



tion du modèle de formation à distance en le dotant d'une base juridique», «création d'une université virtuelle», ainsi que la «création d'une «Agence nationale de l'accréditation et de la qualité (de la formation, de la recherche, de la gouvernance)»». Toujours selon Pr. Boualem Saidani, la «nouvelle loi d'orientation» de l'enseignement supérieur comprend un «important volet» relatif à la «gestion des pôles d'excellence», ainsi que la «consécration du doctorat au sein des entreprises, à travers la relance de la recherche scientifique au sein de ces entités».

En réponse à une question sur la réforme des filières universitaires, M. Saidani a expliqué que la révision de la carte de formation universitaire prend en compte la création d'un équilibre entre les disciplines technologiques et scientifiques et les disciplines des sciences humaines et sociales. «La révision de la carte de formation universitaire repose sur six points essentiels. Parmi les six points, l'intervenant affirme que le plan de formation doit être en «adéquation avec le SNAT (Schéma National d'Aménagement du Territoire)». Le deuxième point concerne la prise en compte de «l'évolution de la croissance démographique du

pays». «Nous avons actuellement plus de 1,6 million d'étudiants, et à l'horizon 2035 nous aurons environ 3 millions d'étudiants». «Le développement des pôles d'excellence» fait également partie de la révision de la carte de formation, ainsi que «d'assurer un équilibre entre les filières des sciences humaines et des sciences et technologie».

Sur ce dernier point, l'invité de la radio fait état d'un «déséquilibre entre ces filières». «Actuellement, l'université algérienne forme davantage dans les sciences humaines et sociales, à hauteur d'environ 68%, alors que le taux est de l'ordre de 38% dans les spécialités scientifiques et technologiques», affirme Pr Saidani. Et de préciser que «l'économie du pays a besoin de plus de disciplines scientifiques et technologiques» et qu'il «nous faut donc environ trois ans pour rétablir l'équilibre entre ces deux domaines». En ce qui concerne l'implication des recteurs des universités et du corps enseignant dans le changement du système de fonctionnement de l'université, Saidani a déclaré que l'approche adoptée par le ministre de tutelle est «participative» et qu'il s'agit de «consulter toute la famille universitaire sur l'ensemble des problèmes».

Arzew

Trois autres cadavres de harraga repêchés

J. Boukraa

La commune côtière d'Arzew, dans la wilaya d'Oran, a connu mercredi, en début de soirée, un nouveau drame de l'émigration clandestine. Trois cadavres de sexe masculin ont été repêchés, à 20 km au large d'Arzew, a-t-on appris de la Protection civile. Les garde-côtes ont repêché les 3 corps de candidats

à l'émigration clandestine et secouru 2 autres de sexe féminin, selon la même source. Ces jeunes, âgés entre 20 et 35 ans, s'apprêtaient à rejoindre les côtes espagnoles à bord d'une embarcation de fortune qui a chaviré. Les cadavres ont été déposés à la morgue de l'hôpital d'El Moughoun par les éléments de la Protection civile. Quant aux 2 femmes secourues, elles souffraient

d'hypothermie, ajoute notre source. Une enquête a été ouverte par les Services de sécurité. Mercredi 2 corps de candidats à l'émigration clandestine ont été repêchés et 8 autres ont été secourus au large de Cap Carbon, commune d'Arzew, rappelle-t-on. Malgré ces drames, nombre de jeunes rêvent toujours de quitter de façon irrégulière le pays pour l'Occident.

El Kala

Un réseau de passeurs démantelé, 30 arrestations

A. Ouélala

Agissant sur information faisan état de préparatifs pour une traversée clandestine par mer, la police judiciaire de la Sûreté de daïra d'El Kala, dans la wilaya d'El Tarf, a ouvert une enquête ayant abouti à des résultats probants. En effet, tout a commencé par l'interception

d'un véhicule touristique, à bord duquel se trouvaient un passeur présumé et deux individus, candidats à l'immigration clandestine. Poursuivant leurs investigations, les enquêteurs sont parvenus à arrêter 30 individus, âgés entre 22 et 29 ans, originaires d'Annaba et El Tarf, et saisir des équipements comme des gilets de sauvetage, des GPS et de l'ar-

gent en monnaie nationale et en devises. Les départs étaient programmés à partir de la plage de Boutribicha, dans la commune d'Oum Théboul, à l'extrême-est de la wilaya d'El Tarf.

Les mis en cause ont été déférés jeudi dernier devant le magistrat instructeur près le tribunal d'El Kala et furent tous placés sous contrôle judiciaire.

Les sionistes cherchent également à coloniser le Maroc

Le Pr. Abdessamad Fathi, vice-coordonateur du "Front marocain de soutien à la Palestine et contre la normalisation" a affirmé que les sionistes qui occupent la Palestine "cherchent également à occuper le Maroc et à le saboter économiquement, politiquement et socialement".

Participant à un sit-in à Rabat, tenu mercredi, dans une atmosphère marquée par le siège sécuritaire, M. Fathi a précisé que cette décision avait été "imposée au peuple marocain, et nous sommes contre la normalisation qui va à l'encontre de l'intérêt de la Palestine et du Maroc, nous tenons pour responsables ceux qui ont signé cet accord", faisant remarquer que "le pays se vend et se détruit en vertu de cet accord". Pour sa part, M. Tayeb Madmadh, coordinateur du "Front", a indiqué que les manifestations tenues mercredi venaient "commémorer l'événement maudit au cours duquel les autorités marocaines ont signé l'accord de normalisation avec l'ennemi sioniste".

Et d'affirmer que le Front en a fait une journée nationale de protestation, preuve en est, "plus de 40 villes ont battu le pavé pour dénoncer les accords de normalisation et de coopération militaire, l'objectif étant de mettre en échec et de criminaliser la normalisation". A l'occasion du premier anniversaire de l'accord de normalisation avec l'entité sioniste colonisatrice, correspondant au 22 dé-

cembre, le "Front marocain de soutien à la Palestine et contre la normalisation" avait annoncé l'organisation de sit-in sous le slogan "Notre combat se poursuivra jusqu'à la mise en échec des deux accords de normalisation et de coopération militaire perfide", afin d'exprimer le rejet de la normalisation par le peuple marocain.

Parmi les 38 villes marocaines qui ont annoncé leur participation à l'action de protestation figurent Rabat, Marakech, Meknes, Casablanca, Fes, Agadir, Taroudant, Beni Mellal, Taza, Titouan, Oujda, Tanger, Hainfra, Sidi Kassem, El Khemissat, Djarssif, el Araich, Ben Sliman, Ouzan, Safrou, Asfi et Zakoura. Le Front marocain a organisé également une action de protestation devant le parlement à Rabat en dépit de la répression qui a marqué ses précédentes actions dénonçant la visite du ministre de la Guerre de l'entité sioniste. Face au black-out médiatique imposé par le Makhzen contre les mouvements de protestation, le Front marocain pour le soutien de la cause palestinienne et contre la normalisation avec



l'Entité sioniste a décidé de rendre publiques ses actions en direct sur Facebook, ce mercredi à partir de 19 heures.

Le Front s'est attardé, dans son appel au peuple marocain, sur le contexte de recrudescence de la "tyrannie sioniste" (dans les territoires palestiniens) ainsi que le déferlement d'un dangereux "tsunami de normali-

sation". Il a dénoncé le fait que le Maroc se jette dans les bras de l'Entité sioniste, à travers la multiplication et la consolidation de leurs relations dans divers domaines. Il a considéré cette normalisation comme un "outrage à la souveraineté nationale", particulièrement "à travers la signature d'accords militaires et de renseignements".

Poutine satisfait de la réaction américaine à ses exigences



Vladimir Poutine a jugé jeudi "positives" les premières réactions américaines aux exigences russes en vue d'une désescalade dans la crise russo-occidentale autour de l'Ukraine, qui fait vaciller l'équilibre sécuritaire européen. Dans de sa traditionnelle conférence de presse de fin d'année qui aura duré près de quatre heures, le président russe a abordé le risque d'un conflit armé en Europe. La Russie a présenté deux projets de traités pour bannir tout élargissement de l'Alliance atlantique, notamment à l'Ukraine, et mettre fin aux activités militaires occidentales à proximité des frontières russes.

Selon Moscou, il s'agit du seul moyen de juguler l'aggravation des tensions. "Il ne doit y avoir aucune avancée de l'Otan vers l'Est, la balle est dans leur camp, ils doivent nous répondre", a-t-il noté. "J'espère que la première réaction positive (des Etats-Unis), avec l'annonce du début des négociations (à Genève) en janvier, va nous permettre d'aller de l'avant", a-t-il dit.

Il a répété que la Russie ne tolérerait aucun système d'armements

occidentaux "sur le pas de (sa) porte". Mardi, M. Poutine avait menacé ses rivaux de "mesures militaires et techniques" si ses revendications n'étaient pas acceptées. Ses exigences, lourdes de conséquences pour l'architecture sécuritaire européenne, ont été jugées "inadmissibles" par de nombreuses voix occidentales.

«RHÉTORIQUE INCENDIAIRE»

A la suite de la conférence de presse, le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken et le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg ont assuré que "l'alliance (militaire) restait prête à avoir un dialogue constructif avec la Russie", selon un communiqué diffusé jeudi côté américain, après un entretien entre les deux hommes. Un haut responsable de la Maison Blanche a, un peu plus tard dans la journée, confirmé que les Etats-Unis étaient prêts à "engager un dialogue diplomatique" avec la Russie "dès le début du mois de janvier", mais pas sans conditions. La Maison Blanche a toutefois fait savoir que ni la date ni le

lieu d'une première rencontre n'avaient été fixés.

Réaction beaucoup plus virulente, côté britannique. La ministre des Affaires étrangères Liz Truss a condamné la "rhétorique agressive et incendiaire" du Kremlin à l'encontre de l'Ukraine et de l'Otan, tout en saluant la volonté de Moscou de s'engager dans des discussions.

Elle a répété que "le renforcement des capacités militaires de la Russie à la frontière de l'Ukraine et en Crimée, annexée illégalement, était inacceptable". En soirée, le chef de la diplomatie de l'Union européenne Josep Borrell a de nouveau appelé Moscou à la "désescalade" et au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. "Il a souligné que toute nouvelle agression militaire contre l'Ukraine aurait des conséquences massives et des coûts importants".

La Russie est soupçonnée de préparer une invasion de l'Ukraine, une ex-république soviétique désormais pro-occidentale dont une partie du territoire, la Crimée, dans le sud, a déjà été unilatéralement rattachée en 2014 à la Russie. Plus de 100.000 soldats russes seraient déployés à la frontière. M. Poutine a estimé que la politique de l'Ukraine et de ses alliés occidentaux, notamment concernant la guerre contre des séparatistes prorusses dans l'est ukrainien, constituaient une menace pour Moscou.

"Nous ne pouvons pas vivre en regardant au-dessus de notre épaule en se disant : que va-t-il se passer ? quand vont-ils cogner ?" Interrogé par la suite sur la répression de l'opposition russe, qui s'est considérablement accentuée en 2021, M. Poutine a jugé qu'il ne s'agissait pas de museler des détracteurs, mais de contenir des opérations d'influence étrangères. Tout au long de l'année, médias, ONG, journalistes, avocats et militants ont été visés par diverses poursuites. Dernière cible en date : l'ONG Memorial, un pilier de la défense des droits en Russie, est au centre de deux procès pour la dissoudre.

Les Soudanaises dans la rue contre les viols de manifestantes



Plus d'un millier de Soudanaises ont manifesté jeudi contre les viols de manifestantes, rapportés par l'ONU, commis lors des protestations monstres pour le troisième anniversaire de la "révolution", a constaté un journaliste de l'AFP. L'ONU a affirmé avoir recensé "13 viols ou viols collectifs" et "des allégations de harcèlement sexuel par les forces de sécurité contre des femmes qui tentaient de fuir". Dimanche, une nouvelle fois, les Soudanais sont sortis par centaines de milliers, pour commémorer les trois ans de la "révolution" qui a mis un point final à trois décennies de dictature d'Omar el-Béchir.

Mais ce jour-là, face à la foule, les forces de sécurité et leurs supplétifs paramilitaires n'ont pas seulement tiré à balles réelles, lancé des grenades lacrymogènes ou distribué des coups de bâton. Certains de leurs membres ont aussi violé des femmes et même des fillettes, dont l'une de dix ans, selon les militants. "Ca fait longtemps qu'ils utilisent le viol comme un outil pour nous briser mais on leur répond qu'on continuera à sortir et à nous fai-

re entendre", lance à l'AFP Malaz Kamal, manifestante de 25 ans à Omdourman, banlieue nord-ouest de Khartoum.

Autour d'elle, on pouvait lire sur d'énormes banderoles "les viols ne nous arrêteront pas" ou encore "les Soudanaises sont plus fortes et le retour en arrière est impossible", le slogan-phare des manifestations contre le pouvoir militaire qui a renforcé sa mainmise sur ce grand pays d'Afrique de l'Est avec le putsch du 25 octobre.

Les violences sexuelles ou contre les femmes sont un fléau que les Soudanais dénoncent de longue date, en particulier au Darfour, dans l'ouest, ravagé depuis 2003 par la guerre et les exactions des paramilitaires désormais acteurs majeurs du nouveau pouvoir à Khartoum. "On ne veut pas seulement que justice soit rendue aux Soudanaises violées à Khartoum" dimanche "mais à toutes celles qui l'ont été depuis le coup d'Etat de Béchir" en 1989, réclame ainsi Nahla Issa, 23 ans, qui défile au milieu d'environ 1.500 manifestantes et manifestants sous des drapeaux du Soudan.

ALGER

Avancement des travaux de 3 projets visant à fluidifier le trafic routier

Le secrétaire général du ministère des Travaux publics a constaté jeudi lors d'une visite de terrain un avancement dans les travaux de réalisation de trois projets visant à fluidifier le trafic routier dans la partie ouest de la capitale. Il s'agit du projet de réalisation de la route reliant le stade olympique du «5 juillet» à la rocade 2 (rocade Draria), confié à Cosider-travaux publics et ouvrages d'art sur une longueur de 10 km (le premier tronçon de 2,5 Km), ajoute le communiqué. Le deuxième projet concerne le

parachèvement des travaux d'accessibilité aux Zones d'expansion touristique (ZET) de Sidi Fredj et Palm Beach, confiés à deux entreprises publiques. Le troisième projet concerne l'aménagement des bretelles reliant la rocade 2, le stade de Douera et la route nationale N 36, l'ouvrage d'art y afférent est confié à l'entreprise publique «SAPTA», précise la même source. Lors de sa visite, le SG du ministère a constaté «un avancement dans la réalisation des projets précités après la mobilisation des moyens supplémentaires par

les maîtres d'œuvres». Le SG du ministère a rappelé que ces projets visaient essentiellement à «fluidifier le trafic routier dans la partie ouest de la capitale», soulignant l'importance de «respecter les délais fixés dans les contrats de ces projets et d'installer la signalisation routière adéquate pour les chantiers». Il a exhorté, par ailleurs, la Direction des Travaux publics de la wilaya d'Alger et les bureaux d'études à veiller «à la fluidification du trafic routier, au suivi qualitatif et régulier des travaux», conclut le document.

BLIDA

Feux de forêts : indemnisation de 125 agriculteurs



Une opération d'indemnisation de 125 agriculteurs affectés par les incendies de forêt déclarés au cours de l'été dernier, par la remise d'arbres fruitiers, a été entamée par la Conservation des forêts de Blida, a-t-on appris jeudi auprès de cette instance. Selon le chef de service Extension de la ressource forestière et mise en valeur des terres, Mohamed Mokadem, cette opération d'indemnisation a été lancée, depuis deux jours, en coordination avec la direction des services agricoles et le groupe de génie rural (GGR), par la remise de 17.509 arbres fruitiers au profit de 125 agriculteurs sinistrés. L'opération, lancée à partir de Ain Romana (Ouest de

la wilaya), comptant 30 agriculteurs sinistrés, se poursuivra pour inclure des agriculteurs de huit autres communes, soit Larbaâ (35 bénéficiaires), Bougara (24) et Guerouaou (23) Meftah (6), ainsi que Ouled Yaich et Hammam Melouane comptant trois agriculteurs chacune et Soumaâ avec un seul bénéficiaire. La mise en terre des différents plants d'arbres fruitiers (dont des oliviers, des cerisiers, des abricotiers, des pruniers, des grenadiers et des agrumes) accordés à ces agriculteurs, sera prise en charge par Groupe de génie rural, a souligné le même responsable. Cette opération s'inscrit au titre des efforts de reconstitutions des exploitations ravagées par les

incendies de l'été dernier, a-t-il signalé. Par ailleurs, 1.084 autres agriculteurs, dont les vergers ont été partiellement ou légèrement brûlés, bénéficieront d'une opération d'égavage, avec un encadrement assuré par des cadres de l'Institut national de protection des végétaux. Pour rappel, les services agricoles de la wilaya ont déjà assuré l'indemnisation de 168 agriculteurs qui ont perdu leurs cheptels durant ces incendies. La wilaya de Blida fait partie des régions du pays, touchées, en juillet et août derniers, par une série d'incendies de forêt, ayant causé la perte d'un important couvert végétal, en plus de pertes matérielles accusées par les agriculteurs.

KHÉMIS MILIANA

Importants dégâts matériels dans l'incendie d'un dépôt de pièces détachées

Un incendie s'est déclaré jeudi après-midi dans un dépôt de pièces détachées situé dans une habitation du quartier la cadette de Khémis Miliana sur la route nationale (RN n 4), causant d'importants dégâts matériels, a-t-on appris de la direction locale de la Protection civile.

Le sinistre dont l'origine n'a encore pas été déterminée, a causé

la destruction d'une importante quantité de pièces détachées entreposée au niveau du premier étage d'une habitation en R+3, a précisé le chargé de communication de la direction locale de la Protection civile, le capitaine Kamel Hamdi, signalant que la célérité de l'intervention des pompiers a empêché les flammes de gagner les habitations avoisinantes. Aucun dégât

humain n'est à déplorer à l'occasion de ce sinistre dont l'extinction a nécessité la mobilisation de 5 camions et de deux ambulances des unités de Khémis Miliana et Ain Defla, a-t-il fait savoir, signalant que l'ampleur de l'incendie a nécessité l'accomplissement de 14 rotations pour l'approvisionnement en eau nécessaire à la lutte contre les flammes.

Une enquête a été ouverte par les services de sécurité en vue d'élucider les circonstances de cet incendie, a-t-on indiqué de même source.

AIN DEFLA

Assassinat de Djamel Bensmail : un élan de solidarité révélateur du bannissement de la violence

Tristesse profonde, perplexité, si dération et anxiété : la perte cruelle, le 11 août dernier, dans le sillage des incendies ayant touché la Kabylie, de feu Djamel Bensmail, aura assurément suscité un torrent d'émotions difficilement maîtrisables, mais, surtout, un élan de solidarité sans pareil avec sa famille, un comportement révélateur du bannissement de la violence par les Algériens. Pour de nombreux citoyens horrifiés par tant de cruauté et de bestialité, ce crime abominable est d'autant plus condamnable que la victime s'était rendue en tant que volontaire à Larbaâ Nath Irathen (Tizi-Ouzou) pour aider à éteindre les feux qui ont ravagé les montagnes et qui avaient fait 90 morts dont 33 militaires. Observant que la date de ce crime odieux «restera gravée à jamais dans les mémoires des habitants de Miliana (Ain Defla) et des Algériens de façon générale», le président de l'Association «Les Amis de Miliana», Lotfi Khouatmi, s'est félicité de l'élan de solidarité ayant suivi cette épreuve dramatique. «Jamais de mémoire d'habitant de Miliana, la ville n'avait connu un afflux comme celui enregistré suite à la mort du regretté Djamel, une véritable marée humaine s'y était, en effet, rendu pour présenter ses condoléances à la famille du défunt, rendant tout déplacement dans et aux abords de la ville des plus difficiles», s'est-il rappelé. Pour ce quinquagénaire, chirurgien-dentiste de son état, la mort de Djamel Bensmail, «un artiste engagé aux multiples talents, un citoyen exemplaire, un amoureux de la nature et un humaniste au grand cœur» ne pouvait laisser indifférent et a suscité un extraordinaire élan de solidarité citoyenne. «A la faveur de ce geste, les gens voulaient, bien évidemment, faire part de leur compassion avec la famille du défunt sachant que la mort d'un enfant constitue une terrible épreuve pour les parents qui se retrouvent désemparés et amputés d'une partie d'eux-mêmes mais, en filigrane, il y a aussi le refus de la violence», analyse-t-il.

LE PÈRE DE DJAMEL: LA SAGESSE À SON POINT LE PLUS CULMINANT

Mais, le plus marquant de ce drame humain a incontestablement trait à l'attitude et aux propos de son père au lendemain de l'assassinat de son fils. En déplacement à Tizi Ouzou afin de récupérer la dépouille de la chair de sa chair, Nouredine Bensmail a, malgré son immense douleur, fait preuve de retenue et d'une extraordinaire sagesse. «Les Kabyles sont nos frères, ne cherchons pas la fitna (la discorde). Mes amis sont Kabyles, mes neveux aussi. Que Dieu nous donne la patience, Djamel était votre frère et il est mort en martyr», avait-il lancé à l'adresse de jeunes rassemblés aux abords de l'hôpital de la ville des genêts. Et d'ajouter avec une lucidité révélatrice d'une grandeur de l'âme: «J'ai perdu un fils, mais j'ai gagné des enfants car vous êtes tous mes enfants». Un appel pour apaiser les esprits lequel, comme souligné par l'écrivain Rachid Ezziane, est «une leçon de tolérance à faire apprendre aux enfants dans les écoles dans la mesure où cette attitude incarne l'Algérien lambda, digne et respectable». Pour d'aucuns, les propos venus des tripes de cet homme incarnant un

patriotisme sincère. «Au regard de son âge (65 ans) et de son expérience des vicissitudes de la vie, il savait parfaitement que des gens malintentionnés étaient aux aguets, attendant le moment propice pour mettre le feu aux poudres, mais il a fait preuve d'anticipation, les empêchant de mettre à exécution leur dessein macabre», soutient Chemseddine, un membre de l'Association et très proche ami du défunt. Ce jeune de 26 ans se rappelle que sous le coup de la colère et de l'indignation suscitée par l'assassinat de Djamel, des habitants de localités voisines à Miliana avaient fait part de leur désir de fermer l'autoroute en guise de protestation. Mais les propos lancés, depuis Tizi Ouzou, par le père de la victime à l'adresse des habitants de Miliana leur ont été d'un grand réconfort, explique ce jeune licencié en science politiques, préparant un diplôme en philosophie. «Il a dit aux habitants de Miliana: vous devez être fiers de lui (son fils, Ndlr) car c'est un héros. Après Ali La Pointe, vous avez désormais Djamel Bensmail», s'est-il rappelé. Le jeune étudiant n'a pas omis, par ailleurs, de mettre en évidence la posture de M. Nouredine Bensmail face aux citoyens venus lui présenter leurs condoléances, au moment où il était de retour à Miliana pour l'enterrement de son fils. «Face au père de la victime resté de marbre en dépit de l'épreuve déchirante qu'il venait de subir, nombre de personnes qui se sont déplacées à Miliana en consolateurs, ont fini par craquer, éclatant en sanglots, se rendant compte très vite qu'ils étaient eux-mêmes les consolés», a-t-il fait remarquer.

RÉPERCUTER LES IDÉAUX DE DJAMEL

Observant qu'avec le temps, «on apprend à apprivoiser la douleur», Abdenour, le cousin de la victime, a mis l'accent sur l'importance de répercuter les idéaux de feu Djamel. «Avec le temps, on apprend à apprivoiser la douleur, et même s'il a brûlé nos cœur, le feu n'a pas consumé notre honneur et notre dignité», a-t-il confié. Et d'ajouter: «Désormais, le plus important pour nous est de répercuter les idéaux de Djamel». Mettant en exergue les qualités humaines hors-pair du défunt, il a relevé que là où se trouvait un malheur, son cousin accourait pour porter secours et consolation. «Ce fut un homme sensible au malheur des autres et son déplacement à Tizi Ouzou pour prendre part à l'opération d'extinction des incendies ne s'est pas fait sur un coup de tête mais découle de sa volonté à porter aide et secours à ceux qui sont en difficulté», a-t-il témoigné. Il a, par ailleurs, mis l'accent sur le caractère pluridisciplinaire du défunt, «un jeune à l'allure joviale, qui avait plein de projets et de copains. Il était épris de justice et avait une grande culture», a-t-il souligné. «Il se trouvait le plus souvent à Alger et était sur le point de se joindre à l'association + Les Amis de Miliana +, », a-t-il fait savoir, notant qu'avant de passer à trépas, le défunt s'apprêtait à peindre un tableau de Van Gogh.

Le courage et la sagesse du père de Djamel Bensmail lui a, à juste titre, valu d'être désignée la personnalité la plus influente de l'année 2021 en Algérie, par almanach-dz, le site d'informations documentaires.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

20 jomada el oula 1443

El Fedjr
06h26

Dohr
12h48

Assar
15h20

Maghreb
17h41

Icha
19h06



TÉBESSA

Monoxyde de carbone : 6 personnes secourues



Ali Chabana

Deux familles constituées de 6 membres et habitant le même bâtiment ont été secourues par les éléments de la protection civile. L'intervention salvatrice des pompiers a eu lieu dans la nuit de mercredi à jeudi dernier, dans un quartier résidentiel situé sur la route de Thlygene à la sortie est de Chéria.

La protection civile a évacué les personnes indisposées par le mo-

noxyde de carbone (7-40 ans), émanant d'une cheminée obstruée, vers les urgences médicales de l'EPH de Chéria.

Un scénario à répétition des accidents domestiques dus au gaz mortel du monoxyde de carbone et ce, depuis le début de l'hiver.

Et pourtant, les consignes de vigilance sont largement diffusées par les services concernés, à l'endroit des usagers « faites attention, le monoxyde de carbone tue encore,

il est obligatoire de ne rien négliger, quand il s'agit de vies humaines » Par ailleurs, les éléments de l'unité principale de la protection civile sont intervenus suite à l'accident de la circulation survenu sur le CW 08, à Dokane, après la collision d'une voiture qui a heurté un poteau électrique, faisant 4 blessés âgés de 21 à 30 ans. D'autres accidents de la route s'étaient produits à El Kouif et Elma Labiod causant des blessures aux passagers.

CNAS : campagne de sensibilisation et d'information

Campagne de sensibilisation et d'information organisée par la CNAS (agence de Tébéssa), au profit des employeurs dont le secteur du BTP affecté par intempéries, en vertu de l'application des dispositions prévues par l'ordonnance numéro 12-21 du 25 août 2021 qui prévoit les mesures exceptionnelles suivantes : accompagnement des opera-

teurs économiques dans la relance de l'économie nationale, en matière de paiement des cotisations, d'exonération de majorations et pénalités de retard et préservation de l'emploi. La durée de l'opération est effective jusqu'au 31 janvier 2022. Notons que la journée d'étude a vu la participation des trois caisses CNAS, CASNOS et CNAC. Ainsi que des

partenaires sociaux, des représentants du corps des avocats et des experts judiciaires. Dans son intervention, le secrétaire général de la wilaya Larbi Bouziane a indiqué que ces mesures exceptionnelles s'inscrivent dans le cadre de la réduction des charges sociales sur les employeurs, levier essentiel dans la préservation des activités économiques

OUARGLA

Trafic de psychotropes : un réseau démantelé

Une quantité de 5.445 comprimés psychotropes a été saisie et un réseau criminel constitué de cinq (5) personnes, dont une jeune femme, activant dans le trafic illicite de psychotropes a été démantelé par la brigade mobile de la police judiciaire (BMJ) relevant de la sûreté de wilaya d'Ouargla, rapporte jeudi un communiqué de ce corps de sécurité. Cette opération policière a été menée suite à l'exploitation de renseignements faisant état de l'activi-

té d'un groupe de personnes dans le transport et le trafic de psychotropes à bord de deux véhicules touristiques, selon la même source. Le plan actionné par la police a permis l'interception de deux véhicules touristiques avec cinq (5) personnes dont une jeune femme à bord, au niveau de la station -service, à la sortie de la ville d'Ain Beida vers Hassi Messaoud, a-t-on précisé.

La perquisition des deux véhicules a permis la découverte de cette

quantité de substances et une somme de 39.800 DA provenant du trafic de cette marchandise prohibée, a-t-on expliqué, ajoutant que les deux véhicules touristiques servant à faciliter les déplacements ont été saisis. Après finalisation des procédures nécessaires de l'enquête, un dossier pénal a été établi à l'encontre des suspects, qui ont été présentés devant les autorités judiciaires compétentes, a conclu la source sécuritaire.

Plus de 140 participants aux olympiades des activités de jeunes

Plus de 140 jeunes représentant plusieurs wilayas du pays participent aux olympiades des activités de jeunes, ouvertes jeudi après-midi à l'Institut régional de formation et de perfectionnement des personnels de l'éducation «Fodil El-Ouartilani» à Ouargla. Dans une allocution d'ouverture, le wali de Ouargla, Mustapha Aghamir, a mis en avant l'importance de cette manifestation qui constitue un rendez-vous d'échange de savoir-faire, de partage et de renforcement des liens de fraternité et d'amitié, en appelant les participants à faire preuve de fair-play. La 4ème édition de cette manifestation juvénile, placée sous le slogan «Jeunesse innovante de l'Al-

gérie nouvelle», comprend un programme riche et varié composé de diverses compétitions et activités éducatives, culturelles et sportives, dont le Soroban (technique de calcul mental), la musique et les jeux d'échecs, selon les organisateurs. Des expositions de créations de jeunes dans différents domaines, dont les énergies renouvelables, ainsi que des spectacles artistiques font partie du programme de ce rendez-vous qui s'étalera sur cinq jours (23-27 décembre).

Ces olympiades ont pour objectifs d'accompagner les jeunes créateurs dans les domaines scientifiques et artistiques, de promouvoir la compétitivité entre eux, en plus de dé-

velopper leur sens artistique et de créativité et de contribuer à l'ancrage de l'esprit de citoyenneté et des nobles valeurs de tolérance chez les générations montantes, ont-ils souligné. La création d'un réseau numérique pour assurer un contact permanent entre les jeunes, la découverte de nouveaux talents et la promotion du tourisme interne, sont d'autres objectifs de cette manifestation juvénile qui prévoit également des circuits touristiques au profit des participants, ajoute la source.

S'inscrivant dans le cadre du calendrier des programmes retenus par le secteur de la Jeunesse et des Sports pour l'exercice 2021, la 4ème édition des olympiades des activités de jeunes sera sanctionnée par une remise des prix d'encouragement aux lauréats des différentes compétitions des meilleures œuvres et activités.

CONSTANTINE

Le développement de la filière oléicole en question

L'accompagnement continu des agriculteurs activant dans la filière de l'oléiculture à Constantine a contribué à enregistrer un développement remarquable d'une année à l'autre dans ce domaine, a-t-on appris jeudi auprès de la Direction locale des services agricoles (DSA). L'accompagnement des producteurs d'olives dans les régions réputées par ce genre de culture, «figurent parmi les principaux facteurs contribuant à la réussite du plan tracé par les services agricoles en collaboration avec plusieurs acteurs du secteur en vue de développer la filière oléicole dans cette wilaya», a précisé le DSA, Yacine Ghadiri à l'APS, en marge du lancement de l'opération d'indemnisation des agriculteurs touchés par les incendies de forêts de l'été 2021 à «Merdjajou» dans la commune de Benbadis (45km à l'Est de Constantine). Les agriculteurs de la wilaya activant dans le domaine stratégique de l'oléiculture bénéficient d'un accompagnement particulier en collaboration avec les différents services concernés, à l'instar de la conservation locale des forêts à travers l'ouverture de pistes agricoles notamment dans les régions montagneuses et difficiles, la lutte contre l'érosion du sol, et l'aménagement de tranchées pour protéger les surfaces réservées aux oliviers des incendies, a souligné le même responsable. Les incendies enregistrés dans la wilaya de Constantine, durant les mois de juillet et août derniers, ont cau-

sé la destruction de pas moins de 2.063 oliviers, a rappelé le même responsable, affirmant que tous les agriculteurs affectés seront indemnisés pour garantir la continuité de cette filière qu'il a qualifiée de «prometteuse». L'accompagnement continu des agriculteurs permettra également l'amélioration du cadre de vie des habitants de ces régions, selon le même responsable qui a indiqué que les producteurs d'olives bénéficient de sessions de formations sur les méthodes adéquates de la culture des olives et leur préservation des différentes maladies et champignons à la faveur de procédés modernes. Les sessions de formation sont encadrées par des spécialistes en la matière en vue d'une production diversifiée et multiple, a indiqué le même responsable. Selon M. Ghediri, depuis octobre dernier jusqu'à aujourd'hui, il a été procédé à la cueillette de plus de 8.800 quintaux d'olives dont 4.340 qx d'olive de table à travers 4 communes situées au nord de la wilaya. Il s'agit des communes de Zighoud Youcef, Béni H'midène, Ibn Ziad, et Messaoud Boudjeriou, selon les précisions fournies par le même responsable qui a indiqué que les services locaux du secteur œuvrent à sensibiliser et informer les producteurs en vue d'améliorer la qualité de la production d'huile d'olive, appelant à transférer les olives juste après leur cueillette (dans les 48H) vers les huileries pour obtenir une huile conforme aux normes requises.

Covid 19 : taux de vaccination «très faible»

En dépit du renforcement des mesures visant à lutter contre la Covid-19 et la mobilisation des équipes médicales à travers les administrations et les structures publiques, le taux de vaccination est jugé «très faible» à Constantine, a déclaré jeudi le directeur local de la santé. Ce constat a été établi par les services locaux du secteur, notamment depuis le début du mois de décembre en cours, suite à l'organisation des sorties sur le terrain pour la vaccination des travailleurs des administrations, directions et infrastructures publiques tous corps confondus, a indiqué à l'APS le directeur de la santé, Abdelhamid Bouchelouche qui a qualifié cette opération de «très timide».

Aussi en dépit de l'intensification des programmes de sensibilisation et de vulgarisation autour des risques de cette pandémie, parfois mortelle, les actions de vaccination engagées à travers les diverses structures tous secteurs confondus, à l'instar de ceux de l'éducation nationale, de la formation et de l'enseignement professionnels (centres et instituts), de l'enseignement supérieur (facultés et résidences universitaires) ainsi que le secteur de l'agriculture, demeurent «non bénéfiques», a-t-il révélé. Dans ce même contexte, le même responsable a cité comme exemple la dernière sortie relative à la vaccination des employés de la direction de programmation et du suivi du budget, où sur 43 personnes inscrites, seuls cinq (5) employés étaient d'accord pour se faire vacciner. Le même responsable

a également rappelé que la décision relative à la relance de la vaccination est inscrite dans le cadre de l'élargissement des mesures prises par le ministère de la Santé, visant à toucher le maximum de franges de la société. Dans la wilaya de Constantine la situation épidémiologique exige en ce moment une vaccination massive qui «constitue la seule solution» pour sortir de cette crise sanitaire et lutter contre les variants Delta et Omicron du coronavirus, considérés comme les plus dangereux et les plus répandus actuellement, a insisté M. Bouchelouche.

«Nous vivons une crise sanitaire complexe pouvant être à l'origine de nombreux décès», a encore indiqué la même source qui a préconisé de «faire plus de pédagogie pour que les gens fassent le vaccin pour atteindre l'immunité collective et éviter surtout d'enregistrer des cas de réinfection». Depuis février 2021, date de lancement de la vaccination anti-Covid 19 à l'échelle locale, près de 350.000 citoyens ont bénéficié du vaccin à travers les 12 communes de la wilaya y compris les nouveaux sites urbains à forte densité démographique à l'image du pôle urbain d'Ain Nahas et les villes Massinissa et Ali Mendjeli, selon les dernières statistiques établies par la direction du secteur. Il est à signaler que le secteur de la Protection civile a participé, de son côté, par l'organisation d'actions similaires avec environ 13.000 doses de vaccin administrées au profit de diverses catégories de la société.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

20 jomada el oula 1443

El Fedjr
06h12

Dohr
12h34

Assar
15h07

Maghreb
17h28

Icha
18h53



Pour 1 milliard de dinars 13 km de réseau AEP remplacés avant juin 2022

Le problème relatif à la couleur brune de l'eau du robinet dénoncée par bon nombre d'abonnés de la SEOR devra être résolu avant le mois de juin 2022, a indiqué hier, le directeur général de la Société de l'Eau et de l'Assainissement d'Oran (SEOR), Oussama Helaïli.

Houari Barti

Lors d'une conférence de presse animée conjointement avec le DG adjoint de la SEOR, Lahouari Khodja, M. Helaïli a rappelé à ce propos, «qu'une opération portée par la direction des Ressources en Eau (DRE) de la wilaya d'Oran visant à réhabiliter 13 km de réseau AEP pour une enveloppe de 1 milliard de DA, actuellement en phase d'étude, devra régler ce problème de couleur de l'eau.» Selon le DG de la SEOR, «le projet sera livré avant le lancement des Jeux Méditerranéens, soit vers la fin du mois de mai ou début de juin.» Présentant le bilan de la SEOR au titre de l'exercice 2021, arrêté au 18 décembre en cours, M. Helaïli a indiqué que la production moyenne en matière d'AEP a représenté cette année un volume de 480.000 m³/jour, alors que la moyenne de distribution quotidienne au cours

de la même période de référence a été de 440.000 m³. Ces volumes d'eau, produits ou distribués, a expliqué le même responsable, représentent des moyennes calculées sur la base de volumes de production minimale et maximale variant entre 440.000 et 550.000 m³/j, et ce, à différentes périodes de l'année et sur la base desquelles 3 systèmes de distribution avaient été adoptés.

M. Helaïli a rappelé à cet égard l'important recul des niveaux des barrages enregistrés à partir du printemps dernier, notamment le déficit de près de 40.000 m³/jour enregistré au cratère de Dziuouia au cours de la même période auxquels, il faut ajouter 2 autres restrictions à partir du barrage Cheliff et de Kerrada pour le côté-est. Une période difficile qui a poussé les pouvoirs publics à opérer une interconnexion entre les barrages de Cheliff et de Gargar et amortir ainsi ce déficit en res-

sources hydriques par un apport de 120.000 m³/jour à partir du barrage de Gargar, a-t-il précisé.

S'agissant du volet relatif à l'assainissement, le directeur général de la SEOR a rappelé que durant l'année 2021, la société de l'eau et de l'assainissement a procédé au curage de pas moins de 2.687 unités de regard et le contrôle et le nettoyage de 12.784 avaloirs. Dans le même sillage, a-t-il ajouté, la SEOR a procédé au curage de 457.000 m de réseau, en plus de 438.000m de réseau ayant fait l'objet de réparation après des casses. Ceci sans compter les incidents signalés par les abonnés à travers les centres d'appel, comme les débordements, et qui ont représenté pas moins de 6.862 incidents. La longueur totale du réseau assainissement qui a dû être totalement réhabilité, représente quant à elle quelque 862m pour un montant de près de 80 millions de DA.

Distribution prochaine de plus de 5.500 logements sociaux Plus de 10.000 exclus du relogement interpellent le wali

J. Boukraa

Ils sont quelque 12.000 de demandeurs ayant déposé leurs dossiers, il y a plusieurs années pour un logement social qui ont été exclus de la prochaine opération du relogement dans le cadre de la formule «à points».

Des représentants de ces familles qui se sont déplacés hier au siège de notre rédaction ont lancé u appel au wali d'Oran pour inciter les responsables concernés à revoir les critères d'octroi des logements notamment le point relatif aux salaires des postulants, fixé à moins de 24.000 DA.

Selon des exclus, leurs demandes ont été déposées il y a plusieurs années; avant la ré-

vision des salaires opérée par les pouvoirs publics.

«C'est un critère dépassé par le temps puisque la majeure partie des Algériens perçoivent aujourd'hui, un salaire supérieur à 24.000 DA.

Une grande partie des demandeurs de logement avaient déposé leurs dossiers il y a plus de 20 ans, alors qu'ils ne percevaient à l'époque que 9.000 ou 10.000 DA» assure notre interlocuteur.

Il y a quelques jours, la daïra d'Oran a publié sur son site, une liste de milliers de dossiers de demandeurs de logement de la formule «à points» qui ont été rejetés par la commission de daïra. Il s'agit, selon les services de la daïra, de dossiers étudiés après avoir

été actualisés. Outre la liste nominative, la daïra a publié les motifs de cette décision.

Outre les personnes ayant déjà bénéficié d'un logement dans une autre wilaya ou d'une aide de l'Etat, l'autre motif à l'origine de l'exclusion d'une grande partie des dossiers, concerne les demandeurs dont le salaire dépasse les 24.000 Da. Lors de l'opération de tirage au sort effectuée jeudi au palais des Sports, de nombreux exclus avaient lancé un appel au chef de l'exécutif pour se pencher sur leurs cas. Certains affirment qu'ils attendent un logement depuis plus d'une décennie et ont été très affectés après avoir constaté que leurs demandes ont été rejetées.

Destinés au fourrage concentré Première expérience de production de grains de maïs à Hassiane Toulal

Les Services agricoles de la wilaya d'Oran ont consacré une superficie de 4 ha, pour mener une première expérience de production de grains de maïs destinés au fourrage concentré afin de répondre aux besoins du marché local, a-t-on appris, jeudi, de la direction du secteur.

Ainsi, il a été réservé à la ferme 'Benchakour' de Hassiane Toulal (à l'est d'Oran) une surface de 4 ha pour la production de grains de maïs, entrant dans la composante du fourrage concentré dédié à l'ali-

ment du bétail, a souligné le chef du service de la production et de soutien technique à la DSA. Il est prévu une production variant entre 70 et 90 q de grains de maïs lors de la campagne moissons-battages qui sera menée bientôt, a indiqué Mohamed Amine Messabih, signalant qu'en cas de réussite de cette expérience, il est prévu qu'elle soit généralisée dans la wilaya d'Oran, pour fournir localement ce produit de base dans la composante de fourrage commercialisé par la

Société nationale de l'aliment du bétail. «L'Etat offre un soutien aux agriculteurs versés dans cette culture pouvant atteindre 5.000 DA par quintal», a expliqué le même responsable. S'agissant de la production du maïs ensilage, la surface qui lui a été consacrée a dépassé 500 ha, à Oran, lors de la saison agricole 2020-2021 selon la même source, soulignant que ce type de culture est développé dans le périmètre irrigué de la plaine de Mleta, à Hassiane Toulal, Sidi Chahmi et El Kerma.

Réaménagement du Bd de l'ALN (ex Front de Mer) Des instructions pour livrer le projet dans les plus brefs délais



D. B.

Intervenant lors de l'installation du nouveau président de l'APC d'Oran, le wali d'Oran Saïd Sayoud a appelé les responsables concernés à achever les projets qui connaissent des retards dans la commune d'Oran et qui n'ont toujours pas été réceptionnés. A ce titre le chef de l'exécutif a instruit les services concernés à livrer le projet de réaménagement du Bd Front de Mer, dans les plus brefs délais. Ce projet dans les travaux ont été entamés il ya plus d'une année, devait être livré il ya plusieurs mois. Il y a presque deux années, des travaux d'aménagement du Bd de l'ALN ex Bd Front de mer, ont été lancés sur instruction de l'ex wali Cherifi Mouloud qui avait insisté, à l'époque, sur le respect des délais contractuels. A ce titre, le chantier a été lancé et les entreprises ont été installées. En effet, après le lancement d'un avis d'appel d'offres, six entreprises spécialisées avaient été retenues. La Caisse de garantie et de solidarité des

collectivités locales a débloqué une enveloppe de plus de 300 millions de DA pour le réaménagement du Bd de l'ALN. Cette manne financière est consacrée au réaménagement et à l'embellissement du boulevard de l'Armée de Libération nationale (ALN) sur la façade maritime de la ville. Cette opération porte sur le revêtement des trottoirs, l'installation de bancs en bois, l'éclairage public et le réaménagement des places dont «Bamako» et «Port Saïd».

D'autre part et en application des directives de l'ex wali d'Oran, une étude d'aménagement de la partie-est de la frange maritime à l'horizon 2030, a été lancée. La décision d'aménager cette partie a été déclinée suite à une visite sur site, effectuée par l'ex chef de l'exécutif. La wilaya d'Oran a débloqué une enveloppe de quelque 150 millions de DA, pour cette étude globale d'aménagement, avant le lancement des travaux prévus après l'achèvement des projets de l'extension du port d'Oran et de la liaison autoroutière. Ce projet

prévoit de dégager des espaces pour la projection d'équipements touristiques notamment des marinas, plages artificielles et autres installations pour renforcer le tourisme et la destination Algérie. Ce projet d'envergure qui s'étalera sur plusieurs années sera réalisé par étapes. Cette initiative s'inscrit dans la perspective de créer de nouveaux espaces de détente et de loisirs pour la population, mais aussi dans le but de préserver la frange marine. L'espace va intégrer les principales vocations de repos, de loisirs et de culture, en total respect de l'environnement. Il vient combler un déficit en matière d'espaces verts dont souffre cruellement la capitale de l'Ouest qui connaît une incroyable avancée du béton. Une opération de réhabilitation de ces espaces a été menée tambour battant depuis quelques années. Les sites concernés par cette opération de toilettage ont bénéficié de la replantation de quelques fleurs. Cependant, la version finale de ces espaces verts est loin d'être satisfaisante.

Bethioua Un exercice de simulation d'un incident au quai de chargement de GNL

La compagnie nationale des Hydrocarbures, Sonatrach, a organisé jeudi, un exercice de simulation d'un incident industriel au quai de chargement de GNL du Complexe de Liquéfaction GL1Z, situé à Bethioua, (est d'Oran), a indiqué l'entreprise dans un communiqué. Cet exercice de simulation d'un incident survenu lors d'une opération de chargement s'inscrit dans le cadre du programme annuel du groupe en

matière d'hygiène, sécurité et environnement (HSE). Il s'agit d'un premier exercice de simulation à bord d'un navire et sur le quai de chargement.

Auparavant, ces exercices se faisaient dans les installations, a-t-on noté.

La manœuvre a pour objectif, a-t-on ajouté de même source, de tester les potentialités humaines et les moyens matériels en matière de réactivité face à un incident industriel en vue de

connaître les défaillances et le niveau de réactivité en situation de crise. Il s'agit également d'améliorer les capacités d'action des structures de l'entreprise pour faire face aux incidents et assurer la bonne coordination avec les différents acteurs intervenant dans telles situations. Plusieurs intervenants ont participé à cet exercice dont les filiales la Société de gestion et d'exploitation des terminaux marins à hydrocarbures (STH), l'entreprise Hyproc, les services de la zone industrielle d'Arzew, de la direction régionale des Œuvres sociales de Sonatrach, l'Entreprise portuaire d'Arzew ainsi que les services de Sécurité, de la Protection civile et de la Santé, a ajouté la même source.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER
Arabi Amar, 90 ans, Oran
Benoumer Nouredine, 64 ans, Oran
Maache Ferouja, 93 ans, Oran
Riati Rahmouna, 80 ans, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

20 jomada el oula 1443

El Fedjr 06h40	Dohr 13h03	Assar 15h38	Maghreb 17h59	Icha 19h23
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Tirage au sort pour les bénéficiaires des logements «à points» Des fortunes diverses...



L'opération de tirage au sort des affectations de logements sociaux dits à points de la commune d'Oran dont la liste a été affichée vendredi dernier, a eu lieu comme prévu avant-hier jeudi au niveau du Palais des sports Hammou Boutlélis.

J. Boukraa

Dès les premières heures de la matinée des milliers de bénéficiaires, hommes ou femmes de tous âges, avaient afflué constituant une file longue de plusieurs dizaines de mètres encadrés d'un dispositif de sécurité. Munis de leurs convocations, les bénéficiaires avaient à tirer au sort un bout de papier où était mentionnée l'adresse de leurs futurs logements. Des youyous de joie ont retenti au niveau du Palais des sports. Malgré la joie d'avoir un logement, certains bénéficiaires ont dénoncé les conditions générales de l'organisation de cette opération.

«Je suis diabétique et hyper-tendu et je suis resté debout dans la file d'attente de 7h du matin à 15h avant d'accéder au Palais des sports, sans parler de la bousculade. Je me demande pourquoi ils ont organisé cette opération dans le hall du Palais des sports et non à l'intérieur», dira un sexagénaire. «L'organisation a vraiment fait tache d'huile lors de cette opération», dira une autre bénéficiaire. Les 5.542 bénéficiaires seront relogés au niveau de trois sites d'habitat à savoir le site de Cheklaoua et ceux d'Aïn El Beïda et Oued Tlélat. La distribution de ces logements est intervenue après des années d'attente. Des milliers de mal-logés, de plusieurs quartiers de la ville d'Oran, attendaient depuis plus de 40 ans un logement social dans le cadre de la formule à «points». Certains demandeurs avaient déposé leurs dossiers, auprès des services de l'OPGI, depuis 1975. Gelée depuis plus d'une vingtaine d'années, la commission d'Oran avait pour mission d'examiner des milliers de dossiers déposés pour ne retenir que ceux qui répondent aux critères en vigueur. De gros moyens humains et matériels sont mis en place pour établir la liste des bénéficiaires sur la base d'un certain nombre de critères de

manière à ne retenir que les demandeurs dans un réel besoin de logement.

LES BÉNÉFICIAIRES PRENNENT D'ASSAUT LEURS SITES

Après avoir passé l'écueil du tirage au sort et informé de ce qui serait sa demeure future, les familles ont commencé à se rendre vers leurs sites respectifs. Ceux qui devraient habiter le site de la localité de Oued Tlélat ont été ravis de voir l'état d'avancement des travaux et qui semblerait que la livraison devrait être imminente au grand bonheur des familles qui souffraient des conditions d'habitation actuelles et surtout du poids des prix de location exigés par certains propriétaires qui savent impertinamment que les temps ont changé et que grâce aux efforts consentis par l'Etat la situation va changer bientôt en leur défaveur. Ce fut le cas de Nacer, agent de sécurité dans une entreprise privée et père de famille nombreuse: «je ne pouvais espérer mieux. Beaucoup de mes proches et amis seront mes voisins. Je ne serai nullement en situation de dépaysement». Pour Fatima, employée dans une boîte privée: «toute ma vie mes parents étaient locataires chez des gens. On devait à chaque fois accepter les augmentations de loyers que nous exigeait le propriétaire ou simplement être chassé et chercher une nouvelle location. Mais dès aujourd'hui notre vie va changer vers un avenir meilleur».

D'autres bénéficiaires qui ont tiré le site de Oued Tlélat et estiment que le site est très loin et espéraient être plus proches de leurs lieux de travail affirment qu'ils ne peuvent pas supporter le poids des trajets quotidiens. Au niveau du site très prisé d'El Barki, la situation était tout autre. Les futurs locataires affichant une mine radieuse et apaisée. Ces derniers estiment avoir de la chance de ne pas être sortis de la

ville d'Oran. Pour Boucif, agent dans une administration publique et habitant chez ses parents à la rue Mohamed Boudiaf, ex-rue de Mostaganem, c'est une immense joie d'avoir tiré au sort ce site. Il dira: «toute ma vie je l'ai passée au centre-ville d'Oran, pour moi c'est une chance d'avoir un logement à El Barki et une bénédiction de Dieu que je ne cesserais de remercier toute ma vie». Idem pour Djelloul, un manœuvre journalier, «mon vœux d'avoir un logement décent pour ma famille a été exaucé et surtout que je serai toujours proche de ma maman âgée qui habite au quartier Petit Lac». Mais au site d'Aïn Beïda l'atmosphère était plutôt au scepticisme. Les dizaines de familles qui se sont ruées pour s'enquérir de l'avancement de leurs prochains logements étaient dans l'expectative. L'état actuel des travaux leur suggérant que l'attente devrait encore durer. C'est le cas d'Abdelkader, employé dans un atelier de mécanique à Delmonte: «je touche à peine un salaire de 22.000 dinars par mois. Je ne pourrais nullement espérer acquiescer un logement pour ma petite famille. Je vis dans l'incertain. J'occupe une pièce dans une maison d'héritiers. Maintenant je suis apaisé. Mon avenir et celui de mes enfants est plus clair. Je suis prêt à attendre le temps qu'il faut pour accéder à mon logement. Si je devais quitter ce monde je serai tranquille pour une femme et mes enfants». Pour certains, la réception de leurs maisons nécessiterait plusieurs mois de travaux dont ceux de voirie et réseaux divers -VRD- ou encore l'aménagement des espaces verts. Néanmoins, les informations et les oui-dire indiquent que ce site semble être un des meilleurs. Il serait doté de structures scolaires comme une école primaire et un établissement d'enseignement moyen au sein même du site au grand bonheur des familles qui devront y habiter.

Dégel des projets, levée des entraves, création de mini-zones d'activités... D'importantes dispositions pour booster l'investissement local en 2021

Le secteur de l'investissement a été boosté durant l'année 2021 dans la wilaya d'Oran par le dégel de projets d'investissement à travers la levée des entraves freinant leur mise en exploitation, ainsi que la création de mini-zones d'activités à même d'instaurer un climat favorable aux jeunes investisseurs.

Pour ce faire, une commission de wilaya chargée du suivi et de la levée des entraves a étudié, dans un premier temps, les dossiers de 40 projets d'investissement finalisés ou en voie de réalisation et qui se trouvent, actuellement, en phase de levée des entraves. Parmi ces dossiers, trois nécessitant un traitement à un plus haut niveau ont été soumis à une commission nationale. Afin de concrétiser ces investissements générateurs de richesses et d'emplois, une opération de recensement de projets d'investissement gelés se poursuit pour les soumettre à la commission de wilaya chargée de lever les entraves dans les plus brefs délais.

Le retard dans la concrétisation des projets d'investissement est principalement dû au manque d'aménagement des zones d'activités et à des blocages administratifs, et ce dans différents secteurs d'activités, à l'instar des industries de transformation et alimentaires, le tourisme, les structures sportives et les services.

L'opération de levée des entraves sur les projets d'investissement intervient ainsi dans le cadre des orientations des pouvoirs publics pour mettre fin à la bureaucratie et faciliter les procédures administratives aux investisseurs. D'autre part, la wilaya d'Oran a vu cette année l'entrée en exploitation de 30 nouveaux projets d'investissement, notamment dans

les domaines de la fabrication de matériel médical, des industries alimentaires, du plastique et du bois, entre autres projets impulsant une dynamique de développement à la wilaya.

Le complexe d'oxygène médical «Rayan Ox» de Bethioua (est d'Oran) d'une capacité de production de 100.000 litres par jour est l'un des plus importants investissements entrés en production cette année. Il répond aux besoins des établissements hospitaliers à travers le pays, particulièrement avec la demande croissante sur l'oxygène médical utilisé dans la prise en charge des malades du Covid-19. Dans le domaine de l'industrie alimentaire, plusieurs unités sont entrées en exploitation, dont une conserverie de poissons (fruits de mer et thon) dans la commune d'Es-Senia et une biscuiterie dans la commune de Boutlélis, alors que l'industrie du bois et du liège a été renforcée par une usine de production de mobiliers de maison et de bureaux dans la commune d'El-Kerma. Plus de 270 projets sont actuellement en cours de réalisation dans la wilaya sur 757 projets agréés jusqu'à fin 2019 avec une perspective de création de 61.500 postes d'emploi.

INSTAURER UN CLIMAT FAVORABLE À L'INVESTISSEMENT

Pour être au diapason de la dynamique que connaît la wilaya d'Oran dans le secteur de l'investissement, des mini-zones d'activités ont été créées en 2021 au profit des jeunes investisseurs dans plusieurs communes, en plus de la réhabilitation de différentes zones d'activités pour fournir les conditions adéquates aux investisseurs. Il y a actuellement,

selon la direction de l'industrie, quatre mini-zones d'activités en cours de réalisation dans les communes de Bethioua, Mers El-Hadjadj, Aïn El-Bia et Misserghine, en attendant de les généraliser à l'ensemble des communes de la wilaya.

Une mini-zone d'activités s'étend en moyenne sur 5 hectares, avec une superficie allouée aux startups et porteurs de projets, dans le cadre des dispositifs d'aide à l'emploi, allant de 200 à 500 mètres carrés. La création de mini-zones d'activités vise à développer l'économie locale et créer des opportunités d'emploi ainsi que des sources supplémentaires de revenus pour les communes. D'autre part, des opérations de réhabilitation sont actuellement menées dans sept zones d'activités des communes d'El-Kerma, Sidi Chahmi, Oued Tlélat, Boufatis, Benfréha, Hassi Benokba et Boutlélis, sur une superficie globale de près de 230 hectares. Les travaux de réhabilitation portent sur le raccordement à l'énergie électrique et au gaz naturel, la réfection des réseaux d'assainissement et d'eau potable, selon la direction de l'industrie, qui a noté que les travaux dans les zones d'activités de Boutlélis et Oued Tlélat sont en phase de réception. Le foncier industriel de la wilaya est constitué de 35 zones d'activités d'une superficie globale de 1.230 ha et 5 zones industrielles à Es-Senia, Hassi Ameur et Arzew, dont la superficie globale dépasse 4.000 ha, en plus de la zone industrielle de Bethioua (592 ha), en phase d'achèvement des procédures. La wilaya d'Oran compte plus de 27.000 petites et moyennes entreprises dans différents secteurs d'activités, génératrices de plus de 125.000 postes d'emploi.

Akid Lotfi Les cambrioleurs de bijouterie arrêtés

K. Assia

Une bande de malfaiteurs composée de trois individus âgés entre 22 et 26 ans a été arrêtée par les services de la 9^{ème} sûreté urbaine pour association de malfaiteurs et vol par effraction. C'est à la suite d'une plainte déposée par un bijoutier situé à Akid Lotfi pour vol qu'une enquête a été ouverte. Celui-ci a dé-

claré avoir été victime d'un cambriolage. Sur ce, les investigations diligentes ont permis aux enquêteurs d'identifier les auteurs de ce vol. Ces derniers ont élu domicile dans un salon de coiffure où ils préparaient leur plan pour commettre ce cambriolage et cachaient également les objets volés et les armes blanches qu'ils utilisaient. Dans ce registre et après avoir accompli toutes

les procédures réglementaires, une perquisition ordonnée par le tribunal de Fellaouène a été effectuée dans le salon de coiffure, les policiers ont arrêté deux membres de la bande et ont récupéré une épée. Poursuivant leurs investigations, ils ont appréhendé le troisième complice et ont saisi une moto qui leur permettait de se déplacer. Ils seront présentés au parquet après enquête.

Bouisseville Découverte d'un corps, le visage dévoré

Le corps sans vie d'un jeune homme, le visage dévoré a été retrouvé jeudi sur le chemin de wilaya N°84 à hauteur de la localité de Bouisseville,

dans la commune d'Aïn El Turck.

La dépouille de la victime âgée de 21 ans qui était en début de décomposition, selon la

protection civile, a été déposée à la morgue de l'hôpital d'Aïn El Turck pour les besoins d'une autopsie. Une enquête a été ouverte. **J. B.**

TLEMCEM

Renforcer la riposte à la 4ème vague

La quatrième vague de l'épidémie de Covid-19 prend de l'ampleur même si la wilaya de Tlemcen demeure pour le moment relativement épargnée.



Khaled Boumediene

Quelque 71 patients Covid-19 sont actuellement hospitalisés au CHU «Dr Tidjani Damerdjil», apprend-on auprès de Boukhiar Mansour, directeur de la santé et de la population (DSP) de Tlemcen, qui explique que le virus est plus virulent particulièrement pour les personnes n'étant pas adéquatement vaccinées qui peuvent être atteintes des formes graves de la maladie. Regrettant le très faible taux de personnes vaccinées par rapport aux doses disponibles et le faible engouement des citoyens pour l'opération de vaccination, Le DSP de Tlemcen craint «une vague plus rapide, une pente plus rapide que les précédentes».

«Cette 4ème vague peut monter très vite et très haut, pour cela on demande à la population de se faire vacciner car les personnes qui ne le sont pas sont les plus vulnérables à l'infection coronavirus ! La vaccination est pour le moment très timide, à raison de 300 injections par jour alors qu'on est tous confrontés

à une forte quatrième vague, qui devrait atteindre si rien ne change un pic sanitaire dans les prochains jours. Les citoyens doivent également effectuer leurs doses de rappel. La vaccination est le meilleur moyen de protéger la santé des citoyens contre cette pandémie», a déclaré Boukhiar Mansour, à l'issue d'une réunion de la cellule multisectorielle de prévention, de suivi et de lutte contre la propagation du coronavirus.

Pour rappel, cette cellule de veille sanitaire de wilaya est composée du wali, président de l'APW, du procureur général près de la cour de Tlemcen, des membres de la cellule de sécurité (Gendarmerie nationale, Sûreté nationale, Douanes algériennes, Protection civile) ainsi que les directeurs de l'exécutif de la wilaya concernés (Santé, industrie, commerce, culture et jeunesse et sports). Lors de cette réunion sur la situation épidémiologique du Covid-19, le premier responsable de la wilaya a appelé à plus de vigilance et au renforcement de la collaboration entre tous les

agents médicaux et paramédicaux pour faire face à la nouvelle vague. Outre l'application stricte des principales mesures de prévention et le respect des mesures barrières pour lutter contre la propagation du virus, recommandées lors des précédentes réunions de la cellule de veille sanitaire, il a été mis l'accent sur la nécessité de rehausser le degré de vigilance, renforcer les piliers essentiels de la riposte et des capacités de prévention et de prise en charge des patients, renforcer le système logistique et les équipements médicaux dans les structures hospitalières, mais également sensibiliser les citoyens en vue de se vacciner et faire réussir la stratégie nationale de prévention et de lutte contre le virus en question.

A noter que la maison de la culture de Tlemcen abritera le 27 décembre prochain une grande rencontre sous le slogan «Ensemble face à la Covid-19». Selon le DSP de Tlemcen «de nombreux médecins, professeurs et gestionnaires du secteur de la santé interviendront lors de cette journée».

MAGHNIA

La nouvelle gare routière inaugurée

Cheikh Guetbi

La commune de Maghnia s'est dotée d'une nouvelle gare routière (type A). La pose de la première pierre de cet important équipement public a eu lieu le 1^{er} novembre 2017.

Alors que la durée de sa réalisation initiale était de 16 mois, la réalisation de la gare et celle d'une passerelle a buté sur de multiples appels

d'offre infructueux ce qui est à l'origine d'un retard sur les délais de presque 3 années.

Cette nouvelle infrastructure située à l'ouest de la ville et qui assurera le déplacement quotidien de 1500 voyageurs sur des lignes inter-wilayas et interurbaines, a été inaugurée, jeudi par le wali qui était accompagné du P/APW, le chef de la daïra, le nouveau P/APC, et les responsables du secteur.

Cette nouvelle gare routière d'une superficie de 5,6 ha, avec son architecture moderne, son système numérique d'information, ses équipements modernes de gestion, ses nombreux quais d'embarquement, son hall central, ses kiosques, restaurants, cafétéria, l'officine pharmaceutique, l'agence postale et les postes de la protection civile et de police est un joyau du genre.

Un nouveau chef de la sûreté de daïra

C. G.

Le commissaire principal Chouikhi Abdelkafi est le nouveau chef de la sûreté de la daïra de Maghnia en remplacement du commissaire Saouli qui occupait ce poste par intérim.

Celui-ci qui avait déjà occupé par le passé la fonction de chef du service de la voie publique, avait fait plusieurs services et a occupé divers postes de responsabilité au niveau de la sûreté de la wilaya de Tlemcen. Après avoir mis en exergue les efforts

consentis par son prédécesseur, le nouveau chef de la sûreté de la daïra a déclaré favoriser le travail de proximité, insuffler une nouvelle dynamique dans la lutte contre le crime et le délit et intensifier la lutte contre le vol sous toutes ses formes.

SIDI BEL ABBÈS

Près 6 tonnes de cachir saisies

M. Delli

Les brigades mixtes, police et inspecteurs de la direction du commerce, ont intensifié ces derniers temps leur activité dans le cadre de la lutte contre la fraude et le commerce illicite. C'est surtout les produits de large consommation qui sont ciblés. En effet, lit on dans un communiqué de la cellule de communication de la police, près 6 tonnes de cachir impropre à la consommation ont été saisies et détruites suite à une procédure réglementaire. Selon le communiqué de la police, la quantité de produit incriminé était stockée dans une chambre froide

de à l'arrêt au niveau de la zone industrielle de Sidi Bel Abbès. C'est une coupure du courant électrique qui est à l'origine de l'arrêt de la chambre froide, et la température relevée au moment de la saisie était de 19 degrés précise le communiqué. Les enquêteurs de la police et de la direction du commerce ont constaté l'insalubrité des lieux ainsi que l'existence d'insectes. Certains produits, dont du poulet fumé, du pâté et du cachir, ont dépassé leur date de péremption, selon la même source. Un dossier a été présenté à la justice.

Les citoyens sont appelés à s'impliquer dans ces actions.

TIARET

Livraison de 940 véhicules Mercedes-Benz

El-Houari Dilmi

Fabriqués par la Société algérienne de fabrication des véhicules à Boucheikif (SPA-SAFV), dans la wilaya de Tiaret, 940 véhicules de marque Mercedes-Benz ont été livrés mercredi au profit du ministère de la Défense nationale et des organismes et entreprises publiques et privées.

En effet, la Société algérienne de fabrication de véhicules de marque Mercedes Benz relevant du ministère de la Défense nationale (MDN) a livré, mercredi, 940 véhicules à des entreprises et instances publiques et privées.

Le directeur de la Société algérienne de services de la vente et après-vente de véhicules Mercedes Benz, Hamoud Tazrouiti a indiqué que la livraison de 940 véhicules de différents marques

(légers et tout terrain de classe C et Sprinter) à 30 clients dont des entreprises et instances publiques et privées, «est le fruit des efforts d'industries militaires adoptant de nouvelles technologies et traduisant la stratégie de l'Etat visant à développer l'économie nationale».

Le même responsable a indiqué que quatre sites appartenant à la société algérienne de vente et après-vente de la marque Mercedes-Benz entreront en service très prochainement dans les wilayas d'Oran, Ouargla, Sétif et Bechar.

A noter que plus de 27.700 véhicules ont été produits et commercialisés depuis l'inauguration de la Société algérienne de fabrication des véhicules de marque Mercedes-Benz à Ain Boucheikif en octobre 2014.

Heroual Mohamed n'est plus

E. H. D.

La ville de Tiaret vient de perdre l'un de ses dignes enfants en la personne de Heroual Mohamed, ravi à l'affection des siens à l'âge de 56 ans. Professeur de musique, auteur-compositeur, chanteur et musicien, le défunt a passé toute sa carrière professionnelle comme professeur de musique puis inspecteur de la même matière, pour former plusieurs générations d'élèves à l'art musical contemporain. Membre fondateur de la fondation «Ali Maâchi», Heroual Mohamed était surtout connu pour son style musical versé dans

le chant patriotique et spécialiste émérite du répertoire du chanfre de la chanson patriotique, le chahid Ali Maâchi. Le défunt Med Heroual avait conçu un timbre postal à l'effigie du célèbre auteur de «ya nass a mahou», mais il n'aura pas le temps de réaliser son rêve, emporté par la faucheuse. Mohamed Heroual était également membre fondateur du Rassemblement national démocratique (RND), un parti auquel il est resté fidèle jusqu'à son dernier soupir. Il a été inhumé au cimetière de Tiaret en présence des membres de sa famille et quelques amis venus lui faire un dernier adieu.

EL-BAYADH

Un réseau de trafiquants de drogue démantelé

Hadj Mostefaoui

Les éléments de la police ont mis hors d'état de nuire 06 individus, membres d'une bande de trafiquants de drogue, dont deux de nationalité étrangère, qui opéraient dans l'Ouest du pays. Les

policiers ont saisi 49,7 kilogrammes de kif traité, 215 millions de centimes fruit des transactions et cinq véhicules légers. Présentés devant le procureur de la république près le tribunal d'El-Bayadh, les mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt.

Cinq blessés dans une collision

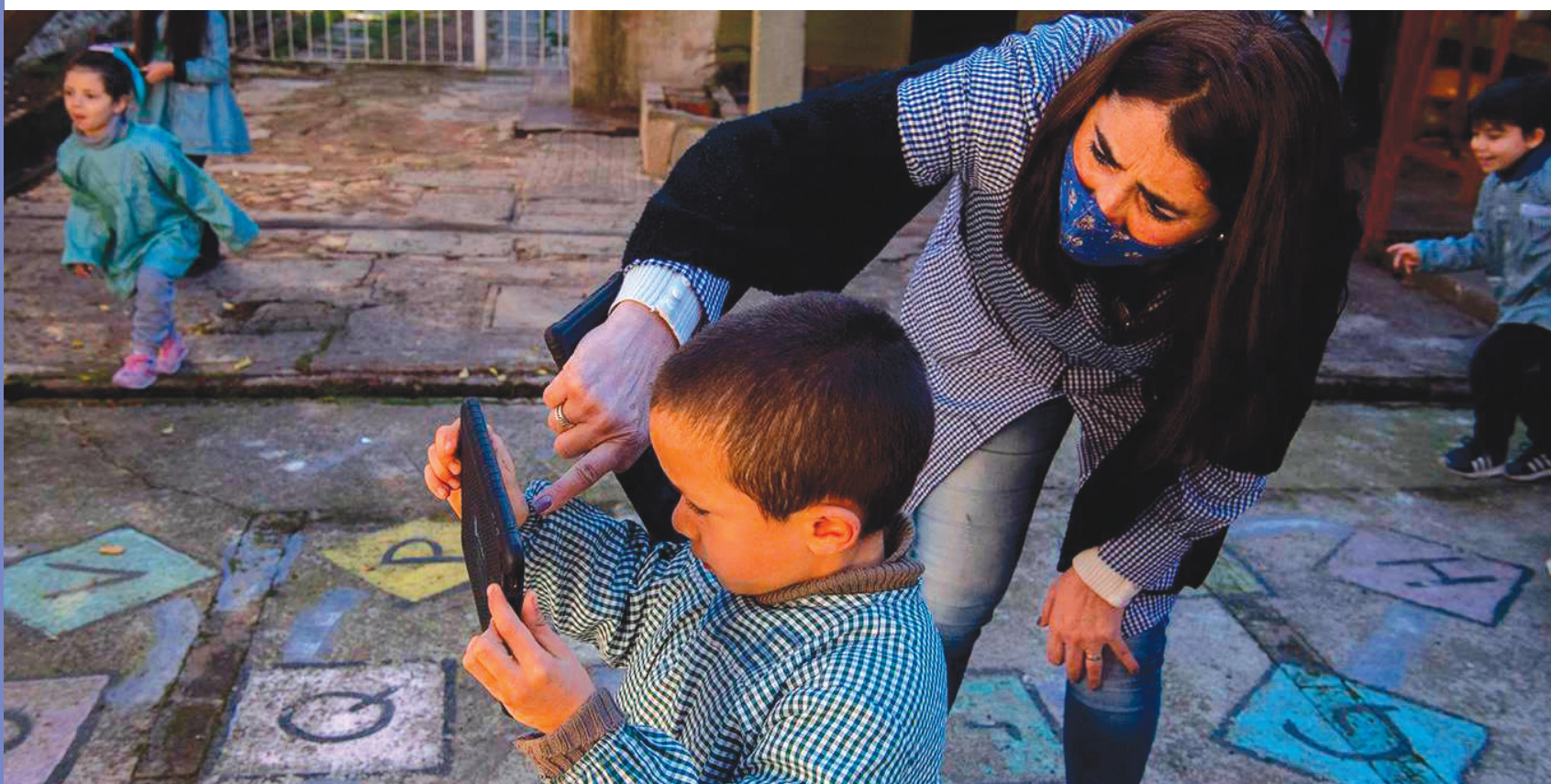
H. M.

Un accident de la circulation s'est produit jeudi matin au niveau de l'intersection de la RN 47 avec le chemin communal au lieu dit Laguermi. Un véhicule léger est entré en collision avec un semi-re-

morque roulant en sens inverse. L'accident a fait cinq blessés, dont deux enfants, qui ont été évacués par la protection civile vers l'hôpital Mohamed Boudiaf. Une enquête a été ouverte par la gendarmerie pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

Remédier aux pertes éducatives liées à la pandémie

WASHINGTON, DC - À l'approche d'une troisième année de pandémie de COVID-19, les salles de classe demeurent totalement ou partiellement fermées pour pas moins de 647 millions d'écoliers à travers le monde. Et même lorsque les classes rouvrent, de nombreux jeunes continuent d'accumuler du retard.



PAR
HENRIETTA H.
FORE¹ ET
DAVID MALPASS²

1- Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

2- Président du Groupe de la Banque mondiale.

Il est désormais largement et tristement démontré que les enfants ont moins appris durant la pandémie. D'après les estimations de la Banque mondiale, les fermetures scolaires liées au virus risquent d'aggraver la «pauvreté des apprentissages» – la part des enfants de 10 ans qui ne savent pas lire un texte simple – jusqu'à un niveau de 70 % dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Cette perte éducative pourrait coûter à une génération entière d'écoliers 17 000 milliards \$ de revenus au cours de la vie.

En pleine propagation du variant Omicron, de plus en plus de gouvernements pourraient être tentés de fermer les écoles. Or, si les infrastructures en ligne ne sont pas mises en place pour appuyer l'apprentissage, une telle démarche viendra alourdir les pertes éducatives, tout en privant les enfants des nombreux autres bienfaits d'une scolarité quotidienne, parmi lesquels la possibilité d'interagir avec leurs camarades, et de développer les compétences sociales nécessaires à un épanouissement personnel. L'échange avec les professeurs et les autres écoliers est essentiel pour acquérir les capacités indispensables à une collaboration dans le travail. Faire partie d'une classe, c'est éprouver un sentiment d'appartenance, qui con-

tribue à forger l'estime de soi et l'empathie. Face à la pandémie, ce sont les enfants marginalisés qui souffrent le plus. Lorsque les classes ont rouvert cet automne à travers le monde, il est devenu évident que ces enfants avaient encore plus décroché que leurs camarades. Avant la pandémie, la parité des sexes à l'école suivait une trajectoire d'amélioration. Or, d'après les estimations, les fermetures de classes sont venues exposer dix millions de jeunes filles supplémentaires au risque d'un mariage précoce, quasiment toujours synonyme de fin de la scolarité.

Si cette régression n'est pas inversée, la pauvreté des apprentissages et les pertes de capital humain associées pèseront très lourd sur les économies et les sociétés pendant plusieurs décennies. Il faut donner aux enfants une chance de retrouver la scolarité qu'ils ont perdue. Ils doivent pouvoir accéder à des manuels de qualité, à des opportunités d'apprentissage numérique, ainsi qu'à des systèmes d'éducation reconçus pour les aider à se préparer aux défis de demain. Qualification suffisante des enseignants et utilisation efficace des technologies sont indispensables à cette démarche.

De nombreux pays ont mis en œuvre d'importants programmes de relance face à la crise sanitaire. Or, en juin 2021, moins de 3 % de ces fonds concernaient l'éducation et le secteur de la formation. Ces ressources ont par ailleurs pour l'essentiel été dépensées au sein des économies développées.

Pour de nombreux pays à revenu faible, l'augmentation du coût de service de la dette signifie le renoncement à des dépenses sociales essentielles, dont l'éducation. Le faible niveau d'investissement qui

en résulte en matière d'éducation et de formation menace d'accentuer les inégalités d'apprentissage qui existaient déjà avant la pandémie. Et si une utilisation plus efficace des ressources est nécessaire pour combler les inégalités d'éducation, le constat principal reste l'insuffisance des ressources. Pour les pays les plus pauvres de la planète, en particulier, une accélération de l'allègement de la dette en vertu du Cadre commun du G20 apporterait la marge budgétaire nécessaire à davantage d'appui au capital humain.

L'investissement dans l'éducation doit prévoir le financement des technologies d'enseignement, en tenant compte de ce qui fonctionne efficacement dans différents contextes à travers le monde. L'Uruguay constitue ici un exemple de réussite. Ces dix dernières années, les autorités uruguayennes ont investi dans les infrastructures, les contenus numériques et les effectifs d'enseignants, ce qui a permis au pays d'être davantage prêt à passer aux cours en ligne une fois les classes fermées. De même, avant la pandémie, l'État indien du Gujarat, misant sur l'analyse big data et l'apprentissage machine, avait mis en place des centres d'assistance numérique de pointe pour les établissements scolaires. Lorsque les écoles ont fermé, le Gujarat a pu réagir rapidement en distribuant des contenus numériques, ainsi qu'en personnalisant l'éducation à distance en fonction du niveau d'apprentissage de chaque enfant. Enfin, au Kenya, tous les enfants, y compris en situation de handicap, peuvent accéder à des manuels numériques inclusifs et spécifiquement élaborés.

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Groupe de la Banque mondiale travaillent ensemble pour faire en sor-

te que tous les systèmes d'éducation utilisent efficacement les technologies afin de combler les inégalités, et de contribuer à inverser les pertes d'apprentissage. L'intégration de l'utilisation des technologies à une stratégie globale destinée à mettre un terme à la pauvreté des apprentissages peut contribuer à améliorer les connaissances fondamentales, à augmenter le temps éducatif, ainsi qu'à exploiter les ressources le plus efficacement possible. C'est particulièrement crucial dans les pays à revenu faible, où les technologies peuvent conférer rapidement aux professeurs le soutien dont ils ont besoin.

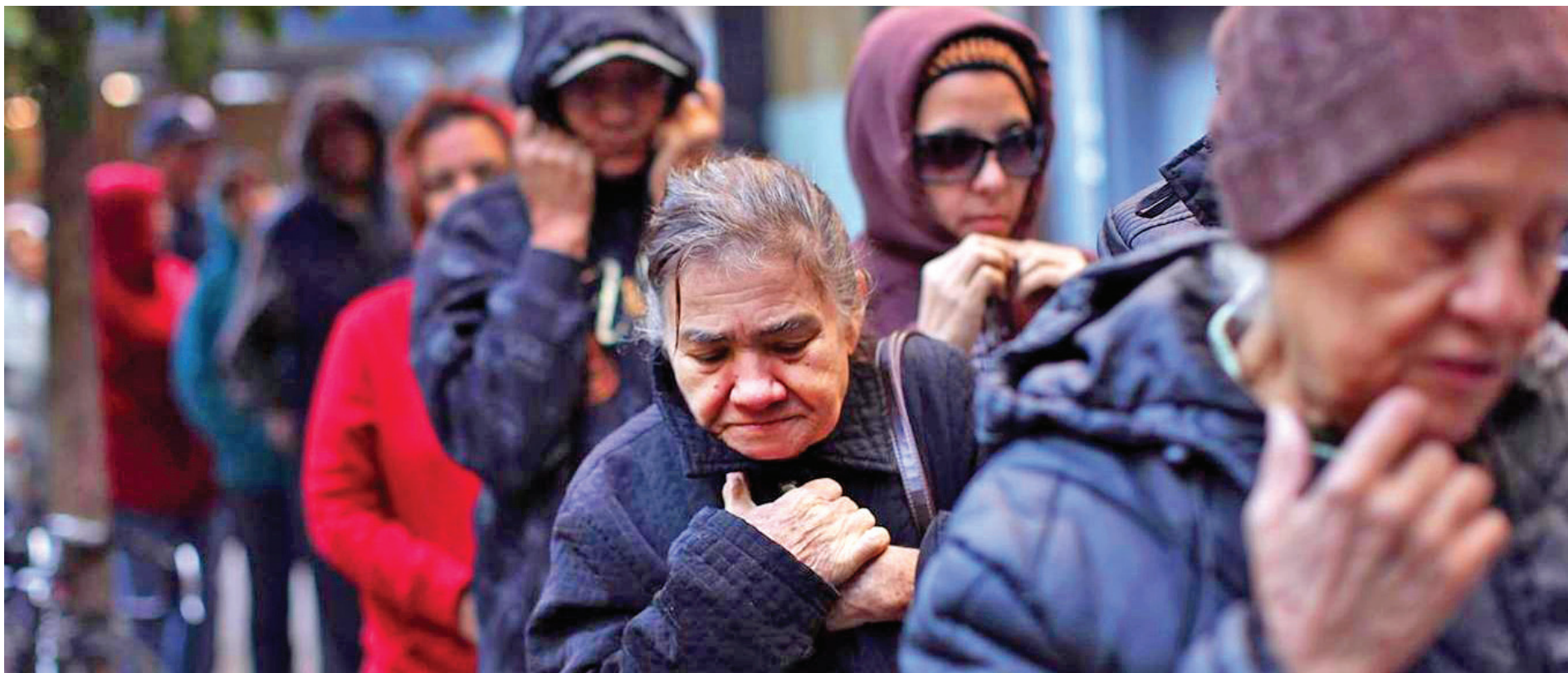
L'accès au numérique peut faire office de grand égalisateur. Les ressources doivent être investies judicieusement, en tenant compte de l'infrastructure électrique et de la connectivité Internet des différents pays, ainsi qu'en prévoyant des appareils numériques utilisables par les écoliers les plus défavorisés, de même qu'une capacité de mise en œuvre et de gestion des données. Sans un processus réfléchi d'élargissement de l'utilisation des technologies, les meilleures intentions et les mesures politiques même les mieux conçues échoueront à opérer la reprise et l'accélération de l'apprentissage dont les pays en voie de développement ont besoin.

L'accès à une éducation de qualité était inégal avant la pandémie. Il l'est encore plus aujourd'hui. En investissant judicieusement dans la reprise de l'éducation et l'utilisation des technologies, il est possible d'user de l'expérience pandémique comme d'un catalyseur afin d'améliorer l'éducation pour tous les enfants.

Traduit de l'anglais
par Martin Morel

Lever le voile sur les inégalités dans le monde

NEW DELHI – Le Rapport sur les inégalités mondiales 2022, produit par le Laboratoire sur les inégalités mondiales (World Inequality Lab) basé à Paris, est un document remarquable pour plusieurs raisons – à commencer par la démonstration qu'il fait de l'immense pouvoir découlant d'une patiente recherche collective.



PAR JAYATI GHOSH

Secrétaire exécutive de l'International Development Economics Associates*

Ce rapport fournit les dernières estimations, basées sur une agrégation minutieuse des données nationales provenant de multiples sources, des inégalités de revenus et de patrimoine aux niveaux national, régional et mondial. Il présente des données de séries chronologiques à long terme pour ces indicateurs, ce qui permet d'évaluer les tendances récentes dans un contexte historique plus large. Enfin, il aborde différentes dimensions de l'inégalité de manière inédite. Tout travail de recherche aussi ambitieux que celui-ci suscitera inévitablement quelques critiques modérées concernant les ensembles de données utilisés, les hypothèses requises pour générer telle ou telle série et les manières dont certaines lacunes dans les données ont été comblées. Ma propre critique mineure a trait à l'utilisation par le Laboratoire sur les inégalités mondiales des taux de conversion monétaire de la parité de pouvoir d'achat (PPA) pour déterminer et comparer les revenus nationaux entre les pays.

Comme je l'ai soutenu ailleurs, si les taux de conversion monétaire de la PPA ont pour objet d'égaliser les pouvoirs d'achat des différentes monnaies en éliminant les différences de niveaux des prix et de vie entre pays, ils sont truffés de problèmes conceptuels, méthodologiques et empiriques. Pour commencer, les taux de conversion monétaire de la PPA partent du principe que la structure de l'économie de chaque pays est similaire à celle du pays de référence (les États-Unis) et qu'elle évolue de la même manière au fil du temps. Lorsqu'elle est appliquée aux pays en développement, cette supposition laisse beaucoup à désirer. En outre, le processus alambiqué de pon-

dération du panier des biens et services peut conduire à l'inclusion de produits coûteux, non représentatifs, qui sont rarement consommés dans certains pays. Par exemple, Angus Deaton a noté que les corn flakes peuvent être vendus dans les pays pauvres, mais qu'ils ne sont achetés que par une minorité relativement petite d'individus riches. Les coefficients de pondération des dépenses issues des comptabilités nationales ne reflètent pas les habitudes de consommation des personnes qui sont pauvres selon les normes internationales.

Il existe un autre problème conceptuel, peut-être plus problématique encore. Les pays ayant une parité de pouvoir d'achat élevée – c'est-à-dire ceux où le pouvoir d'achat réel de la monnaie nationale est considéré comme étant bien plus élevé que sa valeur nominale – sont en général des pays à bas revenus avec des salaires moyens peu élevés. La PPA est élevée précisément parce qu'une proportion significative de la main d'œuvre est très faiblement rémunérée, ce qui signifie que les biens et les services sont disponibles à un coût moindre que dans les pays où la majorité de la population active perçoit des salaires plus élevés. La forte incidence du travail non rémunéré dans de nombreux ménages pauvres des pays à bas revenus amplifie encore cet effet. Il est donc clair que le plus grand pouvoir d'achat de la monnaie nationale reflète des conditions d'indigence et de rémunérations faibles ou nulles pour ce qui pourrait même être la majorité des travailleurs.

Les données sur le produit intérieur brut (PIB) mesurées en PPA peuvent donc passer à côté de l'essentiel. En voyant le plus fort pouvoir d'achat d'un revenu monétaire donné comme un avantage, plutôt que comme le reflet de la plus grande pauvreté absolue de la majorité des travailleurs d'une économie, les évaluations de la PPA surestiment effectivement les revenus des pays pauvres par rapport à ceux des économies riches. Pour toutes ces raisons, se fier aux taux de conversion monétaire de la PPA dans la comparaison des revenus entre pays – dont les mesures concernant la pauvreté et l'inégalité – est extrêmement problématique. De

solides arguments justifient que l'on s'en tienne aux taux de change du marché pour mesurer les inégalités entre les pays, des taux qui révéleraient probablement de bien plus grandes disparités que celles relevées par le Rapport sur les inégalités mondiales 2022.

En dépit de cette objection, ce rapport contribue grandement à notre compréhension de l'inégalité, notamment au moyen de deux nouvelles mesures. La première est la part des revenus du travail perçue par les femmes, qui est un indicateur utile de l'inégalité de genre. À l'échelle mondiale, cette part, d'un peu plus de 30 %, est restée largement inchangée au cours des trois dernières décennies et a même été aussi faible que 10-15 % dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN) et en-dessous de 20 % en Asie, à l'exclusion de la Chine. Cet indicateur révèle non seulement les déséquilibres sur le marché du travail, mais aussi implicitement la plus grande proportion du travail non rémunéré effectué par les femmes au sein des ménages et des communautés, qui réduit leur accès au travail rémunéré et affecte leur salaire dans les emplois rémunérés.

La deuxième mesure novatrice porte sur l'inégalité en matière d'émissions de dioxyde de carbone, en évaluant les contributions par catégories de revenu dans les différents pays. Ce qu'il faut retenir à cet égard est que si les inégalités des émissions de CO₂ restent élevées et persistantes entre les régions, ces disparités n'existent pas seulement entre les pays riches et les pays pauvres, mais également en leur sein. Il y a des émetteurs importants parmi les riches dans les pays à revenu faible et intermédiaire, et des émetteurs relativement faibles parmi les pauvres dans les pays à revenu élevé.

Par exemple, les 10 % les plus riches de la région MOAN émettent 33,6 tonnes de CO₂ par personne par an, contre moins de dix tonnes pour la moitié inférieure de la distribution des revenus en Amérique du Nord. (Les 50 % les plus pauvres en Afrique subsaharienne émettent un vingtième de la quantité nord-américaine, soit 0,5 tonne par habitant par an). Dans le monde, les 10 % les plus riches de

la population sont responsables de près de la moitié de toutes les émissions de CO₂. Ce point mérite en particulier d'être souligné parce que, comme le note le rapport, les politiques environnementales (par exemple les taxes carbone) ont souvent frappé de manière disproportionnée les catégories à revenus faibles ou moyens, qui ne bénéficient que rarement, ou jamais, d'une compensation pour ces mesures. Ce nouvel indicateur permet d'analyser de manière bien plus approfondie quelles formes devraient prendre des politiques climatiques socialement équitables, à l'échelle de la planète comme au niveau national. Sans surprise, le rapport consacre une partie importante aux stratégies adéquates de redistribution des richesses, notamment le potentiel que présente une augmentation de l'impôt sur le patrimoine et les bénéfices des entreprises. Il convient également d'étudier de plus près la politique de redistribution, en révisant l'ensemble des régimes réglementaires et des dispositions juridiques qui ont permis la concentration excessive de la richesse et des revenus que l'on connaît aujourd'hui.

La cause première de l'inégalité pré-distributive est, en un mot, la privatisation : de la finance, des biens communs naturels, des savoirs appartenant au domaine public (par le biais des droits de propriété intellectuelle) et des équipements et des services publics. À cela, l'on pourrait ajouter la tendance des États – flagrante depuis la crise financière mondiale de 2008 – à protéger le capital privé à grande échelle, tout en permettant qu'il fasse des ravages parmi les citoyens lambda.

La réalité que décrit le Rapport sur les inégalités mondiales 2022 reflète des choix humains et politiques, ce qui signifie que cette réalité peut être modifiée en faisant des choix différents. C'est la raison pour laquelle ce rapport est bien plus qu'un précieux recueil de données et d'analyses utiles. Il définit la voie à suivre et nos actions futures.

* Professeure d'économie à l'université du Massachusetts à Amherst et membre de la Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises.



L'avènement de l'eau en tant que catégorie d'actifs



NEW YORK – Il y a un peu plus d'une décennie, j'avais prédit l'arrivée de l'eau comme catégorie d'actifs. Je prévoyais «une expansion massive des investissements dans le secteur de l'eau, y compris la production d'eau douce et propre à partir d'autres sources (désalinisation, purification), le stockage, l'expédition et le transport de l'eau. Cela se traduirait par «Un marché mondial intégré de l'eau douce d'ici 25 à 30 ans. Une fois que les marchés au comptant de l'eau seront intégrés, les marchés à terme et d'autres instruments financiers dérivés – puts, calls, swaps – sur l'eau, négociés en bourse et de gré à gré [over-the-counter], suivront. Il y aura différentes qualités et types d'eau douce, tout comme nous avons aujourd'hui du pétrole brut léger non corrosif et du pétrole brut lourd riche en soufre.»



PAR WILLEM
H. BUITERS

*Professeur invité d'affaires
internationales et publiques
à l'Université Columbia*

En fait, je croyais que l'eau finirait par devenir «la catégorie d'actifs basés sur les matières premières physiques la plus importante, surpassant largement le pétrole, le cuivre, les matières premières agricoles et les métaux précieux».

Dix ans plus tard, le futur est maintenant – mais pas tout à fait ce à quoi je m'attendais. En décembre 2020, le Chicago Mercantile Exchange Group a créé le premier marché à terme sur l'eau. Les contrats à terme sur l'eau réglés en espèces d'une durée maximale de deux ans sont désormais négociés sur le système de négociation électronique CME Globex. Je considère cette évolution comme quelque peu prématurée. Pour que les marchés à terme (et les marchés d'autres produits dérivés tels que les options de vente et d'achat) fonctionnent correctement, le marché au comptant sous-jacent – dans ce cas le marché au comptant de l'eau physique ou des droits d'eau – doit être liquide et transparent.

Le marché à terme du CME Group est basé sur l'indice Nasdaq Veles California Wa-

ter, qui suit le prix au comptant des droits d'eau physiques en Californie, sur base des transactions sur les eaux de surface et sur quatre marchés d'eaux souterraines. Parce que les approvisionnements locaux et régionaux en eau ne sont le plus souvent pas connectés, et encore moins totalement intégrés, le marché au comptant sous-jacent au marché à terme est trop segmenté ; il ne représente pas une marchandise ou un actif unique et homogène. Les marchés au comptant d'aujourd'hui pour l'eau et les droits d'eau sont donc trop illiquides et non transparents pour soutenir un marché à terme économiquement et socialement utile.

Mais il y a de l'espoir. L'intégration régionale et mondiale de l'approvisionnement physique en eau – et des marchés au comptant associés pour l'eau et les droits d'eau – fait des progrès spectaculaires. Deux évolutions en cours se distinguent. L'un est Project Greenland, créé et parrainé par Thomas Schumann Capital, en partenariat avec North Atlantic Research and Survey Ltd. Dans le cadre de son programme de gestion des icebergs et d'extraction d'eau, des icebergs flottants appropriés de l'Atlantique Nord, pesant 1,2 à 1,4 million de tonnes, sont remorqués vers un emplacement en Écosse, où la glace et l'eau sont préparées pour le transport international.

Les marchés cibles se situent au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, privés d'eau. Le projet est répliquable à plus grande échelle et repose sur des technologies et des in-

frastructures bien établies mais déployées de manière innovante et perturbatrice. Avec le temps, des avancées technologiques supplémentaires et une tarification ponctuelle appropriée de l'eau, les icebergs de l'Antarctique pourraient également devenir des sources viables d'eau douce.

Un deuxième entrant fascinant sur les marchés mondiaux de l'eau est le système de génération d'eau atmosphérique (AWG) de SkyH2O, une technologie exclusive qui extrait de l'eau douce et propre de l'atmosphère. Le modèle commercial dans ce cas est flexible et évolutif, car la capacité AWG peut être déployée de manière distribuée pour atteindre les clients finaux, qu'il s'agisse de gouvernements, de ménages ou d'utilisateurs industriels, commerciaux et agricoles. Sa rentabilité, par rapport aux alternatives comme la désalinisation et la distillation, dépend de l'humidité atmosphérique et du prix de l'énergie à proximité des clients.

L'avenir de l'eau en tant que catégorie d'actifs importante dépend de la volonté des gouvernements – et en fin de compte de la société dans son ensemble – de fixer le prix de l'eau à son coût marginal social de long terme en tant que ressource renouvelable rare (y compris le coût de la gestion des externalités environnementales négatives associées à sa production et sa distribution). À l'échelle mondiale, plus de 70 % de l'eau douce est utilisée dans l'agriculture, et la plupart de cette utilisation est gratuite ou fortement subventionnée. Les ménages de nombreux pays ne paient également qu'une

petite fraction du coût marginal social de long terme de l'eau qu'ils utilisent.

J'espère et je m'attends à ce que ces deux anomalies se terminent bientôt. Il y a une reconnaissance croissante de l'aggravation des crises de pénurie d'eau douce dans le monde, ainsi qu'une plus grande volonté de la part des décideurs politiques de tarifier de manière appropriée les externalités environnementales négatives.

Reconnaître l'eau comme une ressource renouvelable rare, une marchandise échangeable et un actif commercialisable ne diminue pas sa signification unique en tant que bien essentiel à la vie et considéré par beaucoup comme un don de Dieu. Lorsqu'une tarification de l'eau socialement efficace crée des difficultés économiques, une réponse fiscale appropriée est nécessaire, au moyen d'un soutien aux revenus ciblé. Si cela échoue – peut-être parce que l'État ne parvient pas à identifier qui est affecté négativement par une tarification appropriée de l'eau – un tarif à deux niveaux peut être requis. Alors qu'un niveau d'eau de subsistance sociale devrait être fourni gratuitement ou à un prix fortement subventionné, toute utilisation d'eau supplémentaire pourrait être facturée à son coût marginal social de long terme pour préserver les bonnes incitations.

L'eau est effectivement en train de devenir une catégorie d'actifs. Donnez-lui une autre décennie, et les fonds négociés en bourse pour l'eau et les droits d'eau feront partie de la nouvelle norme pour les investisseurs.

Traduit de l'anglais par Timothée Demont

AIR ALGÉRIE



VOLS NATIONAUX

Vol Départ

SAMEDI

Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	10h50
Oran - Alger	17h00
Oran - Béchar	08h10
Oran - Annaba	13h20
Oran - Ghardaïa	14h00

DIMANCHE

Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	10h45
Oran - Alger	17h15
Oran - Mecheria	08h00
Oran - Tindouf	11h05
Oran - Adrar	12h20

LUNDI

Oran - Alger	08h30
Oran - Alger	09h35
Oran - Alger	14h25
Oran - Constantine	08h00
Oran - Adrar	10h20
Oran - Annaba	13h15
Oran - Béchar	13h30

MARDI

Oran - Alger	08h00
Oran - Alger	12h25
Oran - Alger	17h00
Oran - Constantine	08h35
Oran - Adrar	12h05

MERCREDI

Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	16h45
Oran - Alger	17h15
Oran - Elbayadh	07h15
Oran - Bechar	10h15
Oran - Timimoune	11h00
Oran - Constantine	11h45
Oran - H.Messaoud	15h55

JEUDI

Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	10h05
Oran - Alger	17h00
Oran - Ouargla	08h00
Oran - Tamanrasset	09h00
Oran - El Oued	13h20
Oran - Annaba	14h35
Oran - Adrar	15h45

VENREDI

Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	10h35
Oran - Alger	17h00
Oran - Timimoun	08h00
Oran - Tindouf	09h00
Oran - H. Messaoud	14h30

TRAIN - SNTF



DÉPART ARRIVÉE

----- ORAN - ALGER -----

06h10	11h25
08h00	12h00
10h00	14h09
12h30	17h54
15h45	19h46

----- ALGER - ORAN -----

06h10	11h25
08h00	12h00
10h00	14h09
12h30	17h54
15h45	19h46

ORAN - ARZEW

05h30	06h18
08h30	09h18
13h40	14h28
17h05	17h53

ARZEW - ORAN

06h30	07h22
09h30	10h18
15h00	15h48
18h30	19h18

ORAN - Aïn Témouchent

08h10	09h15
13h30	14h35
17h02	18h07

Aïn Témouchent - ORAN

05h57	07h04
09h20	10h24
14h40	15h44

ORAN - TLEMCEN

12h50	15h12
16h00	18h32

TLEMCEN - ORAN

05h40	08h09
10h00	12h22

TLEMCEN - MEGHNIA

17h00	18h23
-------	-------

MEGHNIA - TLEMCEN

06h00	07h24
-------	-------

ORAN - SBA

17h10	18h32
-------	-------

SBA - ORAN

05h30	06h47
-------	-------

ORAN - CHLEF

16h15	18h35
-------	-------

CHLEF - ORAN

06h50	09h16
-------	-------

ORAN - RELIZANE

17h30	19h03
-------	-------

RELIZANE - ORAN

05h45	07h32
-------	-------

ORAN - SAIDA

15h20	17h59
-------	-------

SAIDA - ORAN

07h00	09h42
-------	-------

ORAN - BECHAR

10h20	17h11
-------	-------

BECHAR - ORAN

06h15	13h10
-------	-------

THÉÂTRE LA FOURMI
HOTEL LIBERTÉ - ORAN
EXPLORE THE WORLD OF MAGIC

THE FUTURE
RESERVATION : 0770406974
THE PAST
SAMEDI 25 DEC. À 17H
PRIX : 800 DA

THÉÂTRE LA FOURMI, HOTEL LIBERTÉ USTO
PRESQUE HUMAIN
UN SHOW DE MAGIE ET DE MENTALISME
OO M.PERORS

► Samedi 25 décembre à 17h
Réservation & information :
0770. 60. 69 .76

THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN

► Samedi 25 décembre à 14h & 16h30

«Ghabet El Ahlam»

(Théâtre Mascara)

► Dimanche 26 décembre

à 14h & 16h30



«Ma Asghara Minni»

(Théâtre Oran)

► Lundi 27 décembre à 14h & 16h30

«Loading»

(Théâtre Mostaganem)

► Mercredi 29 décembre à 17h

Concert de musique
«Musique arabe, oranaise,
et occidentale»

Par : Ass/atar el aabirine

► Vendredi 31 décembre à 17h

One man show

«Moutazawij fi otla»



METZEUEDJ FI OTLA

Par : Samir Bouanani

COURRIER EXPRESS

EL MOUNAKASSA EL DJAZAÏR

Tél : 0560 06 95 01 / 0560 06 95 03
0560 05 60 00 / 0559 70 26 61

KAZI TOURS

----- ALGER -----

-Bab Ezzaouar: 0770 91 38 06

0560 27 51 59 / 0560 91 40 67

-Aïn Naâdja : 0770 616532 / 0560 270009

-Gare Routière Kharrouba : 0770347421

Oran: 0770 61 65 31 / 0560 27 54 02

0770 33 91 32 / 0770 33 91 14

Saida : 0560 90 86 18 / 048 41 31 57

Mascara : 0560 27 05 72 / 0560 26 62 91

SBA: 0560 275248/0561 611482

MÉTÉO

AUJOURD'HUI

DEMAIN

ORAN

Peu nuageux
Max.19-Min.13



Peu nuageux
Max.19-Min.14



MOSTAGANEM

Peu nuageux
Max.19-Min.13



Peu nuageux
Max.18-Min.14



TLEMCEN

Peu nuageux
Max.17-Min.10



Peu nuageux
Max.16-Min.10



MASCARA

Peu nuageux
Max.19-Min.10



Peu nuageux
Max.16-Min.11



TIARET

Nuageux
Max.16-Min.8



Légère pluie
Max.12-Min.9



CHLEF

Nuageux
Max.20-Min.12



Peu nuageux
Max.17-Min.14



BÉCHAR

Peu nuageux
Max.18-Min.11



Peu nuageux
Max.19-Min.11



ALGER

Peu nuageux
Max.19-Min.13



Peu nuageux
Max.18-Min.14



CONSTANTINE

Légère pluie
Max.17-Min.8



Nuageux
Max.18-Min.10



ANNABA

Peu nuageux
Max.19-Min.13



Peu nuageux
Max.19-Min.13



CINÉMATHEQUE D'ORAN

► Samedi 25 décembre

-13h00 : La Colline aux coquelicots

-15h00 : Les voyages de gulliver



► Dimanche 26 décembre



-13h00 : Asterix

et le domaine des dieux

-15h00 : Le chien du Tibet

COTATIONS HEBDOMADAIRES

	Billets	Achat	Vente
	1 USD	136,80	145,15
	1 EUR	154,63	164,12
	1 GBP	181,44	192,58
	100 JPY	119,85	127,20
	1 CHF	148,18	157,29
	1CAD	106,83	113,38
	1DKK	20,81	22,08
	1 SEK	15,09	16,02
	1 NOK	15,17	16,10
	1AED	37,24	39,52
	1 SAR	36,46	38,68
	1KWD	450,45	479,05
Chèque de voyage		Achat	Vente
	1 USD	138,19	145,15
	1 EUR	156,20	164,12
	1 GBP	183,28	192,58

CAN 2021

Les 28 sélectionnés par Belmadi

M. Zeggai

Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, a préféré la stabilité et la continuité.

C'est du moins l'impression qui se dégage après que l'entraîneur national des Verts ait dévoilé la liste de 28 joueurs devant prendre part à la CAN 2022 à quelques jours du début du stage de l'équipe nationale A à Doha. Le fait marquant de cette liste, tant attendue par le public algérien, reste incontestablement le retour de Brahimi et la première convocation de Tougaï (ES Tunis). Décision qualifiée de logique par de nombreux observateurs par rapport aux excellentes prestations de ces deux éléments en Coupe arabe à Doha où Brahimi a été élu meilleur joueur lors de cette compétition.

Ainsi donc, le sociétaire d'Al-Rayyan SC (Qatar) effectue son grand retour en équipe nationale après plusieurs mois d'absence. Quant à Tougaï, il s'est illustré avec l'EN A', sacrée championne arabe 2021 à Doha. Tout comme Bendebka (Al Fateh FC/ Arabie saoudite) qui a été l'un des éléments les plus en vue à Qatar. Pour ce qui est de Chetti, il a été tout simplement la grande révélation de la formation de Madjid Bougherra en Coupe arabe. On remarquera également le retour chez les Verts de Halaïmia (KFCO Beerschot/ Belgique). Côté absence, Boudaoui (OGC Nice) n'a pas été retenu, au même titre que l'ailier gauche Rachid Ghezzal (Besiktas).

Au vu de cette liste, on retrouve une quinzaine de joueurs champions d'Afrique lors de la précédente édition en 2019 en Egypte



qui figurent dans la liste des 28 joueurs, alors que 13 éléments vont participer pour la première fois à une phase finale de la CAN. Les Verts seront dès après demain à Doha pour un stage avec au menu deux matchs amicaux: le samedi 1^{er} janvier face à la Gambie et le mercredi 5 janvier devant le Ghana, avant de s'envoler le lendemain pour Douala. Le choix de se préparer à Doha avait été déjà adopté avant la dernière CAN-2019 en Egypte, remportée par l'Algérie. Les «Verts» avaient disputé deux matchs-tests avant leur départ au Caire: face au Burundi (1-1) et au Mali (3-2).

Logés dans le groupe E, les «Verts» entameront la défense de leur titre, le mardi 11 janvier 2022, contre la Sierra Leone, au stade de Japoma à Douala, avant de défier la Guinée équatoriale, le dimanche 16 janvier 2022 à Douala puis la Côte d'Ivoire, le jeudi 20 janvier 2022 sur le même stade.

Liste des 28 joueurs :

Gardiens: M'bolhi (Al-Ittifaq/ Arabie saoudite), Oukidja (FC Metz/ France), Zeghba (Damac FC/Arabie saoudite).

Défenseurs: Bensebaïni (B. Monchengladbach/ Allemagne), Benlamri (Qatar SC/ Qatar), Atal (OGC Nice / France), Halaïmia (KFCO Beerschot/ Belgique), Mandi (Villarreal/ Espagne), Bedrane (ES Tunis/Tunisie), Tahrat (Al-Gharafa/ Qatar), Tougaï (ES Tunis/ Tunisie), Houcine Benayada (ES Sahel/ Tunisie), Chetti (ES Tunis/ Tunisie).

Milieux: Bennacer (AC Milan/ Italie), Zorgane (SC Charleroi/ Belgique), Zerrouki (Twente FC/ Pays-Bas), Feghouli (Galatasaray/ Turquie), Belkebla (Stade brestois/ France), Bendebka (Al Fateh FC/ Arabie saoudite).

Attaquants: Boulaya (FC Metz/France), Slimani (O. Lyon/ France), Bounedjah (Al-Sadd/ Qatar), Mahrez (Manchester City/ Angleterre), Belaïli (sans club), Benrahma (West Ham/ Angleterre), Adem Ounas (SSC Naples/Italie), Amoura (FC Lugano/Suisse), Brahimi (Al-Rayyan SC/ Qatar).

Les clubs européens refusent de libérer leurs Africains dès le 27 décembre !

Même si la Confédération africaine de football (CAF) est parvenue à résister à la pression des clubs européens en maintenant la CAN 2021 du 9 janvier au 6 février prochains, plusieurs batailles restent à mener avant le coup d'envoi du tournoi. Dans une lettre adressée à la CAF et à la FIFA et dévoilée par Tariq Panja, journaliste au New York Times, le Forum des ligues mondiales, qui regroupe les principales ligues européennes, dont la Ligue 1, a en effet annoncé qu'il compte désobéir au règlement de la FIFA. Celui-ci stipule que les clubs sont tenus de mettre leurs internationaux africains à disposition de leur sélection à partir du 27 décembre. Les clubs européens ont fait savoir qu'ils ne libéreront leurs joueurs qu'à compter du 3 janvier, à seulement 6 jours du coup d'en-

voi de la compétition. Cela priverait les sélectionneurs africains de toutes leurs stars pour les premières séances d'entraînement et les matchs de préparation.

Pour justifier sa position, le Forum des ligues mondiales avance plusieurs arguments : d'abord le manque d'informations sur le protocole sanitaire que devront suivre les joueurs, ensuite la programmation de cette CAN en janvier-février (pour raisons météorologiques) alors que la CAF avait décidé en 2017 de reprogrammer la compétition en juin-juillet, et enfin le passage à une CAN à 24 équipes (depuis 2019) qui fait démarrer la compétition une semaine plus tôt.

Considérant que la date du 27 décembre est « déraisonnable et disproportionnée », et considérant qu'ils participent déjà à la solida-

rité vis-à-vis du football africain en libérant leurs joueurs pour la CAN, qui permet à la CAF de générer de gros revenus, les clubs européens s'estiment donc en droit de désobéir en gardant leurs internationaux africains six jours de plus, ce qui leur permettrait de pouvoir aligner ces joueurs pour les matchs programmés fin décembre-début janvier (Boxing Day en Premier League, 16es de finale de la Coupe de France, etc...). L'organisme conclut en précisant qu'il considérerait toute sanction comme « abusive, nulle et non avenue ». Derrière le ton menaçant, les clubs européens semblent surtout, à travers ce courrier, prendre la température pour voir s'ils risqueraient vraiment des sanctions en conservant leurs joueurs au-delà du 27 décembre. Ce bras de fer ne fait que commencer...

La CAF va respecter le protocole sanitaire

Le président de la Confédération africaine (CAF), le Sud-Africain Patrice Motsepe, s'est engagé à respecter strictement le protocole sanitaire pendant la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 (reportée à 2022) au Cameroun (9 janvier - 7 février), répondant à l'Association européenne des clubs (ECA) qui menace de ne pas libérer les joueurs pour le tournoi continental en raison de la pandémie du Covid-19. «Nous voulons que nos joueurs africains évoluent en Europe, qu'ils y réussissent et qu'ils jouent dans le monde entier. Mais nous voulons aussi construire le football

africain pour qu'il devienne un pôle d'excellence mondial. Nous allons donc nous engager avec tous les clubs », a affirmé le milliardaire à la tête de la CAF, après avoir rencontré le président de la République camerounaise Paul Biya. L'ECA a menacé le 10 décembre, dans un courrier adressé à la Fédération internationale (Fifa), de ne pas libérer les joueurs internationaux pour la CAN-2021 au Cameroun en raison de la pandémie du Covid-19.

Le dirigeant sud-africain a adressé ce message aux clubs européens qui, par l'intermédiaire de l'ECA, menaçait il y a encore

quelques jours de ne pas libérer les joueurs en l'absence de mesures suffisantes pour lutter contre le Covid-19. Motsepe a aussi rappelé que la CAN était organisée selon les règles de la Fédération internationale (Fifa) et donc que les clubs n'étaient pas autorisés à retenir leurs joueurs durant les dates internationales.

«C'est très important car on ne peut pas toujours permettre le fait que l'Afrique passe en dernier et soit à la remorque», a-t-il conclu, en forme d'avertissement en prévision de possibles sanctions pour les clubs qui refusent de libérer les joueurs.

Maroc

Sans Ziyech, mais avec Hakimi et En Nesryi

Le sélectionneur du Maroc Vahid Halilhodzic a écarté le milieu offensif de Chelsea Hakim Ziyech de la première liste des 25 joueurs des Lions de l'Atlas retenus pour la prochaine Coupe d'Afrique des nations au Cameroun. La liste définitive sera toutefois connue d'ici le 30 décembre. «La cohésion de groupe c'est très fragile et certains mauvais comportements peuvent déstabiliser», a souligné Halilhodzic pour expliquer son choix de se passer de Ziyech. «Il y a une bonne ambiance (...) Je ne permettrai à personne de gâcher ça», a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse. L'international marocain, qui peine à s'imposer au sein du club londonien, s'est brouillé depuis l'été dernier avec le coach des Lions qui lui reproche son indiscipline. En revanche, le latéral parisien Achraf Hakimi, l'attaquant sévillan Youssef En-Nesyri et l'ailier droit de Barcelone Abdessamad Ezzalzouli, dont c'est la première sélection, figurent parmi les joueurs sélectionnés par Vahid Halilhodzic. Quant à la CAN, l'objectif est de «faire le meilleur résultat possible»: «Les joueurs sont déterminés et ambitieux», a poursuivi l'ex-entraîneur nantais. Dans un récent entretien, Halilhodzic a évoqué la menace brandie par l'Asso-

ciation européenne des clubs (ECA) de ne pas laisser leurs joueurs prendre part à la CAN, compétition déjà reportée d'un an et qui est prévue du 9 janvier au 6 février. «De mon côté, si le joueur ne vient pas, cela veut dire que son attachement à l'équipe nationale n'est pas assez présent (...), je peux refuser de prendre dans le groupe quelqu'un qui refuse de venir, même si la menace existe de la part des clubs. Il peut dire au revoir à l'équipe nationale», avait-il prévenu. Le Maroc affrontera dans le groupe C le Ghana le 10 janvier, les Comores le 14 janvier et le Gabon le 18 janvier.

Pour Ezzalzouli qui révéla au cours des dernières semaines avec le FC Barcelone (7 matchs et 1 but en Liga), a été appelé pour la première fois avec la sélection A du Maroc afin de prendre part à ce tournoi. Le sélectionneur des Lions de l'Atlas, Vahid Halilhodzic, a expliqué que l'ailier de 20 ans a donné son accord mais que quelques détails restent encore à régler avec son club. «J'ai discuté avec lui. Le président de la Fédération marocaine de football, Fouzi Lekjaa, va appeler le président de Barcelone (Joan Laporta) pour demander sa permission», a expliqué le technicien.

Sénégal

27 joueurs menés par Mendy et Mané

Le sélectionneur du Sénégal Aliou Cissé a dévoilé hier une liste de 27 joueurs retenus pour la Coupe d'Afrique des Nations au Cameroun dans laquelle figurent sans surprise le gardien de but de Chelsea Edouard Mendy et l'attaquant de Liverpool Sadio Mané. Cissé, qui en sera à sa troisième CAN en tant que sélectionneur des Lions, a également inclus dans cette liste comprenant exclusivement des joueurs évoluant dans les championnats européens Bouna Sarr (Bayern Munich) et Abdou Diallo (PSG). Au total, 17 joueurs disputeront leur première phase finale de la CAN. «Le noyau de l'équipe est là», a déclaré le sélec-

tionneur en conférence de presse. «Ce n'est pas la nouveauté qui fera la différence» à la CAN, a-t-il ajouté, soulignant que la présence des joueurs qui découvrent la compétition peut être «une source fraîcheur». «Je veux cette CAN. Je cours derrière elle depuis 1999», a rappelé Cissé qui fut capitaine de l'équipe finaliste malheureuse de cette compétition en 2002 au Mali. Les Lions seront réunis après midi dans la ville de Diamniado, près de Dakar. Le Sénégal, finaliste malheureux de la CAN-2019, affrontera dans le groupe B le Zimbabwe le 10 janvier, la Guinée le 14 et le Malawi le 18 du même mois.

Côte d'Ivoire

Retour de Wilfried Zaha

Le sélectionneur de la Côte d'Ivoire Patrice Beaumelle, a convoqué jeudi un groupe de 28 joueurs pour la Coupe d'Afrique des Nations qui doit débiter le 9 janvier au Cameroun, une liste dans laquelle l'attaquant Wilfried Zaha fait son retour. L'attaquant de Crystal Palace avait refusé la sélection lors du dernier rassemblement des Éléphants en novembre.

Il rejoint un prestigieux contingent d'attaquants, à commencer par l'avant-centre de l'Ajax d'Amsterdam, Sébastien Haller qui sera la figure de proue de cette sélection. Beaumelle veut s'appuyer sur des joueurs d'expérience, avec notam-

ment six membres de l'effectif champion d'Afrique en 2015, le dernier titre continental des Ivoiriens. Parmi eux figurent notamment les défenseurs Serge Aurier et Eric Bailly ainsi que l'attaquant Max Gradel. Trois joueurs évoluant dans le championnat local sont par ailleurs convoqués: les gardiens Abdul Karim Cissé, Ira Tapé et le jeune attaquant Karim Konaté. Les 28 joueurs iront en stage de préparation dès le 27 décembre à Djeddah en Arabie saoudite jusqu'au 6 janvier. La Côte d'Ivoire affrontera dans le groupe E, la Guinée équatoriale (12 janvier), la Sierra-Léone (16 janvier) et l'Algérie (20 janvier).

Joueurs bloqués, le message fort de Patrick Vieira

Né à Dakar, au Sénégal, Patrick Vieira a choisi de porter les couleurs de l'équipe de France, mais cela n'empêche pas l'entraîneur de Crystal Palace de vouer un profond respect au football africain. A l'heure où les clubs européens mettent la pression sur leurs internationaux convoqués pour la CAN 2021 afin qu'ils renoncent à disputer la compétition, le technicien a envoyé un message particulièrement fort. «Je n'empêche-

rai jamais un joueur d'aller à la CAN. Je pense que cette compétition doit être plus respectée. Cette compétition est aussi importante que l'Euro», a clamé le champion du monde 1998 en conférence de presse. On peut d'ailleurs penser que le Français a contribué au rapprochement entre son ailier Wilfried Zaha et le sélectionneur de la Côte d'Ivoire, Patrice Beaumelle, qui a rappelé l'Eagle dans sa liste pour la CAN.

Ligue 1 Le CRB confirme



Adjal Lahouari

Il est évident que c'est le choc USB-CRB qui a attiré tous les regards hier vendredi, dans la mesure où il a mis aux prises le leader à son dauphin. Les Biskris, invincibles sur leur terrain, avaient l'intention de frapper un grand coup, sachant qu'ils ont toujours un joker à faire fructifier, avec un match en moins.

De leur côté, les Belouizdadis, traumatisés par leurs deux revers subis sur ce même terrain, voulaient éviter la défaite après la bonne série qui les a propulsé en tête du tableau.

Aussi, les Belouizdadis se sont organisés en conséquence face à des locaux, volontaires et désireux de rafler la mise. Néanmoins, les "Rouge et Blanc" du Chabab ont fait valoir leur expérience peu avant la mi-

temps. Par la suite, ils ont su gérer le match pour ne pas perdre le précieux bénéfice de cette victoire. Avec les échecs de ses poursuivants, le CRB amorce une échappée.

Ce sommet intéressait au plus haut point la flopée de poursuivants, qui raïnaient que le CRB gagne et entame une échappée.

Des cinq rencontres programmées à 15 h 00, celle du derby NAHD-MCA a été la plus prolifique, les Mouloudéens tirant profit de la faiblesse du Nasria, ébranlé par une crise persistante. Sans forcer, les poulains de Khaled Benyahia ont réussi l'essentiel avec cette victoire. A l'image du CRB à Biskra, le Doyen, souvent inconstant en dehors du stade du 5 juillet, a remporté un succès qui le propulse vers le haut du tableau. On attendait avec curiosité le

match OM-PAC, deux équipes aux styles différents et faisant partie des poursuivants, sachant que le Paradou a plusieurs matches en retard. En fin de compte, la persévérance des poulains de Cherif El Ouazani a été récompensée par un but en fin de partie. A Boufarik, le WAT a fait front avec courage face à un RCA désireux d'enchaîner avec une seconde victoire après celle ramenée de Magra. Avec ce nul ; les Widadis reprennent quelque peu espoir, mais il leur faudra ne plus perdre des points à domicile. Ils regretteront la belle occasion gâchée en fin de match. Pour sa part, le Hillel Chelghoum Laid a enregistré sa première victoire face à l'ASO Chlef qui lui permet de doubler son adversaire du jour, tandis que les Chélifiens stagnent au bas du tableau.

RC Relizane

Les hésitations de Mohamed Hamri

L'ex-président du RC Relizane, Mohamed Hamri, qui a démissionné de son poste lors de l'intersaison, a laissé jeudi entretenir la suspense au sujet de son retour à la tête de ce club de Ligue 1 de football, après être intervenu auprès des joueurs pour arrêter leur grève qui a duré une semaine. Dans une déclaration à l'APS, Mohamed Hamri, qui a pris les rênes du «Rapid» pendant cinq ans, a fait savoir que sa priorité actuellement était « de remettre le train sur rails », faisant allusion à la situation délicate que traverse la formation de l'Ouest du pays.

Actionnaire majoritaire au sein de la société sportive par actions (SSPA) du club, ce dirigeant a refait son apparition sur la scène footballistique relizanaise

en contribuant dans le retour des joueurs aux entraînements mercredi après leur avoir versé une partie de leur dû. Outre la crise financière dans laquelle se débat le RCR, ce dernier est toujours sans président depuis le retrait du successeur de Mohamed Hamri, en l'occurrence, Sid Ahmed Abdelsadok, qui n'a tenu en poste que l'espace de quelques semaines. Pour leur part, les joueurs ont enclenché des grèves à répétition depuis le début de cette saison. Ils ont même boycotté leur deuxième match à Béchar que l'équipe a joué et perdu (6-0) face à la JS Saoura en alignant ses joueurs espoirs. Face à cette situation, l'entraîneur Lyamine Boughrara a menacé de jeter l'éponge. Il est

resté chez lui tout au long de la durée de la nouvelle grève de ses capés, avant de regagner Relizane mercredi suite à des « assurances données par les autorités locales pour remédier durablement aux problèmes du club », a-t-il indiqué. Après huit journées de Ligue 1, le RCR occupe la 15e place (1er potentiel relégable) avec six points, tout en comptant un match en moins. Il rendra visite vendredi à la JS Kabylie pour le compte de la 9e journée, un match que les protégés de Boughrara vont livrer avec seulement deux séances d'entraînement dans les jambes depuis leur dernière apparition officielle sur le terrain du HB Chelghoum Laid (1-1) comptant pour la 7e journée.

Ligue 2 Chocs à El-Bayadh et Bordj Menaïel

M. Zeggai

Plusieurs affiches sont au menu de cette dixième journée, ce qui pourrait déboucher éventuellement sur quelques changements aux classements des deux groupes. Dans le groupe Centre-Ouest, tous les regards seront braqués vers le stade Zakaria Medjoub, théâtre du sommet mettant aux prises le leader, le RCK, qui ira défier son dauphin, le MCEB, sur son terrain. Match indécis dont l'enjeu reste la première place. Le team d'El-Bayadh est dans l'obligation de l'emporter pour s'accaparer de nouveau du fauteuil de leader, mais ce ne sera pas tâche aisée face à des Koubéens qui ont déjà affiché leurs prétentions.

Ce match sera suivi par le GCM, troisième du groupe, qui aura l'avantage de recevoir le CRT, son poursuivant immédiat. Les Témou-

chentois subiront un véritable test à Mascara où le Ghali est condamné de s'imposer pour rester collé au peloton de tête. L'ES Ben Aknoun, auteur d'un excellent parcours depuis l'arrivée de Farid Zemiti à la barre technique, devra confirmer son renouveau à Sidi Bel-Abbès où l'USMBA a grandement besoin de points pour s'éloigner de la zone des turbulences.

Dans le bas du tableau, le SKAF aura un match très difficile à négocier devant l'USMH, la grande déception de ce début de saison et qui, par conséquent, est tenue par l'obligation du résultat.

A Oran, nous aurons droit à un derby plein de suspense entre l'ASMO et le MCS, deux formations en nette perte de vitesse. L'état risque de se resserrer davantage autour de la lanterne rouge, le SCAD, qui accueillera le MCBOS qui vise une quatrième victoire consécutive. Le WAB, lui, sera face au CRBAO en l'absence de son ex-coach Touhami Sahraoui qui a démissionné pour tenter, selon notre source, l'aventure en championnat de Libye. Enfin, la JSM Tiaret ne sera pas à l'abri d'une autre mésaventure à Hadjout où l'USMMH compte augmenter son capital.

Dans le groupe Centre-Est, cette journée sera marquée par le choc entre le leader, la JS Bordj Menaïel, et l'USM Khenchela, le troisième, qui pourrait, en cas de succès, relancer totale-

ment la course à la première place. C'est possible dans la mesure où la JSBM qui pourrait se présenter avec l'équipe réserve en raison de la grève déclenchée par les seniors. Quant au dauphin, l'USMAN, il tentera chez lui de décrocher à un bon résultat devant la JSMB pour reprendre le fauteuil de leader en cas de contre-performance de la JSBM. Pour sa part, le NRB Teleghma, qui surfe sur une belle série de bons résultats, évoluera sur du velours face à l'IB Lakharia dont le sort semble déjà scellé. En revanche, l'ASAM effectuera un déplacement périlleux à Oum El-Bouaghi pour croiser le fer avec l'USC dans un match qui revêt une importance capitale pour les Chaouias pour améliorer un tant soi peu leur position au classement.

Le CAB, quant à lui, il devra sortir le grand jeu pour piéger le team de Hamra Annaba pour se racheter de la lourde défaite subie le week-end dernier à Bejaia face au MOB. La JSMS, tout auréolée de sa victoire à Aïn M'lila, essaiera d'enchaîner avec la venue du CABBA qui se trouve dans de sales draps. A Constantine, le MOC abordera son match face aux Sudistes de l'IRB Ouargla avec l'intention de se réconcilier avec son public. Sa mission ne s'annonce pas facile devant une équipe de l'IRBO qui évolue sans complexe en dehors de ses bases. A Bejaia, le MOB devra se méfier du MCEE

MC Oran

Les caisses renflouées

Les caisses du MC Oran devraient être renflouées dans les prochains jours par une subvention de l'ordre de 36 millions de dinars émanant du fond de la wilaya, a-t-on appris auprès du club. Cette somme d'argent, qui sera attribuée au club sportif amateur (CSA) tombe à point nommé pour régler, ne serait-ce que partiellement, la situation financière des joueurs, s'est réjoui la même source.

Le club phare de la capitale de l'Ouest fait face à une crise financière aigue ayant conduit les joueurs, en ce début de semaine, à boycotter la séance d'entraînement de la reprise. Outre le fait d'être privés de leurs salaires, ceux résidant en dehors d'Oran ont été invités aussi à quitter leur lieu d'hébergement après

que la direction du club a failli à ses engagements envers les propriétaires des lieux. Une situation ayant aussi suscité l'ire de l'entraîneur tunisien Mouaz Bouakaz, qui n'a pas hésité à tirer la sonnette d'alarme, lui qui a pris les rênes techniques de l'équipe depuis quelques semaines en remplacement d'Azeddine Aït Djoudi. Cela se passe au moment où le poste de président de la société sportive par actions (SSPA) qui gère l'équipe professionnelle, est toujours vacant après la démission de Tayeb Mahiaoui, qui se trouve à l'étranger depuis déjà un peu plus d'un mois. L'état des lieux au niveau des commandes du MCO a incité le wali Saïd Sayoud à rendre visite à l'équipe avant son départ à Alger pour affronter

l'USMA vendredi pour le compte de la 9e journée. Le responsable exécutif local en a profité pour discuter avec les joueurs, le staff technique et les dirigeants présent autour d'un déjeuner et les encourager à redoubler les efforts pour améliorer les résultats des "Rouge et Blanc". Tout en appelant à raffermir les rangs, il les a également assuré de son soutien pour dépasser la conjoncture difficile que traverse le club sur le double plan administratif et financier, indique-t-on encore de même source.

Les «Hamraoua», auteurs d'une seule victoire contre trois nuls et quatre défaites depuis le début de cet exercice, pointent provisoirement à la 14e place avec seulement 6 points. et restent sur sept matches d'affilée sans le moindre succès.

PSG

Un mercato loin des attentes

L'été dernier, le club de la capitale a peut-être réalisé le mercato le plus clinquant de son histoire. Mais, pour le moment, cette campagne de recrutement rime surtout avec échec. Pour le moment, le Paris Saint-Germain ne parvient pas à soulever la Ligue des Champions, mais il connaît la recette pour être le champion du mercato. En 2017, le club de la capitale avait dépensé pas moins de 400 M€ pour recruter la doublette Neymar-Mbappé. Quatre ans plus tard, les Rouge-et-Bleu n'ont pas investi autant d'argent, mais le recrutement estival 2021 a laissé toute la planète foot bouche bée. Les Parisiens ont en effet réussi à recruter Achraf Hakimi, Georginio Wijnaldum, Gianluigi Donnarumma, Sergio Ramos et Lionel Messi ! Le latéral de l'Inter a coûté 60 M€ et les quatre autres stars sont arrivées libres de tout contrat. En clair, Paris a su attirer les joueurs sans contrat les plus convoités. Et tout

ça sans oublier la venue du jeune talent portugais Nuno Mendes. Forcément, en recrutant ces cinq stars, les attentes étaient élevées. Surtout pour Messi. Voir La Pulga en Ligue 1 semblait relever du domaine de la science-fiction. Mais à l'heure où la mi-saison a sonné, le bilan de ce mercato estival n'est pas très glorieux. Pas grand-chose à reprocher à Donnarumma. L'Italien doit composer avec Keylor Navas, un coach refusant d'établir une hiérarchie claire et il n'a commis aucune grosse erreur.

De son côté, Hakimi a réalisé un gros début de saison (3 buts, 2 passes décisives) et a développé une relation technique particulière avec Kylian Mbappé. Paris semblait avoir enfin réglé son problème de latéral. Mais depuis plusieurs semaines, le Marocain brille nettement moins. Pochettino ne l'utilise pas comme piston, mais comme latéral classique. Résultat : ses lacunes défensives s'affichent au grand jour. Enfin, il passe éga-

lement beaucoup de temps à faire des appels sans être servi. Concernant Wijnaldum, beaucoup attendaient l'apport de son expérience à Liverpool. Pour le moment, le Batave est décevant, hormis son doublé contre Leipzig le 3 novembre dernier. Enfin, le cas Messi fait lui aussi beaucoup parler. Si certains ont longtemps évoqué un positionnement mal choisi par Pochettino (ailier droit), force est de constater que La Pulga n'est pas dans son assiette. Sans doute marqué par son départ inattendu de Barcelone, après une vingtaine d'années passées en Catalogne, l'Argentin n'a pas la réussite escomptée, il affiche 5 réalisations en Ligue des Champions. Un bilan plus flatteur sur la scène européenne, mais il pèse trop peu sur le jeu parisien. Résultat : ce mercato estival a sous doute davantage ravi les équipes de communication et du marketing du PSG que le staff technique et les supporters.

Espagne

L'Atlético Madrid en difficulté



Les Colchoneros passeront les fêtes avec cette série noire de quatre défaites de rang en Liga au compteur. Décryptage. L'été dernier, alors que la nouvelle saison de Liga s'apprêtait à démarrer, les amateurs de football espagnol étaient plus ou moins unanimes sur un point : l'Atlético de Madrid était le grand favori pour rééditer le titre obtenu en 2020/2021. Et pour cause, les Rojiblancos avaient conservé la quasi-intégralité de leur équipe, en plus de s'être renforcés avec Rodrigo de Paul ou Antoine Griezmann. Une bonne dynamique, et un effectif de qualité conséquente donc ; tout était là pour que la formation de Diego Simeone soit encore couronnée championne d'Espagne. La saison est encore loin d'être terminée certes, mais avec ces 17 points de retard sur le leader merengue (qui compte un match de plus), il faudrait plus qu'un miracle pour que Koke soulève la trophée à la fin mai. Il y a de nombreuses raisons qui expliquent ces difficultés, à commencer par le secteur défensif. Dans le 3-5-2 de Diego Simeone, la défense semble être le véritable maillon faible de l'équipe. Ce qui peut

sembler paradoxal, puisque depuis l'arrivée du Cholo sur le banc il y a plus de dix ans, l'équipe a toujours été réputée pour sa solidité défensive, qu'elle soit individuelle ou collective. Les erreurs individuelles sont ainsi légion. Les suiveurs de l'Atleti ne seront cependant pas forcément surpris, puisque la saison dernière déjà, sur la deuxième partie, il y avait déjà quelques signes inquiétants, et les exploits de Jan Oblak sur sa ligne ont permis de gagner, ou de sauver au moins, beaucoup de points. Autre explication, ou du moins élément à prendre en compte : Koke est bien seul au milieu. Déjà qu'il n'est pas milieu défensif de métier, il doit couvrir énormément de terrain devant la défense et forcément, il laisse passer des choses, ce qui met la défense un peu à découvert. Même s'il y a toujours cette polémique récurrente sur l'utilisation assez maigre de João Félix, les joueurs offensifs sont plutôt au niveau. On voit notamment que certaines connexions et certaines marques de fabrique sont bien mieux neutralisées que l'an dernier. Ce sont les informations qui viennent de certains médias plu-

tôt fiables et qui évoquent des problèmes entre Diego Simeone et une partie de l'effectif. On ne peut pas encore parler de mutin contre le Cholo, d'autant plus que ces quelques réfractaires seraient bien minoritaires au sein du vestiaire, mais difficile de remobiliser une équipe dans ces conditions. La rançon de la gloire diront certains, notamment parce qu'historiquement, l'Atlético avait l'habitude de faire progresser les joueurs pour qu'ils deviennent des références au sein du club, et non recruter des joueurs déjà considérés comme des stars, l'Uruguayen en étant un très bon exemple. Faut-il tirer la sonnette d'alarme ? Probablement pas encore, car l'Atlético n'est finalement qu'à deux points d'une potentielle place qualificative en Ligue des Champions, principale objectif du club. Et par le passé, combien de fois a-t-on entendu des phrases comme «fin de cycle pour Simeone» avant que l'entraîneur argentin ne parvienne à trouver des solutions. Toujours soutenu par une grande partie de son public, le tacticien argentin a encore une belle marge de manœuvre devant lui...

Angleterre

Guardiola appelle à la grève !



La cadence du calendrier ne fait que s'accroître dans le monde du football. Et surtout en Premier League. En raison des nombreux reports liés à la covid-19, les équipes anglaises doivent s'attendre à une deuxième moitié de saison de folie. Et ça, Pep Guardiola n'en veut pas. La tension continue de monter en Angleterre. Touché de plein fouet par la vague Omicron, le championnat de a vu son calendrier être totalement chamboulé. Obligée de reporter plusieurs rencontres en raison de la prolifération de cas positifs, la Premier League a toutefois décidé de continuer à jouer. Conséquence : les rencontres reportées alourdiront obligatoirement le calendrier de la deuxième moitié de saison. À l'heure où le sujet de la cadence infernale imposée aux joueurs fait débat, notamment avec la possible création d'un Mondial tous les 2 ans, Pep Guardiola commence à en avoir marre. «Les joueurs et les managers tous ensemble ont besoin de faire une grève ou faire quelque chose parce que les mots seuls ne suffiront pas. Cela ne va pas être résolu parce que pour l'UEFA, la FIFA, la Premier League, les diffuseurs, les affaires sont plus importantes que le bien-être des

joueurs. Ici, chacun décide pour lui-même. Nous parlons de bien-être des joueurs, peut-être que les associations de joueurs devraient dire : «OK, nous ne jouons plus tant que nous n'avons pas résolu cette situation».

Et si le Catalan est si remonté, ce n'est pas uniquement à cause du calendrier infernal qui attend les clubs de Premier League suite au report de nombreux matches ou de la volonté de l'UEFA et de la FIFA d'alourdir encore le calendrier international à cause de leurs guerres intestines. Là, c'est le retour aux trois changements (au lieu de 5) qui agace l'Espagnol. «Nous parlons du bien-être des joueurs, mais c'est le seul pays qui n'accepte pas cinq remplacements. Nous n'en avons que trois. Pourquoi ? C'est beaucoup mieux pour tout le monde avec le nombre de jeux auxquels nous jouons tous. Mais la Premier League ou les clubs ont décidé de ne pas le faire.» En effet, 14 des 20 clubs de Premier League devaient voter pour le maintien des cinq changements pour que la règle perdure. Mais les petites écuries ont fait barrage, indiquant que ces cinq changements favorisaient surtout les grands clubs dotés d'effectifs plus conséquents.

FC Barcelone

Dégraisser avant de recruter

Directeur du football du FC Barcelone, Mateu Alemany en a dit un peu plus sur le mercato à venir après le match nul de son équipe contre le Séville FC. Actuellement septième de Liga, le FC Barcelone va finir l'année 2021 à plusieurs longueurs du podium. Il faut dire que la première partie de saison a été éprouvante pour le Barça, qui a aussi été éliminé de la Ligue des Champions et jouera les barrages de Ligue Europa face au Napoli en février prochain. Entre le départ de Lionel Messi cet été, les blessures à répétition de certains joueurs et la retraite forcée de Sergio Agüero, le club catalan a vécu un calvaire, surtout si on y ajoute le licenciement de Ronald Koeman, remplacé par Xavi. Dès janvier 2022, et avec le lancement du mercato hivernal, les Blaugranas espèrent donc tourner la page et repartir vers l'avant. Il faudra pour ça recruter, notamment en attaque, pour apporter plus de solutions au coach espagnol et être compétitif sur tous les tableaux. D'ailleurs, les rumeurs sont nombreuses ces derniers temps, surtout en attaque puisque les noms d'Edinson Cavani, Timo Werner, Alexis Sanchez ou encore Ferran

Torres sont sortis. Mais où en est le Barça ? «Nous sommes très clairs sur les joueurs que nous voulons». Après la rencontre contre le Séville FC mardi soir (1-1), le directeur du football Mateu Alemany en a dit un peu plus au micro de Movistar. «Nous avons beaucoup de devoirs à Barcelone actuellement, mais la première chose est de respecter le fair-play financier pour pouvoir recruter. Il doit y avoir des départs avant tout», a expliqué le dirigeant du Barça. Ce n'est donc pas nouveau : le FCB va devoir dégraisser avant de mettre la main sur de nouveaux joueurs. Relancé ensuite sur le dossier Ferran Torres, Alemany est resté vague. «Nous sommes très clairs sur les joueurs que nous voulons, mais nous devons d'abord respecter le fair-play financier», a-t-il expliqué ajoutant que ce transfert avançait «petit à petit». Enfin, concernant Ousmane Dembélé et le dossier de sa prolongation, le dirigeant s'est contenté d'en faire l'éloge : «Ousmane nous apporte beaucoup, il est très dangereux pour nos adversaires.» Pour rappel, l'ancien ailier du Borussia Dortmund a pris la décision de prolonger au Barça selon nos dernières informations.

Bangladesh

37 morts dans l'incendie d'un ferry

Au moins 37 personnes sont mortes vendredi dans l'incendie d'un ferry surchargé sur une rivière au Bangladesh, selon la police, une tragédie fréquente dans ce pays pauvre d'Asie du Sud. L'Obhijan 10, un ferry de trois étages, a pris feu au milieu de la rivière dans la matinée près de la ville de Jhalokathi, à 250 km au sud de la capitale Dacca, a annoncé la police. «Nous avons récupéré 37 corps. Le bilan pourrait s'alourdir. La plupart sont morts dans l'incendie et quelques-uns se sont noyés après avoir sauté dans la rivière», a déclaré à l'AFP le chef de la police locale, Moinul Islam. «Nous avons envoyé 100 personnes présentant des brûlures dans les hôpitaux de Barisal», a-t-il ajouté.

Selon des témoins, le feu s'est déclaré vers 3 heures du matin (21H00 GMT) et s'est rapidement propagé. «Nous dormions sur une natte sur le pont inférieur. Tous les passagers dormaient. Mon petit-fils de 9 ans, Nayeem, était avec moi, il a sauté dans la rivière. Je ne sais pas ce qu'il est devenu», a raconté une grand-mère. D'autres passagers racontent avoir vu de petites flammes dans la salle des machines dès le départ du ferry du port de Sardaghat, à Dacca, vers 21 heures jeudi. «De nombreuses personnes ont couru se mettre à l'abri quand le feu s'est propagé. Beaucoup de passagers ne pouvaient pas sortir des cabines où ils dormaient. Beaucoup ont sauté dans la rivière», a expliqué un autre survivant à l'hôpital universitaire de Barisal.

Les secours sont arrivés sur place dans l'heure suivant le début de l'incendie et ont évacué les blessés vers les hôpitaux, a assuré Johar



Ali, administrateur du district. «Nous avons parlé à des passagers. Et ils disent qu'il y avait entre 500 et 700 passagers», a-t-il confié à l'AFP.

NAVIRES PEU SÛRS

«L'incendie a duré quatre ou cinq heures avant d'être éteint. Le ferry a été entièrement détruit, mais ils ont réussi à le ramener sur le rivage», a-t-il ajouté. La télévision a montré des images de deux-roues carbonisés et de cabines dévastées. Les survivants choqués et leurs proches se serraient sur le rivage pendant que pompiers

et plongeurs des gardes-côtes fouillaient les eaux boueuses à la recherche de victimes. L'accident est le dernier en date d'une série de catastrophes similaires dans ce pays de basse altitude situé autour d'un delta formé de centaines de rivières. Des millions de personnes au Bangladesh, pays de 170 millions d'habitants, sont fortement tributaires des ferries pour leur transport, en particulier dans la région côtière méridionale. Mais les navires sont peu sûrs.

Les experts pointent du doigt le manque de maintenance des navires, le laxisme des normes de sécu-

rité et la surpopulation des ferrys. En août, la collision d'un ferry et d'un cargo transportant du sable avait fait au moins 21 morts sur un lac de l'est du pays. Les bateaux transportant du sable sont en grande partie immergés et peu visibles lorsque les conditions sont mauvaises. Le ferry transportait une soixantaine de passagers lorsqu'il avait été percuté par l'étrave en acier du cargo près de la ville de Bijoyagar. Les plongeurs avaient dû chercher les corps dans les eaux boueuses du lac.

En avril et mai, 54 personnes étaient mortes dans deux acci-

dents distincts. En juin 2020, au moins 32 personnes avaient péri dans une collision entre deux ferries à Dacca.

Les incendies sont aussi la cause de nombreux drames au Bangladesh. En juillet, 52 personnes étaient mortes dans l'incendie d'une usine de produits alimentaires à Rupganj, une ville industrielle dans la banlieue de Dacca. Plus de 70 personnes avaient péri en février 2019 dans les flammes qui ravageaient des appartements de Dacca où des produits chimiques étaient entreposés illégalement.

Russie

Deux morts dans l'incendie dans un service de réanimation Covid



Deux personnes sont mortes vendredi dans l'incendie dans un service de réanimation pour patients du Covid-19 à Astrakhan, dans le sud de la Russie, ont rapporté les agences de presse russes, citant les secours.

L'incendie avait été signalé à 06H07 GMT (10H07 locales) et a été rapidement maîtrisé, selon l'antenne locale du ministère russe des Situations d'urgence. «Selon des informations préliminaires, deux personnes sont mortes», a indiqué à l'agence Interfax Andreï Khegaï, représentant du Comité d'enquête de Russie, chargé des investigations. Les secours, selon les agences russes, évoquent la piste d'un court-circuit sur un respirateur du service de réanimation, équipement utilisé pour soigner les malades les plus graves du Covid. Plusieurs accidents dans des hôpitaux anti-Covid

ont provoqué des décès de patients depuis le début de la pandémie. Neuf malades sont morts en août après la rupture d'un tuyau d'oxygène dans un hôpital de Vladikavkaz, capitale de la république russe d'Ossétie du Nord. En juin, trois personnes ont péri dans un incendie à l'hôpital de Riazan, au sud-est de Moscou. Un respirateur artificiel défectueux était à l'origine du sinistre.

Sept personnes avaient également péri dans les flammes en mai 2020 dans des hôpitaux de Moscou et Saint-Petersbourg (nord-ouest).

Là encore, des respirateurs défectueux ont été pointés du doigt. La Russie est parmi les pays au monde les plus endeuillés par le Covid-19. Plus de 520.000 personnes sont mortes du Covid depuis 2020, selon les statistiques officielles de l'agence Rosstat.

Un éminent professeur d'Harvard condamné pour avoir caché ses liens avec la Chine

Charles Lieber, éminent professeur de chimie à Harvard, a été reconnu coupable mardi par un tribunal fédéral de Boston d'avoir caché aux autorités ses liens avec un programme chinois suspecté par les Etats-Unis d'espionnage économique. Ce professeur de 62 ans, ancien responsable du département de chimie de la prestigieuse université américaine, a ainsi «menti aux enquêteurs fédéraux et à Harvard pour tenter de dissimuler sa participation au programme chinois +1.000 talents+», a affirmé dans un communiqué un procureur fédéral du ministère américain de la justice, qui a porté l'affaire.

Ce programme «cherche à attirer (des experts) étrangers pour apporter leurs connaissances et leur expérience en Chine, et récompense souvent certains membres pour des vols de propriété intellectuelle», expliquait le ministère en juin 2020, lors de l'inculpation du professeur. Selon l'accusation, ce spécialiste des nanotechnologies a également été payé «jusqu'à 50.000 dollars par mois» pendant trois ans par l'Institut de technologie de Wuhan, en Chine, en plus de 150.000 dollars de frais annuels et de 1,5 mil-



lions de dollars pour avoir installé un laboratoire sur place. «M. Lieber a exploité l'ouverture et la transparence de notre système académique», a regretté la police fédérale américaine, le FBI, qui l'avait arrêté en 2020.

Au terme d'un procès de six jours, il a été déclaré coupable d'avoir menti aux autorités fédérales, de n'avoir pas déclaré certains revenus et de n'avoir pas déclaré un compte bancaire à l'étranger, selon un document judiciaire. Il n'avait pas déclaré les revenus de l'Institut

de technologie de Wuhan au fisc américain en 2013 et 2014. Sa condamnation sera connue plus tard, mais il risque plusieurs années de prison.

Sous l'administration Trump, le ministère américain de la justice avait multiplié les enquêtes sur de possibles actes d'espionnage économique par la Chine, premier adversaire économique des Etats-Unis. Charles Lieber est le scientifique le plus reconnu impliqué dans cette enquête, même s'il n'est pas directement accusé d'espionnage économique.

Inde

Enquête sur des appels au massacre des musulmans lors d'un rassemblement hindou

La police indienne a annoncé vendredi l'ouverture d'une enquête concernant des appels répétés au massacre de la minorité musulmane proférés lors d'un rassemblement public par des extrémistes hindous.

Une vidéo, dont l'AFP a confirmé l'authenticité, montre notamment une femme s'adressant à une foule lors d'un rassemblement début décembre dans la ville sacrée hindoue de Haridwar (nord), et l'encourager à tuer des musulmans. «Même si seuls cent d'entre nous devenons soldats et tuons deux millions d'entre eux, nous serons victorieux... Ce n'est qu'en persistant dans cette voie que vous serez capables de protéger sanatana dharma (la loi éternelle)», lance-t-elle, en employant le terme par lequel de nombreux hindous désignent leur religion. La femme appelle également à «prier pour Nathuram Godse», l'extrémiste hindou assassin en 1948 du Mahatma Gandhi, père de l'indépendance de l'Inde. Au moins un membre du Parti Bharatiya Janata (BJP) du Premier ministre indien Narendra Modi assistait à ce rassemblement. Le BJP («Parti indien du peuple»), une formation nationaliste hindoue, est accusé depuis son arrivée au pouvoir en 2014 d'encourager la persécution des musulmans et d'autres minorités, ce qu'il nie.

Un député musulman, Asadud-

din Owaisi, a estimé sur Twitter que les propos contenus dans la vidéo constituaient «un cas clair d'incitation au génocide». Le gouvernement indien n'a fait aucun commentaire. Un autre orateur lors du rassemblement, Prabodhanand Giri, le chef d'un groupuscule hindou qui se fait souvent photographier aux côtés d'éminents membres du BJP, a pour sa part appelé au «nettoyage» et exhorté ses auditeurs à «être prêts à mourir ou à tuer». «Comme en Birmanie, la police, les politiciens, l'armée et tout Hindou en Inde doivent prendre les armes et faire ce nettoyage. Il ne nous reste aucune autre option», dit-il. Un troisième orateur sur la vidéo dit regretter de ne pas avoir tué le précédent Premier ministre, le membre du Parti du Congrès (actuellement dans l'opposition) Manmohan Singh, premier Sikh à avoir accédé à la tête du gouvernement indien. Le BJP nie avoir l'intention de transformer l'Inde officiellement laïque et plurielle en un Etat purement hindou. Mais de nombreux membres des communautés musulmane et chrétienne en Inde disent faire l'objet d'attaques et de menaces depuis l'arrivée au pouvoir de M. Modi. La police de l'Etat d'Uttarakhand, où s'est déroulé le rassemblement, a déclaré à l'AFP être en train «d'enquêter sur l'affaire». «Des mesures strictes seront prises contre les coupables», a-t-elle affirmé.



Etats-Unis

Une policière reconnue coupable d'homicide sur un jeune conducteur noir



Une policière américaine qui a tué un jeune conducteur afro-américain lors d'un contrôle routier en avril dans la banlieue de Minneapolis a été reconnue coupable jeudi d'homicide involontaire.

Kim Potter, 49 ans, a toujours affirmé avoir cru dégainer son pistolet électrique Taser lorsqu'elle a en réalité sorti son arme de service et tiré sur Daunte Wright, 20 ans, qui résistait à son arrestation à Brooklyn Center, dans le nord des Etats-Unis. Le jury l'a reconnue coupable

d'homicide involontaire après trois jours de délibérations dans un tribunal de Minneapolis, où ce drame avait rouvert les plaies du meurtre de George Floyd.

L'ancienne policière, qui plaidait non coupable, n'a pas réagi jeudi lors de l'annonce du verdict. Elle encourt une peine maximale de 25 ans de prison au total et devrait être fixée sur son sort en février. «Ses remords et ses regrets pour cet incident sont écrasants», a déclaré son avocat Paul Engh après le verdict,

en demandant à la juge de la libérer sous caution. «Elle n'est, en aucune façon, un danger pour le public», a-t-il affirmé. Le 11 avril 2021, la policière patrouillait avec un collègue qui avait décidé de contrôler le conducteur d'une Buick blanche ayant commis une infraction routière mineure. Après avoir réalisé qu'il était visé par un mandat d'arrêt, ils avaient voulu l'interpeller. La policière a décrit la situation de ce jour-là comme «potentiellement dangereuse». Daunte

Wright, qui n'était pas armé, ne s'était pas laissé passer les menottes et avait redémarré sa voiture pour fuir. Kim Potter avait alors dégainé son arme, expliquant ensuite avoir cru se saisir de son pistolet électrique. «On luttait pour l'empêcher de fuir et puis c'est devenu le chaos. Je me rappelle avoir crié Taser, Taser, Taser et il ne se passe rien. Et il (son collègue, ndlr) m'a dit que je lui avais tiré dessus», a-t-elle raconté à la barre vendredi, avant de fondre en larmes.

LA FAMILLE «SOULAGÉE»

Son avocat a plaidé l'erreur humaine et l'effet du stress car elle tentait selon lui de protéger son collègue. Mais pour la procureure, Erin Eldridge, Daunte Wright est mort à cause de la manipulation imprudente d'une arme et de la négligence d'une agente qui avait pourtant 26 ans d'expérience.

Dans un communiqué transmis aux médias américains, la famille de la victime s'est dite jeudi «soulagée» que «des comptes aient été rendus pour cette mort absurde».

Le jour de la mort de Daunte Wright «restera un traumatisme pour sa famille et un nouvel exemple pour l'Amérique de la raison pour laquelle nous avons désespérément besoin de changer les pratiques policières», ont écrit ses proches. Lors de la lecture du verdict, sa mère, Katie Wright, a ressenti «toutes les émotions que vous pouvez imaginer». «Rendre des compte, ce n'est pas la justice», a toutefois nuancé à la sortie de l'audience le procureur général de l'Etat du Minnesota, Keith Ellison, un démocrate. «La justice, ce serait de rendre la vie à Daunte et de rendre la famille Wright à nouveau complète. La justice est hors d'atteinte», a-t-il regretté. La mort du jeune homme avait notamment ému les Etats-Unis car elle était intervenue en plein milieu du procès du policier blanc Derek Chauvin qui, en mai 2020 à Minneapolis, a tué le quadragénaire noir George Floyd. Des rassemblements émaillés de violences avaient eu lieu plusieurs soirs de suite à Brooklyn Center avant que l'arrestation de Kim Potter ne ramène le calme.

Covid-19 La flambée de contaminations s'accélère

La flambée de nouvelles contaminations au Covid-19 s'accélère à travers le monde à la veille de Noël, notamment en Europe où le nouveau variant Omicron déferle et où le port du masque à l'extérieur redevient obligatoire en Espagne et en Grèce vendredi. Dans son message de Noël, le Premier ministre britannique Boris Johnson a exhorté ses compatriotes à se faire vacciner, alors que le nombre de nouvelles contaminations a franchi les 100.000 jeudi pour le deuxième jour consécutif dans le pays.

Pour Noël, «il y a toujours quelque chose de merveilleux que vous pouvez donner à votre famille et au pays tout entier... c'est de se faire vacciner, que ce soit votre premier, votre deuxième ou votre rappel», dit-il dans ce message diffusé vendredi. En Espagne, le port du masque en extérieur redevient obligatoire à partir de vendredi. Et les autorités de Catalogne (nord-est) ont la possibilité depuis jeudi soir d'instaurer un couvre-feu de 1H à 6H du matin dans la majeure partie de la région.

En Grèce, le port du masque en intérieur comme en extérieur devient également obligatoire à partir de vendredi et jusqu'au 2 janvier. «Il y a beaucoup de mouvement pendant les fêtes de fin d'année, et de larges foules se rassemblent en extérieur», a justifié le ministre de la Santé, Thanos Plevris.

En Italie, le masque chirurgical va également redevenir obligatoire à l'extérieur, a annoncé jeudi le gouvernement sans préciser à partir de quelle date.

Face au déferlement du variant Omicron, très contagieux, la lassitude se fait sentir à travers le monde. Comme chez cette Parisienne de 35 ans, Dominique, croisée près



des Champs-Élysées : «Il y a une fatigue morale. Mais que peut-on y faire ? On en a marre. L'an dernier, on pensait en voir le bout, mais là on se dit que plein d'autres variants peuvent arriver».

EXODE POUR LES FÊTES

Aux États-Unis, 265.770 nouveaux cas ont été recensés jeudi et le variant Omicron est largement dominant parmi les nouvelles infections. Malgré cela, des millions d'Américains ont commencé à voyager pour les fêtes de fin d'année. Le président Joe Biden avait incité mardi ses compatriotes à ne «pas paniquer» et à fêter Noël avec leurs proches comme prévu, grâce aux vaccins et aux tests.

Selon l'American Automobile Association, plus de 109 millions de

personnes devaient quitter leur région par avion, train ou en voiture entre le 23 décembre et le 2 janvier, soit 34% de plus que l'an dernier. Ces mouvements s'accompagnent d'un rythme de vaccination qui semble repartir à la hausse, notamment pour les doses de rappel dont 1,3 million ont été inoculées sur 24 heures selon les derniers chiffres rendus publics mercredi.

«Le meilleur cadeau que vous puissiez vous faire est une dose de rappel» qui protège «bien mieux» contre les formes graves de la maladie, a tweeté Cyrus Shahpar, responsable de la Maison Blanche pour les données sur le Covid-19. L'Équateur a quant à lui rendu la vaccination obligatoire dès l'âge de cinq ans, une première mondiale.

Les bourses mondiales ont toutefois terminé en hausse jeudi, rassurées par de premières études en provenance d'Afrique du Sud, d'Ecosse et d'Angleterre qui montrent qu'Omicron semble entraîner moins d'hospitalisations que Delta. Tokyo était en légère hausse vendredi. «Omicron ressemble davantage à une perturbation de court terme des perspectives économiques qu'à un vent destructeur», a affirmé Edward Moya, analyste d'Oanda.

La communauté scientifique met toutefois en garde contre un effet d'optique. Car même s'il se confirme qu'Omicron est moins dangereux, il est beaucoup plus contagieux, y compris chez les gens vaccinés ou qui ont déjà eu le Covid.

Les conséquences pourraient

donc être graves sur le plan collectif. Le nombre de cas, qui semble doubler tous les deux à trois jours, pourrait entraîner mécaniquement une hausse du nombre de patients hospitalisés -notamment les non vaccinés et les personnes dites fragiles (très âgées, ou immunodéprimées par exemple)- et une fois de plus submerger les systèmes de santé. Même considéré pour le moment comme moins mortel, le variant Omicron pourrait donc théoriquement entraîner un grand nombre de décès.

La pandémie a fait au moins 5,3 millions de morts dans le monde depuis fin 2019, selon un bilan établi par l'AFP à partir de sources officielles jeudi. L'OMS estime que le bilan réel pourrait être deux à trois fois supérieur.

Omicron Le risque d'hospitalisation réduit jusqu'à 70%



Les patients contaminés par le variant Omicron du coronavirus présentent un risque nettement moins élevé, jusqu'à 70%, d'être hospitalisés par rapport au variant Delta, selon une analyse de l'agence de sécurité sanitaire britannique parue jeudi. D'après l'agence britannique (UKHSA), qui se montre très prudente, notamment en raison du faible nombre des patients hospitalisés avec Omicron, les personnes contaminées par Omicron ont entre 50 et 70% moins de chances d'être hospitalisées.

Cette analyse, qui va dans le sens de deux études britanniques publiées mercredi, est toutefois «hautement incertaine à cause du faible nombre des malades atteints par Omicron actuellement à l'hôpital, l'impossibilité de mesurer effectivement toutes les infections précédentes et la propagation limitée d'Omicron parmi les groupes les plus âgés», souligne l'agence dans un communiqué.

Pour autant, en raison de la propagation rapide d'Omicron, la pression sur

le système hospitalier s'annonce rude. «Même si une petite proportion (...) requiert une hospitalisation, il s'agit d'un nombre important de personnes», si bien que la «pression sur le NHS», le système public de santé, «va augmenter», souligne le texte.

«Les cas sont actuellement très hauts au Royaume-Uni et même une proportion relativement faible requérant une hospitalisation aboutira à un nombre important de personnes gravement malades», a souligné la directrice générale de l'agence britannique, Jenny Harries. Sur le front de la vaccination, l'analyse indique que si les rappels améliorent la protection conférée par les vaccins, celle-ci s'estompe rapidement, présentant une diminution entre 15 et 25% environ 10 semaines après l'administration du rappel. Tout en saluant des données «prometteuses», le ministre de la Santé Sajid Javid a souligné qu'il était «trop tôt» pour déterminer les prochaines étapes, et appelé les Britanniques à la prudence pendant les fêtes.

Naufrage d'un bateau de migrants en Grèce: 11 morts



Le naufrage d'un bateau avec une centaine de migrants à bord, qui s'est échoué jeudi sur un îlot du sud de la Grèce, s'est encore alourdi vendredi à 11 morts, selon les garde-côtes grecs qui poursuivent leurs recherches. Quelque 90 rescapés, parmi lesquels 52 hommes, 11 femmes et 27 enfants ont pu être sauvés et évacués vendredi matin de cet îlot situé au nord de l'île grecque d'Anticythère, a précisé à l'AFP un responsable des garde-côtes grecs. «Les recherches et les opérations de sauvetage continuent parce qu'il n'est toujours pas clair de savoir combien de personnes se trouvaient dans le bateau avant qu'il sombre», a-t-il

ajouté. Le naufrage de jeudi est survenu au lendemain du chavirage d'un canot pneumatique transportant des migrants au large de l'île de Folegandros, également dans le sud de la Grèce, qui a fait au moins trois morts.

Treize personnes-principales des Irakiens mais aussi des Syriens et des Egyptiens-ont pu être secourues, mais des dizaines d'autres sont toujours portées disparues, selon les autorités grecques.

Les survivants ont fait des récits contradictoires, certains affirmant qu'il y avait initialement 32 personnes à bord, tandis que d'autres ont avancé le chiffre d'une cinquantaine, a dit à l'AFP un responsable des garde-côtes. Le HCR, l'agence

des Nations unies pour les réfugiés, a souligné que le naufrage au large de Folegandros avait été le pire en mer Egée cette année. «Ce naufrage nous rappelle douloureusement que des personnes continuent à s'embarquer dans des voyages périlleux en quête de sécurité», a réagi Adriano Silvestri, le représentant adjoint du HCR en Grèce.

Le HCR estime que plus de 2.500 personnes sont mortes ou ont disparu en mer en tentant de rejoindre l'Europe entre janvier et novembre. Près d'un million de personnes, principalement des réfugiés syriens, sont arrivées dans l'UE en 2015 après un périple depuis la Turquie vers les îles grecques proches.

Dubaï : importante saisie de captagon caché dans de faux citrons



La police de Dubaï a annoncé jeudi avoir arrêté quatre ressortissants d'un pays arabe pour avoir tenté d'introduire en contrebande dans l'émirat plus d'un million de comprimés de captagon dissimulés dans des faux citrons.

Le captagon est une amphétamine tirée d'un ancien médicament psychotrope, selon l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT), précisant qu'il est fabriqué notamment au Liban, probablement aussi en Syrie et en Irak. «La police de Dubaï a déjoué une opération préventive de contrebande de 1.160.500 comprimés de captagon d'une valeur marchande de 58,25 millions de dirhams» (environ 14 millions d'euros), a-t-elle précisé. Les quatre suspects originaires «du même pays

arabe ont été arrêtés», a-t-elle ajouté dans un communiqué cité par l'agence de presse officielle des Emirats arabes unis WAM, qui ne précise pas le pays.

La police du riche émirat du Golfe a diffusé une vidéo montrant des sachets de comprimés de captagon dissimulés à l'intérieur de citrons en plastique. Selon la police, le conteneur réfrigéré qui les transportait contenait 3.840 boîtes de citrons, dont 66 de faux citrons, «provenant d'un pays arabe», sans préciser lequel. Mais selon les images de l'opération diffusées, la mention «produits du Liban» figure sur les boîtes saisies. Le Liban est régulièrement critiqué par les pays du Golfe pour son manque de coopération dans la lutte contre le trafic de drogue, en particulier le

captagon qui est principalement destiné à l'Arabie saoudite. En avril, l'Arabie saoudite avait annoncé la suspension des importations de fruits et de légumes en provenance du Liban après une saisie de plus de cinq millions de pilules de captagon dissimulées dans des grenades, accusant Beyrouth d'inaction.

En juin, le royaume avait saisi, en coordination avec les autorités libanaises, 14,4 millions de pilules d'amphétamine, «cachés entre des feuilles de tôle en provenance du Liban». En pleine crise diplomatique entre Beyrouth et plusieurs pays du Golfe, le Koweït avait dénoncé en octobre l'«échec» du gouvernement libanais à prendre «les mesures nécessaires pour empêcher la contrebande de drogue».

APARTEMENTS

■ A vendre appartement F3 au RDC, cité les Amandiers, Oran acté et libre de suite - Tél : 0556.92.93.83

■ A.V. appat idéal pour profession libérale ou commerce 90 m² + S/Sol 90 m² ; poss d'échange contre terrain ; étude ttes propositions, à 20 m de la rue Mirauchaux C/V d'Oran - 0550.54.19.29

■ Oran Plateau vend appat F3, acté, 2e étage bien ensoleillé toutes commodités, libre de suite. Ag, courtier, intermédiaire s'abstenir - Contacter : 0778.30.25.71. Prix après visite

■ Vds à Oran cause âge et santé, appart/hôtel Ht Stand, ouvert avril 2021 s/sol + RDC +7, ttes comm ; cafétéria, restaurant, salle polyvalente, SPA beauté, salle fitness mob: 0552.82.00.95- 0541.91.99.44. e-mail : Lila31@gmail.com

■ Oran loue F2 CSDB, grand standing, 75 m², situé dans une villa, entrée indép. Cité résidentielle, pour couple sérieux - Tél: 0783.13.83.38

■ Vds F2, F3, F4 et F5 luxe, cuisine équipée, chaudière, chauffage-cent, box, à Choupot ; wilaya ; Millénium et Fernand-ville - 0772.43.37.38 - 0555.89.91.04

■ A louer studio au centre-ville d'Oran superficie 22 m² + Loue des petites pièces à la même adresse - 0793.71.32.99

■ Cherche achat immeuble neuf avec apt et magasin, faire toutes propositions -Tél : 0557.21.09.57 - 0799.66.09.99

■ Loue F3, 130 m², bien ensoleillé, 3e étage (immeuble de 3 étages seulement) Oran Belgaïd 1, ch/centr, vidéophone, eau H24, terrasse individuelle. Prix demandé 50 000 DA/mois - 0658.57.73.73 -0664.08.90.42

VILLAS

■ A vendre villa R+2, à Maraval, Oran 11 pièces, 2 salons, 2 garages, 2 terrasses, jardin - 0797.34.02.15

■ A vendre maison Rdc, F3 aménagé en F4, cuisine équipée, Sdb + cour, sup 90 m², convient aussi à cabinet ; pharmacie, labo d'analyses...etc., situé à El Kerma, LSP, 100m de l'aéroport Es-Senia - 0771.66.83.67

■ A vendre ou à louer villa à Es-Senia Oran, sup 156 m², R+2 étages, garage 8 voitures, meublée, haut standing - 0659.34.74.28

■ A vendre villa 135 m², R+2, F6, actée + L/F finie 100%. ttes commo à Kara 2 Senia, 5 clim, ch/cent, cuis, équipée, b/eau + citerne, 2 terrasses, garage, b. voisinage, endroit calme - Tél : 0779.18.74.07 - 0668.35.62.77

■ Vends jolie villa 152 m² + 150 m² extension jardin (R+2), actée, à Haï Hachem (BC7) Boutléis village Oran - 0783.85.07.81

■ ORAN : Vends Villa à Belgaïd 160 m² - R+1 - Composée de : 3 Chambres + 4 salons et Hammam et un grand Garage pour 2 voitures + Magasin - Tél : 0656.19.19.74

EMPLOIS

■ Pizzeria à Oran cherche personnel sérieux, disponible de suite (pizzaiolo, serveur, cuisinier, femme de ménage et autres employés ; accepte sans expérience) - 0549.34.34.74

■ Marketel Algérie Oran recrute téléconseillers (ères) francophones à plein temps, transport le soir, salaire de 35.000 à 40.000 DZD pour temps plein + primes - 0662.20.33.13 - 041.83.01.73

■ Jeune fille Ingénieur en filière automatique, lauréate d'une école supérieure, je cherche un poste de travail - 0554.72.47.78 ou 0672.00.44.02

LOCAUX

■ Loue 2 locaux ensemble ou séparés, bien finis, avec dalle de sol, 1er: 25 m² et 2e: 36 m² à Belgaïd 1, Oran - 0658.57.73.73 - 0664.08.90.42

DIVERS

■ Particulier vend matériel de sport fitness, semi-neuf à bon prix - Contacter : 0799.22.69.59

PENSÉE

Dure et cruelle fut la journée 25 décembre 2014 pour les familles **BENSALEM** et **MANSOUR** où nous a quittés à jamais **Mme BENSALEM Yamina née Mansour**

Le vide, la douleur et le chagrin sont toujours là insurmontables et impossible à combler. Tu étais si généreuse, si gentille et surtout serviable et respectueuse. Tu étais aimée par tout le monde. Que tous ceux qui t'ont connue aient une pieuse pensée pour toi.

Ton mari, tes enfants et petits-enfants **Amine, Khalil, Mariam, Yamina, Abdelkader, Nouha, Amina**

PENSÉES



A vous, chers frères **REZGA Mohamed** dit « Bouzidi » du CAPlateurs, décédé le 19/09/20 et **SEDIKI Abdelkader dit « Kadri »** de St-Antoine, retraité Casoran, décédé le 25/12/20 !

L'attachement, la fraternité et le respect mutuel exprimés depuis l'adolescence restent à jamais gravés dans ma mémoire. Fasse que vous soyez récompensés et anoblis près de Dieu, Le Clément et Le Miséricordieux. *Votre frère SEDIKI Mohammed*

PENSÉE

A la mémoire de nos chers parents **El Hadj BOUKHATEM Ahmed** et **SI MRABET YAMINA**

Le 24 décembre 2002, nous a quittés notre chère mère laissant un vide énorme et le 31 juillet 2018, nous a quittés notre cher père, une date gravée à jamais dans nos mémoires. Vos enfants, vos petits-enfants demandent à tous ceux qui les ont connus d'avoir une pieuse pensée à leurs mémoires et de réciter la FATIHA sur leurs âmes. Prions ensemble qu'ALLAH Le Tout-Puissant leur accorde Sa Miséricorde et les accueille dans Son Vaste Paradis.

Votre famille



Groupe de Sociétés (مجمع)
Situé à n°02, Zone Industrielle, RTE, El-Karma, Oran

RECRUTE :

- Ouvrier d'usine
- Main-d'œuvre
- Opérateur
- Chauffeur
- Femme de ménage
- Agent administratif
- Assistant maîtrise la langue Italienne
- Assistant maîtrise la langue Turque
- Assistant maîtrise l'Allemand (Oral + écrit)

Contact : 0772.01.90.24 / 0553.58.38.05 / 0697.24.43.34
Email : Afgroupe.recrutement@gmail.com

Famille d'Oran

RECHERCHE

Femme de ménage, expérimentée, bonne moralité, qui habite dans la commune d'Oran. Bonnes conditions de travail.

Prière de téléphoner au : 07-95-48-01-15

Famille d'Oran recherche :
Femme de compagnie,
expérimentée, bonne moralité, disponible H24, auprès d'une dame de 3^{ème} âge.
Bonne conditions de travail et d'hébergement.
Prière de téléphoner au : 0795.48.01.15

2

13.00 Journal 13h00
13.20 13h15, le samedi...
13.55 Pierre Lapin
15.30 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
16.15 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
17.00 Affaire conclue : la chasse aux objets
18.00 Tout le monde a son mot à dire
18.35 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal

21.05 N'oubliez pas les enfants



Présenté par Nagui

Après le sacre de Toni aux Masters 2021, 8 mini-maestros, âges de 9 à 13 ans, s'affrontent lors de 4 duels pour remporter les cadeaux de leurs rêves, qu'ils auront préalablement choisis. En live et aux côtés de Nagui et des Zikos, Faustine, Jade, Kéllissa, Lucie, Lynn, Arthur, Esteban et Martin tenteront de ne pas oublier les paroles. Les enfants chanteront également tous ensemble. À la clé, 380 cadeaux à gagner pour que des enfants défavorisés puissent aussi profiter de Noël.

3

10.15 Mr Magoo
10.40 Voyages & délices by Chef Kelly
12.55 Les nouveaux nomades
13.30 Samedi d'en rire
15.15 Les carnets de Julie
17.15 Trouvez l'intrus
17.55 Questions pour un super champion
19.30 19/20 : Journal national
20.15 Tout le sport
20.25 Cuisine ouverte

21.05 Les bois maudits



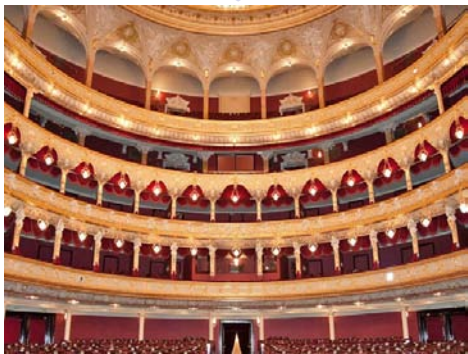
Téléfilm policier - France - 2021
Avec Blandine Bellavoir, Samir Boitard, Stéphan Wojtowicz, Camille Moutawakil

En forêt, un bûcheron tombe sur un cadavre pendu dans les airs, comme s'il s'agissait d'une marionnette. Justine Verard et Mehdi Djaoud enquêtent. Pour Justine, cette affaire est l'occasion de reprendre du service après une mise à pied injustifiée. Entre les deux gendarmes, les relations sont tendues, car Justine estime Mehdi responsable de la mort de son mari, cinq ans auparavant.

4

10.00 Idéfix et les Irréductibles
11.00 Nawak
12.00 Masha & Michka
12.45 Disco Dragon
13.35 Unikitty
14.05 DC Super Hero Girls
14.50 Abraca
15.55 Cléopâtre dans l'espace
17.05 Sept nains et moi
17.55 Emilie Jolie au Théâtre Mogador
19.25 Shaun le mouton
20.25 Culturebox l'émission

21.10 Jelin



Opéra-comique en deux actes écrit par Aldo Brizzi, librement inspirée du conte populaire du berger Gelindo. Le personnage de Gelindo/Jelin fut créé au Moyen-âge, issu des "mystères sacrés", des représentations théâtrales jouées sur le parvis des églises à partir du XVIe siècle en Savoie au moment de Noël.

5

10.15 Caméra à la patte
11.10 Le grand inventaire de la planète
12.10 Les Açores, un jardin au coeur de l'océan
13.05 Les 100 lieux qu'il faut voir
13.40 Terre de Chine : Sichuan
14.40 Les trésors de la parfumerie française
15.40 Des trains pas comme les autres
17.45 C dans l'air
19.00 C l'hebdo
20.00 Vu
20.25 Vues d'en haut
20.55 Echappées belles

arte

10.50 Les géants de l'art
11.45 Les monuments sacrés
13.15 40e Festival mondial du cirque de demain
14.45 Comment le chien a conquis le monde
15.40 Retour à l'âge de pierre
18.20 La petite épicerie au bord du lac Baïkal
19.10 Cuisines des terroirs
19.45 Arte journal
20.05 Joséphine Baker : Première icône noire
21.00 Festival mondial du cirque de demain 2021

TF1

09.30 Une couronne pour Noël
11.15 Une star pour Noël
13.00 Noël dans les vignes
14.50 Une bonne étoile pour Noël
16.30 The Big Bang Theory
21.05 Modern Family

C 8

11.55 Le grand bêtisier
13.59 Le grand bêtisier de Noël
15.29 Le grand bêtisier Home Vidéo 2019
17.09 Le grand bêtisier



CINE + FRISSE 20.50

SPIDER-MAN : HOMECOMING

Film d'action - Etats-Unis - 2017

Avec Tom Holland, Tom Holland, Michael Keaton, Michael Keaton

A New York, Adrian Toomes et ses ouvriers travaillent sur le vaste chantier laissé par le combat entre les Avengers et des extraterrestres. Mais, débarqués sans ménagement par le gouvernement, ils n'ont que le temps d'escalader un peu de technologie extraterrestre avant de quitter le chantier. Huit ans ont passé et Toomes est devenu un cambrioleur suréquipé. Pendant ce temps, Peter Parker, lycéen pas comme les autres, rêve de prouver la valeur de Spider-Man à Tony Stark.

CINE + FAMIZ 20.50

JACK LE CHASSEUR DE GÉANTS



Film d'aventures - Etats-Unis - 2013

Avec Nicholas Hoult, Stanley Tucci, Eleanor Tomlinson, Ewan McGregor

Jack, jeune fermier, se retrouve en possession de haricots magiques volés au démoniaque Roderick par un moine. Peu de temps après, il aide la princesse Isabelle importunée par des manants. Quand celle-ci, en quête d'évasion, vient voir Jack, les haricots, exposés à la pluie poussent jusqu'au ciel, emmenant la princesse au royaume des géants. Avec les valeureux Elmont et Crawe, mais aussi Roderick, Jack escalade le haricot géant pour délivrer la princesse.

RTL9 20.55

L'AVENTURE INTÉRIEURE



Film de science-fiction - Etats-Unis - 1987

Avec Dennis Quaid, Martin Short, Meg Ryan, Kevin McCarthy

Ecarté de l'armée à cause de ses inconduites et séparé de sa fiancée, le lieutenant Tuck Pendleton se prête à une expérience scientifique inédite pour se racheter. Miniaturisé, il doit être injecté dans un lapin. Mais Victor Scrimshaw et ses acolytes volent la puce qui inverse le processus tandis que par erreur, Tuck est envoyé dans le corps d'un caissier de supermarché.

TÉLÉVISION

TF1

21.05 Le grand bêtisier : 30 ans de rire sur TF1



Présenté par Karine Ferri, Christophe Beaugrand

Pour les fêtes, ce grand bêtisier recense trente ans de chutes spectaculaires, d'animaux déchainés, d'enfants pleins de malice, de directs qui partent en vrille, de fous rires d'anthologie, de dérapages et de gags.

Petit détour également par Internet, qui recèle bien des pépites, dont le succès peut vite devenir viral. Un moment de détente dédié au rire et à la bonne humeur, à partager en famille et à consommer sans modération.

6

21.05 Bambi



Film d'animation - Etats-Unis - 1942

Les animaux de la forêt admirent le faon qui vient de naître et que l'on appelle Bambi. Le «petit prince» découvre peu à peu le monde qui l'entoure et le seul ennemi des habitants de la forêt, l'homme, dont il doit apprendre à se méfier. Bambi en fait la dure expérience quand un chasseur tue sa mère. Le faon fait alors la connaissance de Panpan le lapin et de Fleur le putois, qui deviennent aussitôt ses amis.

CANAL+

21.10 Godzilla vs. Kong



Film de science-fiction - Etats-Unis - 2021

Avec Alexander Skarsgard, Eiza Gonzalez, Millie Bobby Brown

Cinq ans après une bataille épique, Godzilla et King Kong sont les deux grands monstres qui résident désormais sur Terre. Sur l'île de Skull Island, Kong, surveillé par la société Monarch, se sent de plus en plus à l'étroit, et tente de briser le dôme qui l'isole du monde extérieur, suscitant l'inquiétude des scientifiques qui l'observent, parmi lesquels Ilene Andrews.



19.13 Greenland, le dernier refuge

PLANETE +

09.47 Les bases secrètes des nazis
11.25 Papouasie, l'expédition extrême
13.20 Singapour, ville sauvage
14.12 Champagne : une histoire de bulles
15.50 Tour Eiffel, l'histoire d'un pari impossible
17.26 Sites Sacrés
19.16 Le marcheur des Amériques
20.06 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
23.20 Les bases secrètes des nazis

TFX

09.10 Signé Cat's Eyes
11.40 Le big bêtisier de Noël
20.50 Sisbro
21.00 Petits plats en équilibre
21.05 Le big bêtisier de Noël



W9

10.30 Les 20 chansons de Jean-Jacques Goldman préférées des Français



12.50 Céline pour toujours
14.20 Un dîner d'adieu
16.20 Trouver l'amour à Noël
18.05 Le pays de Noël
19.30 La petite histoire de France

vos objets
qu'il vous
tention



8	
---	--

8

FLÉCHÉS N° 8241

								PERSONNE, INDIVIDU, TYPE
	DERNIERE STATION, TOUT LE MONDE DESCEND !			INFINITIF		REFLECHI MINI MESSAGE		
			MISTER LE COUCHANT					
	MESURE AGRAIRE UN BON CAFE !			NEPTUNIUM RECENTS, INCONNUS JUSQUE-LA			D'ACCORD ? COURS ELEMEN- TAIRE	
		DES PRUNES ! ENTREE EN SCENE				OBTENU VOIE DE PASSAGE		
			DECORE PREAMBULE D'UN LIVRE				CHANSON UN PEU FOUS !	
		CCEUR DE LION PAS JUSTE !					CHROME FORT, IL A LA BOSSE !	
			FIT LE MALIN S'EN VA			NEUF ROMAIN PREMIERE EN MUSIQUE		
		COURS PREPARA- TOIRE			IL FAUT FAIRE L'ANE POUR EN AVOIR !			
	AU BEAU MILIEU SITE					CHIFFRE TOUR		
SUER, ETRE EN EAU CURRICU- LUM VITAE			ENFANT DE VACHE ! CUIVRE		PIECE DE GOLF			
							INFORMER, SIGNALER, AVISER	

[illegible]

1. Transition des régimes.
2. Chinoise. Pré-sida.
3. Temps reculé !
Etre renversé.
4. Déplacé. Meurtri.
5. Fait tapisserie.
Lettres de rappel !
6. Symbole du 27.
Zone verte.
7. Préposition. Piqués.
8. Etreinte. Conjonction.
9. Personnel. Orange.
10. Bateaux
de compagnie.

A. Ils sont cravatés...
et en manchettes.

B. Goutte ! goutte !
Eau monstrueuse.

C. Père de Dupond et, je di-
rais même plus, Dupont !
Classes du pouvoir.
C'est du solide !

D. Montée tranquille. Groupe.

E. Fait la ronde-bosse.

F. Un à un.

G. Mot de passe.
Un bon portefeuille !

H. Fruit sec. Anticipé.

I. Scène du passé.
Avancer pour revenir.

J. Pressés. Lettres de classe.

A	U	T	N	E	M	E	N	N	O	D	R	U	O	B
U	O	A	O	T	N	E	M	E	C	N	I	R	G	A
R	R	R	E	U	R	A	H	P	U	N	E	N	T	R
E	T	E	E	D	P	E	G	A	T	S	O	T	N	R
C	R	T	E	G	A	I	L	P	I	I	A	O	O	E
I	E	I	P	R	H	R	E	L	T	C	I	E	I	D
T	N	M	E	E	I	E	A	A	H	S	U	L	T	R
E	N	I	I	I	E	E	R	E	S	T	O	L	S	A
E	O	A	R	N	R	E	M	I	A	F	N	I	E	V
G	R	I	E	N	M	E	M	T	O	O	I	V	U	E
A	D	N	L	O	N	E	S	R	S	T	S	N	Q	L
S	U	O	L	T	A	O	G	S	A	R	I	O	I	U
U	O	G	I	N	L	E	I	R	A	O	A	D	S	O
B	G	E	A	A	A	O	T	N	O	P	R	I	U	B
A	N	B	R	C	P	E	T	I	U	G	I	B	M	A

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er trace. Mon 2e, c'est avant l'heure.

Mon tout est une pancarte.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
N	O	U										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

11	1	4	10	14	10	4	11	6	7
1	2	3	7		8		16	11	8
4	11		5	7		4	10	5	
10	5	5	10	4	17	10	15	7	8
5	7		6	2	1	1	7		3
4		16	11	9		10		13	11
7	14		2	7	11	9	9	7	6
5	7	11	1		4		2	8	7
10	5	7		12	2	11	15	6	8
6	7	1	12	2	1		7	7	
11		10	7	5	7	5		8	7
2	16		13	9		2	1		14
1	2	6	11	2	1	8		16	10
8	3	7	1	6		7	6	10	6
	7	1	8	7	13	7	9	11	7

FLECHES N°8240

B	A	L	U	S	T	R	A	D	E
A	L	E	S	E	R		M	E	R
L		N	A			E	V	A	S
B	L	A	N	C	S		T	A	S
U	A		T	A		B	E	L	
Z	I	G		S	C	O	U	T	S
A	T	R	E		H	A	R	E	T
R	U	E	L	L	E			R	A
D	E	G	O	U	R		D	I	E
S		E	I	R	E		U	S	E

P	C	A	R	A	P	A	C	E
O	U	F	A	C	X	U		
L	O	P	E	S		D		
I	G	T	L	E	R	E	R	U
A		E	T	R	A	N	G	E
T	O		R	E		D	U	R
I	G	N	O	R	E		I	
O	R		N		T	O	G	O
N		E	S		T	A		I
		T	S			R	E	

FOUILLIS N° 8240
TAMBOUR (Tant - bourg)

2	7	4	3	1	5	6	8	9
5	8	9	6	7	2	4	1	3
3	6	1	4	8	9	2	7	5
1	2	3	5	4	8	7	9	6
7	4	5	9	6	3	8	2	1
6	9	8	7	2	1	5	3	4
9	3	7	2	5	4	1	6	8
8	5	6	1	9	7	3	4	2
4	1	2	8	3	6	9	5	7

TAMBOUR (Tant - bourg)

CODÉS N° 8240

L	2	U	3	N	I	5	A	R
7	E	T	M	10	G	11	C	O
13	F	14	S	15	P	D	X	18
19	20	21	22	23	24			

CODÉS N° 8240[illegible]

7			2	8				
	8							2
			4	9			3	
6	9	5					4	
	7			2	4		5	
	2	3	9	1		8		7
1	3			6				5
				4	1		9	6
9				3				

Niger : des morts lors d'une attaque contre un poste frontière



Plusieurs personnes ont été tuées et d'autres blessées lors de l'attaque d'un poste frontière entre le Niger et le Burkina Faso, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Niamey, a-t-on indiqué de sources locales. "C'est le poste de contrôle frontalier de Makalondi qui a été visé par une importante attaque d'hommes armés dans la nuit de mercredi à jeudi et il y a eu des morts et des blessés", a indiqué à l'AFP un élu local.

Cet élu ne précise pas les circonstances de l'attaque contre ce poste où des douaniers, des gendarmes et des policiers travaillent en permanence. Une source sécuritaire a confirmé l'attaque mais sans avancer de bilan. Selon une autre source locale "des douaniers et des civils figurent parmi les morts", précisant que les assaillants ont "incendié des véhicules et brûlé des locaux servant de bureaux". Le poste visé est situé à quelques km de Makalondi, dernière ville importante au Niger avant la frontière burkinabè.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Tunisie : «des comploteurs ont proposé des projets d'assassinat»



Les complots qui se préparent en Tunisie ont atteint les limites", a averti, jeudi, le président tunisien, Kais Saïed, évoquant des projets d'assassinat proposés par des comploteurs, rapporte jeudi l'agence d'information tunisienne TAP. Le chef de l'Etat tunisien s'exprimait lors d'un conseil des ministres, consacré à l'examen de plusieurs projets de décrets présidentiels.

Le président Saïed a ajouté

dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux du Conseil des ministres et postée sur la page Facebook de la présidence de la République: "Il y a un entretien qui parle même du jour de l'assassinat".

Le président Kais Saïed a averti l'ensemble des Tunisiens sur l'existence de "plusieurs complots planifiés par des individus, qui ont vendu leur conscience aux services de renseignement pour assassiner un

certain nombre de responsables", selon la même source.

Par ailleurs, l'ex-président tunisien Moncef Marzouki, vivant en France a été condamné in absentia à quatre ans de prison, a indiqué mercredi une source judiciaire. Des médias locaux ont affirmé que M. Marzouki a été reconnu coupable d'avoir "porté atteinte à la sûreté de l'Etat à l'étranger" et de lui avoir causé un "préjudice diplomatique".

Des dizaines de Palestiniens blessés par des soldats israéliens



Des dizaines de manifestants palestiniens ont été blessés jeudi dans des affrontements avec des soldats israéliens dans un village au nord-ouest de la ville de Naplouse, selon des médecins palestiniens et des témoins.

Quelque 42 Palestiniens, dont un journaliste local, ont été blessés par des tirs de balles métalliques à revêtement en caoutchouc, tandis que 83 autres ont souffert de suffocation après avoir inhalé du gaz lacrymogène tiré par les soldats israéliens dans le village de Burqa, au nord-ouest de Naplouse, a indiqué dans un communiqué la Société palestinienne du Croissant rouge. Des témoins dans ce village ont déclaré que les affrontements entre manifestants palestiniens et soldats israéliens avaient éclaté plus tôt ce jeudi. Les manifestants avaient organisé un défilé pour protester contre les agressions des colons israéliens et l'agrandissement des colonies.

L'ex-présidente de Corée du Sud graciée



L'ex-présidente de Corée du Sud Park Geun-hye, condamnée à 20 ans de prison pour un retentissant scandale de corruption qui avait précipité sa destitution en 2017, a été graciée, a annoncé vendredi le ministre de la Justice. Park Geun-hye figure sur une liste de personnes bénéficiant d'une amnistie spéciale et a été graciée dans "une perspective d'unité nationale", a déclaré le ministre Park Beom-kye aux journalistes.

Agée de 69 ans, elle purgeait une peine de 20 ans de prison pour corruption et abus de pouvoir, suivie de deux autres années pour violation de la loi électorale. Première femme élue présidente en Corée du Sud, en 2013, Mme Park avait été reconnue coupable en 2018 d'avoir reçu ou demandé des dizaines de millions de dollars de conglomérats sud-coréens, dont Samsung Electronics, d'avoir partagé des documents classés secrets, d'avoir mis sur une "liste noire" des artistes critiques de sa politique, ou encore d'avoir limogé des responsables qui s'opposaient à ses abus de pouvoir.

Rencontre à Baghdad entre délégations iranienne et saoudienne



Le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir Abdollahian, a annoncé jeudi qu'un nouveau round de pourparlers entre les délégations iranienne et saoudienne avait débuté à Baghdad, capitale de l'Irak, dans un effort pour normaliser les relations entre les deux pays, selon la chaîne de télévision étatique iranienne.

Grâce aux efforts de l'Irak, "nous participerons au prochain round de pourparlers entre Téhéran et Riyad", a déclaré M. Amir Abdollahian lors d'une conférence de presse conjointe en compagnie de son homologue irakien en visite, Fuad Hussein. "Je voudrais souligner que lors du dernier round de pourparlers, nous avons présenté une série de propositions concrètes et constructives à la partie saoudienne.

Les délégations des deux pays se réuniront à Baghdad dans un avenir proche et travailleront à la mise en oeuvre de la phase suivante de l'accord", a-t-il dit. Le chef de la diplomatie iranienne a exprimé sa gratitude au gouvernement irakien pour ses efforts en vue de contribuer à résoudre les "malentendus" entre Téhéran et Riyad.

EDITORIAL

Par El-Houari Dilmi

MARCHÉS PUBLICS ET CORRUPTION

Il est connu de tous que l'octroi des marchés publics a toujours été la première porte vers l'amasement de biens et richesses détournés qui ont tant choqué les Algériens. Au point que de hauts responsables et plusieurs anciens ministres se trouvent aujourd'hui derrière les barreaux. Les chroniques judiciaires du pays ont, pendant longtemps, relaté des cas d'arrestations, d'inculpations, de procès ou de jugements d'administrateurs, d'élus, d'entrepreneurs et autres fournisseurs de l'administration et des entreprises publiques. Une situation qui ne pouvait pas perdurer, poussant les nouvelles autorités publiques du pays à accélérer la cadence de la numérisation tous azimuts pour lutter contre le cancer de la corruption et le détournement des deniers publics.

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a annoncé, jeudi à Alger, le lancement

officiel du portail électronique dédié aux marchés publics, une plateforme devant «garantir davantage de respect des principes d'accès à la commande publique et consacrer l'égalité entre candidats et la transparence des procédures». L'objectif premier, selon le PM, est de substituer progressivement les supports physiques par des dossiers électroniques pour des procédures plus efficaces et simplifiées. Le nouveau portail électronique «permettra aux marchés publics d'être conclus dans la transparence la plus totale». Oui mais la corruption, en matière de commandes publiques, continue toujours à classer l'Algérie parmi les pays les plus touchés

par ce fléau, comme l'illustre le classement annuel de l'ONG «Transparency International» et son indice de perception de la corruption (IPC).

La réglementation des marchés publics, elle-même, est perçue par des experts comme un moyen d'alimenter la corruption, à l'imager du gré à gré introduit sous l'ère Bouteflika, une exception accordée aux projets prioritaires et d'importance nationale- qui est devenue la règle pour siphonner un argent fou dans les caisses de l'Etat. Même un code des marchés publics, aussi précis et exhaustif qu'il soit, freinera-t-il l'appétit léonin de ceux habitués à se servir avant de penser à servir les autres ? Assurément non. Seul le choix de la qualité des hommes, armés d'une éthique et d'une intégrité morale sans faille, pourrait servir d'antidote à ce terrible fléau qui a failli mettre tout le pays à genoux.